

LES REPRÉSENTATIONS DE LA RURALITÉ DANS LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE RÉCENTE (Rapport no 8)

Rapport présenté dans le cadre de *l'Action concertée de recherche* sur
le «Développement des communautés rurales: concepts, pratiques et retombées
pour le Québec» du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture
(FQRSC)

par

Bruno JEAN

Professeur et titulaire de la
Chaire de recherche du Canada en développement rural (UQAR)
Directeur scientifique du CRDT

avec la collaboration de Michelle Landry
Candidate au Doctorat en développement régional de l'UQAR

Rimouski
Novembre 2006



centre de recherche sur le
développement territorial

UQAC-UQAR-UQAT-UQO



Campagne

Le Québec est issu d'une colonie française qui s'est installée sur les bords du Saint-Laurent dans trois villes: Québec, Trois-Rivières et Montréal. C'est la conquête anglaise qui a refoulé le peuple sur ses terres, permettant ainsi à une authentique société rurale québécoise de se constituer.

Aujourd'hui, le monde rural occupe plus de 80% du territoire québécois habité et abrite le quart de sa population. Depuis 1951, la population rurale est stable, avec des effectifs d'environ 1,4 million de personnes. Mais ce nombre cache plusieurs réalités: la diminution de la part relative des ruraux dans la population du Québec (de 35% à 20%), l'exode rural (notamment des jeunes), la forte recomposition des territoires ruraux avec la croissance des zones rurales péri-urbaines et les baisses de population dans les petites localités éloignées.

L'industrialisation, l'urbanisation et la mondialisation remettent en cause l'existence de la société rurale, dont les membres présentent les mêmes habitudes de consommation et écoutent les mêmes émissions de télé que les urbains. Les différences socioculturelles entre la ville et la campagne se sont tellement effacées qu'il y a souvent plus de différences entre deux milieux ruraux donnés qu'entre la ruralité dans son ensemble et l'urbanité moyenne.

Avec la montée de la sensibilité écologique, les milieux ruraux et leurs ressources naturelles (dont plusieurs, comme l'eau et la forêt, sont encore de propriété publique) redeviennent d'un grand intérêt. La population urbaine se soucie de la manière dont les ruraux gèrent ces ressources, de plus en plus considérées comme un patrimoine de l'humanité. La question de leur utilisation fait naître de nouveaux conflits entre les urbains et les ruraux.

Une nouvelle solidarité rurale-urbaine doit voir le jour: le bien-être et la prospérité des villes reposent sur des campagnes vivantes et reconnues dans la multifonctionnalité de leurs systèmes économiques (agricoles, forestiers, maritimes, récréotouristiques, industriels, résidentiels, etc.), qui coexistent souvent sur les mêmes territoires. La première politique rurale a été adoptée par le gouvernement du Québec en 2001 — une reconnaissance qui témoigne que le développement des milieux ruraux devient un enjeu important dans la construction du Québec de demain.

***Bruno Jean, professeur, titulaire de la
Chaire de recherche du Canada
en développement rural,
Université du Québec à Rimouski***

Tiré de « Les 101 mots pour comprendre le Québec », dans *L'Actualité*, Édition spéciale, Décembre 2005, p. 34

Table des matières

INTRODUCTION

Première partie : Les représentations du monde rural dans les sciences sociales 6

La ruralité : de l'homogénéité à la diversité

Le discours sociologique

Le discours social

Le discours politique

L'évolution des paradigmes interprétatifs de la sociologie rurale:

La multifonctionnalité des territoires ruraux comme nouvelle figure de la ruralité

Les conflits d'usage des espaces ruraux et de cohabitation de l'agriculture : un révélateur de la version moderne de la multifonctionnalité

Représentations de la ruralité et action publique territoriale

Deuxième partie : La représentation de la ruralité dans les études rurales québécoises 28

Une ruralité homogène et sa représentation : les approches monographiques

Une ruralité diversifiée et sa représentation : les approches typologiques

Des typologies pour décrire la variance rurale

Des typologies pour mesurer et expliquer la variance rurale

La mesure de la défavorisation rurale

Les représentations de la ruralité dans la modernité avancée : la pluralité des modes de construction sociale de la ruralité

CONCLUSION GÉNÉRALE 51

BIBLIOGRAPHIE 55

ANNEXE I 62

Rebâtir une nouvelle solidarité rurale-urbaine : les conditions gagnantes. Exposé d'ouverture, Université rurale québécoise en Outaouais, Maniwaki, le 12 septembre 2005

ANNEXE 2 66

Réalité sociale et théorie sociologique : notes sur la question rurale en sociologie

ANNEXE 3 76

Les milieux ruraux et leurs rapports avec les milieux urbains, Michelle Landry, candidate au Doctorat en développement régional

INTRODUCTION

Les partenaires de la présente *Action concertée de recherche sur le développement des communautés rurales du FQRSC* évoquent le fait que le gouvernement, les chercheurs et les urbains ont tous en tête une représentation du monde rural qui sert généralement de référence lors de l'élaboration de mesures et de mise en place d'un projet. Nous sommes d'accord avec cette proposition mais dans le présent rapport, ce sont surtout les représentations de la ruralité construites par les sciences sociales et leurs chercheurs qui nous intéresseront ici, sachant que ces représentations prétendent souvent décrire le monde réel, donc les perceptions de divers groupes d'acteurs sociaux. Et dans un rapport subséquent, avec la méthode de la cartographie conceptuelle, nous étudierons les représentations des ruraux ou des urbains sur les ruraux car cette dernière représentation, avec le jeu démocratique, risque de peser lourdement dans l'image dominante de la ruralité dans l'opinion publique.

Selon les termes de l'appel d'offre, la communauté scientifique était invitée à examiner le processus de construction sociale de la ruralité comme une réalité sociale signifiante. On reconnaît ainsi que le poids des représentations est déterminant dans la formation de l'image et l'identité des ruraux. Ces représentations permettent de pallier, du moins en partie, les limites de nos appareils statistiques qui considèrent le fait rural comme un résidu de l'urbain.

La perspective théorique et épistémologique adoptée ici est l'approche « constructiviste » selon laquelle les réalités sociales, comme la ruralité, sont d'abord des constructions sociales, et donc des représentations qu'il faut étudier comme telles. Si la ruralité, qui est d'ailleurs plurielle, est matériellement et morphologiquement repérable dans l'espace, elle est aussi une réalité idéelle qui s'exprime par une symbolique essentiellement représentative et discursive. À cet égard, nous pourrions toutefois définir la ruralité comme une forme territoriale de vie sociale qui possède un certain nombre d'attributs: (1) un type particulier de rapport à l'espace, redevable à la faible densité de population (la *mobilité*, critère géographique); (2) un type particulier de sociabilité redevable à la faiblesse des effectifs démographiques (*l'interconnaissance*, critère sociologique); (3) un type particulier de cadre de vie, celui des individus qui habitent des petites collectivités; et (4) une fonction géopolitique implicite, soit l'occupation du territoire de la nation pouvant exprimer la souveraineté sur cet espace.

Nous faisons l'hypothèse que trois grands types de discours structurent le champ des représentations de la ruralité, soit le discours social, le discours politique et le discours savant. Ces discours ne sont pas monolithiques et ils évoluent dans le temps. D'ailleurs on peut constater une importante rupture dans ces représentations avec le passage actuel de la modernité à la post-modernité ou plus simplement à la modernité avancée.

Dans le texte de l'appel d'offre de l'Action concertée, il est étonnant de voir la notion de « représentation » au singulier. Quand il est assez évident que plusieurs représentations

de la ruralité circulent dans l'espace public et que ces représentations renvoient souvent à des acteurs spécifiques qui ont des intérêts objectifs spécifiques face au rural, l'étude de la représentations de la ruralité devient impossible, à moins que l'on veuille étudier la représentation dominante de la ruralité, où celle qui est la plus répandue dans une société donnée à un moment donnée. Dans cette direction, on pourrait soutenir que la ruralité, souvent représentée comme un espace d'extraction de ressources primaires dans un passé pas si lointain, est maintenant représentée comme un espace naturel qu'il faut préserver car la ruralité, c'est d'abord et avant tout, le synonyme de l'environnement.

Si les diverses représentations se hiérarchisent et que certaines semblent en dominer d'autres, nous allons plutôt prendre ici une posture épistémologique quelque peu différente, en postulant que ce qui est intéressant ici, c'est justement le passage d'une représentation homogène de la ruralité à des représentations fort hétérogènes. Selon cette hypothèse, un telle évolution serait à l'image de la ruralité elle-même qui dans ses structures socio-économiques, a connu une évolution allant de l'homogénéité à la une forte diversité. L'autre posture épistémologique qui nous guidera, ce sera le fait de considérer les représentations de la ruralité comme productions sociales, des constructions sociales; pour les identifier et les comprendre, il faut alors décrypter le processus de construction sociale de la ruralité qui est à l'œuvre dans la société québécoise.

Nous avons décrit ici des typologies pour rendre compte des diverses représentations sociales de la ruralité. Cette approche est intéressante en ce qu'elle tente de classer ces nouvelles définitions ou représentations de la ruralité. Cette analyse a concerné aussi bien l'Europe que les États-Unis que le Québec. Certaines évolutions, présentement en cours en Europe, sont un bon indicateur des tendances qui vont bientôt affecter le Québec rural. Il devenait alors impératif de comprendre ces nouvelles représentations du rural qui émergent dans ces pays. Le repérage de cette littérature nous a été facilité par notre participation à des réseaux de recherche rurale comme l'International Rural Network (IRN), l'European Society for Rural Studies (ESRS), l'International Comparative Rural Policy Studies (ICRPS). La prise en compte visait à enrichir la présente synthèse des connaissances devant éclairer la redéfinition des politiques publiques en faveur d'une ruralité.

Le présent rapport comprend deux grandes parties et quelques annexes. Une première fait état de l'évolution du regard sociologique sur la ruralité, et le tout est repris systématiquement dans le cas des sciences sociales québécoises dans le cadre d'une analyse historique. Le regard d'une étudiante au Doctorat au développement régional, Michèle Landry, qui découvre les nombreuses représentations de la ruralité que lui révèle sa propre exploration de la littérature nous a semblé un exercice pertinent qui est présenté dans l'Annexe 3. Nous n'avons pas la prétention d'avoir entièrement couvert l'ensemble de la littérature scientifique récente car il aurait fallu faire une place plus juste à la production en provenance de certains pays sud-américains qui, comme le Brésil, témoignent d'une recherche sur la ruralité très dynamique et créative.

PREMIÈRE PARTIE

Les représentations du monde rural dans les sciences sociales

La ruralité : de l'homogénéité à la diversité

Le monde rural évoque d'abord une réalité empirique observable; ce sont ces espaces de faible densité d'occupation humaine avec des activités principalement liées à la mise en valeur des ressources naturelles avec une population qui vit dans des collectivités de petites tailles. Mais une telle définition, en apparence correcte, pose plusieurs questions. Des zones considérées rurales dans l'opinion publique mais où il y a plus d'emplois industriels que d'emplois agricoles sont-elle encore rurales? Quand la taille de l'établissement humain sur un territoire devient telle qu'on doit plutôt parler d'une ville que d'un village rural? Comme les ruraux vivent généralement dans des petites collectivités où l'interconnaissance est plus forte, cet attribut de la ruralité ne doit-il pas être au cœur d'une définition « scientifique » de ce qu'est le monde rural?

Ces questions montrent que si la ruralité existe, elle n'est pas seulement un objet observable mais aussi, et peut-être surtout diront certains, une réalité socialement construite. La tâche des sciences sociales, et de la sociologie rurale en particulier, consiste alors à rendre intelligible les processus de construction sociale de la ruralité, dans une société donnée à un moment donné.

Le processus de construction sociale de la ruralité qui permet définir ce qu'est le monde rural à un moment donné, c'est une manière plus savante de parler des « représentations » de la ruralité » et l'appel d'offres de l'Action concertée posait bien la question de la place de ces représentations dans les décisions et les interventions des acteurs, dont l'acteur public, dans le développement des territoires ruraux. En clair, la connaissance des représentations du monde rural devient fort importante car ce sont en fonction des représentations que les personnes et les institutions agissent et pas nécessairement en fonction de la réalité empirique. Nous avons un exemple classique d'un déphasage entre les représentations et la réalité observable avec la perception de la place de l'agriculture dans la ruralité québécoise. Dans l'Après-guerre, alors que le Québec était devenu une société urbaine, plusieurs décideurs politiques n'avaient pas pris acte de ce changement social majeur et ils continuaient de penser le développement du Québec selon ce qu'on a appelé une vision « agriculturiste ». Encore de nos jours, plusieurs urbains, qui ont d'ailleurs un pouvoir considérable dans la construction sociale collective de la définition du rural, pensent que le rural est indissociablement lié à l'agricole. D'ailleurs, si on allait dans une classe d'une école primaire de la région de Montréal demander aux élèves de dessiner la campagne, on peut déjà prédire qu'il y aurait deux groupes de dessins qui domineraient statistiquement : 1) un groupe de dessins avec un paysage illustrant

l'activité agricole; 2) un second groupe avec un paysage naturel et aucun trace de l'occupation humaine du territoire.

Par ailleurs, si on interroge des ruraux, l'empreinte lourde de l'agriculture dans le façonnement de nos paysages ruraux est telle que la présence de l'agriculture est encore associée à leur représentation du rural¹. Pourtant, au Québec, nous avons connu depuis très longtemps une ruralité forestière avec des centaines de petites collectivités dans plusieurs régions, et plus encore, cela fait exactement un demi-siècle (recensement de 1956) que les agriculteurs ne représentent plus une majorité dans le tableau des occupations en milieu rural des recensements de Statistique Canada. Dans certaines régions, une forme d'industrialisation, aujourd'hui pratiquement disparue, des campagnes est apparue. Elle avait semé une kyrielle de petites usines de transformation du bois, ou du textile, dans pratiquement tous les villages ruraux du Québec et en certains endroits ces emplois étaient très nombreux.

On commence à voir mieux le lien entre les représentations et les politiques publiques. Dès lors que dans l'opinion publique et chez les décideurs politiques, le rural et l'agricole sont indissociablement liés, une bonne politique agricole est aussi une bonne politique rurale et l'idée même d'une politique rurale ne peut même pas être pensée. Et c'est effectivement ce qu'est passé. Quand on considère le cas québécois, on constate effectivement que la dissociation entre le rural et l'agricole s'est produit, dans la réalité empirique, bien avant qu'elle se produise dans la conscience des acteurs sociopolitiques. Pour que ce changement se produise, il fallait que les sciences sociales fassent leur travail, soit montrer comment la réalité empirique et comme nos « représentations » doivent s'ajuster à la nouvelle donne.

Mais c'est là que les choses deviennent plus complexes, et que nous entrons au cœur de la mission difficile que nous nous sommes donnés ici, car si on peut dire ce que la ruralité n'est plus, on sait pas trop comment décrire ce qu'elle est en train d'advenir. Avant les choses étaient simples; le ruralité était agricole ou forestière (sans oublier une moins nombreuse ruralité côtière ou maritime).

De manière globale, on peut donc affirmer que ce qui caractérise le regard des sciences sociales sur le monde rural, c'est le passage d'une interprétation qui met en valeur l'homogénéité à une autre, contemporaine, qui met l'accent sur la diversité. Il est d'ailleurs intéressant de voir que dans la francophonie, alors qu'on parlait souvent du monde rural, le terme ruralité ayant été rendu plus usuel depuis une dizaine d'années seulement (et je pense que c'était pour affirmer plus positivement la réalité rurale face à l'urbanité déjà en usage), on emploie de plus en plus souvent l'expression des « mondes ruraux » au pluriel pour désigner la ruralité.

¹ Marie-José Fortin avait identifié cette représentation du paysage rural dans une petite collectivité rurale du Saguenay. Voir : *Le paysage comme lieu d'expression de l'identité rurale : le cas de la communauté de Petit-Saguenay*, Mémoire présenté à l'Université du Québec à Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1999.

L'évolution des discours sur la ruralité de la modernité naissante à la modernité avancée

Avec le passage non pas à une prétendue post-modernité mais à ce que Antony Giddens appelle la modernité avancée, les représentations antérieures de la ruralité deviennent plus claires, plus saisissables. Au risque de la simplification abusive, nous avons tenté de faire une cartographie conceptuelle² de ces grandes représentations dans trois types de discours : le discours sociologique, le discours social et finalement le discours politique.

Le discours sociologique

Dans le cas du discours sociologique, il est apparu nécessaire de distinguer entre la tradition intellectuelle européenne et la tradition nord-américaine. Dans cette dernière, c'est sans doute le concept de « folk society » qui caractérise le plus la pensée sociologique sur la ruralité à l'ère de la modernité. Le monde rural est pour Robert Redfield une *folk society*, une société traditionnelle. Avec la généralisation de la modernité, ces *folk societies* sont appelées à devenir autre chose, soit disparaître, soit devenir des sociétés urbaines. On retrouve ici le grand paradigme sociologique de l'évolutionnisme où la ruralité, associée au passé, à la tradition, est destinée à disparaître avec la modernité. Il faut ajouter ici que ce concept tire en partie son origine de la distinction entre la *Gemeinschaft* (communauté) et la *Gesellschaft* (société) de l'allemand Ferdinand Tönnies.

Dans la variante européenne du discours sociologique, on ne retrouve pas cette idée de ruralité comme une société traditionnelle, voire pratiquement primitive, destinée à disparaître. Ces traits sont bien sûr régulièrement évoqués mais ce qui semble dominer l'analyse sociologique, c'est l'association entre le rural et la paysannerie, avec les notions de sociétés paysannes, de communautés paysannes. Une société paysanne est une société complexe, organisée, mais selon des modes de régulation qui sont mis à mal avec la modernité et qui disparaissent complètement avec la modernité avancée. C'est cette variante européenne qui va donner une couleur décisive à la sociologie rurale comme une sociologie d'un groupe particulier, les paysans, qui dominent effectivement les sociétés agraires d'autrefois, devenus des agriculteurs inscrits dans des rapports marchands dans les sociétés modernes. Nous hériterons de cette histoire intellectuelle d'une sociologie rurale qui est pratiquement dédiée à l'étude des transformations d'un seul secteur socio-économique de la ruralité, l'agriculture ; avec la modernité, cela devient gênant car l'agriculture n'est plus une activité dominante dans son propre espace, son propre environnement.

² Une première version de cette réflexion sur les discours ruraux a été publiée dans un chapitre d'un ouvrage sur les paysages ruraux. Voir : Bruno JEAN « La construction sociale de la ruralité » dans Philippe Poullaouec-Gonidec, Sylvain Paquette et Gérald Domon (sous la direction de), *Le temps du paysage*, Montréal, Les Presses de L'Université de Montréal, 2003, pp. 105-124. ISBN 2-7606-1877-3.

La place nous manque ici pour expliquer les fondements de cette conception relativement différenciée mais dont la construction renvoie très certainement à des histoires et des identités assez différentes. Pas étonnant que le concept de société paysanne soit européen, l'Amérique du Nord comme du Sud n'ayant probablement pas fait l'expérience de telles sociétés paysannes. Par ailleurs, la notion de *folk society* ne pouvait apparaître que dans une société tout entière vouée à une entreprise de modernisation urbanisante devant alors fait apparaître la ruralité comme un anachronisme. Si cette différenciation entre une sociologie rurale américaine et européenne, pour ne pas dire étatsunienne et française, est intéressante, l'évolution du discours sociologique avec l'entrée des sociétés modernes dans la post-modernité l'est encore plus.

L'évolution du discours sociologique, social et politique dominant avec le passage de la modernité naissante à la modernité avancée

<u>Discours sociologique</u> (Américain)	(Européen)	<u>Discours social</u>	<u>Discours politique</u>
<u>Dans la modernité naissante</u>			
Ruralité = folk societies	Ruralité = communautés paysannes	La ruralité est traditionnelle dépassée et en retard	Modernisation (Aménagement rural)
<u>Dans la modernité avancée</u>			
Ruralité = régions non métropolitaines	Ruralité = environnement	Rural = paysage naturel et environnement	Préservation (Développement durable)

Du côté américain, la représentation dominante du rural dans la littérature en sciences sociales est très nettement celle de « non metropolitan area ». Un rapide coup d'œil dans les articles d'une revue comme *Rural Sociology* ou dans les titres des communications de la *Rural Sociology Society* depuis plus de vingt ans en témoigne avec éloquence. La ruralité qui intéresse les chercheurs « ruralistes »³ américains est celle qui concerne les

³ . Notons ici que la notion française de « ruraliste » ne fait pas sens dans la langue anglaise étatsunienne comme dans la langue française québécoise. Comme le ruralisme y désigne un idéologie rétrograde (et des idées politiques plutôt à droite), les intellectuels ne peuvent s'autoproclamer « ruralistes » comme on peut le voir avec l'ARF en France (Association des ruralistes français).

populations vivant dans ces espaces, ces territoires en dehors des métropoles, des grandes villes et de leur aire d'influence.. La représentation du rural, de social avec la *folk society* devient une représentation fortement spatiale avec le « nonmetropolitan ».

Dans cette représentation, les maillons inférieurs de la hiérarchie urbaine sont aussi associés au rural. Dans plusieurs universités, on voit des centres de recherche ruraux où l'objet est défini comme le « Rural and Small Towns ». Un telle conception a l'avantage de nous rappeler l'importance de la dimension écologique ou environnementale des milieux de vie ; vivre dans un milieu fortement urbanisé ne signifie pas la même chose que vivre en campagne ou dans une petite ville qui en est son émanation directe. Par contre, elle élude plusieurs problèmes théoriques sur le statut de la ruralité dans la modernité avancée ; généralement, cette sociologie rurale américaine est plutôt une sociologie descriptive des problèmes sociaux des populations vivant dans les milieux non métropolitains.

Pendant ce temps, on a vu le discours sociologique européen glisser progressivement vers le rural comme environnement⁴. Le nouveau champ des études environnementales a été passablement investi par les « ruralistes ». Et la dimension environnementale, et en ce sens la différenciation avec l'évolution de la pensée sociologique ruraliste américaine n'est pas si diamétralement opposée, prend une importance particulière. Cette sociologie rurale européenne, après s'être longuement intéressée à *l'urbanisation des campagnes*, un thème de recherche majeur qui va d'ailleurs provoquer une crise au sein même des études rurales, rappelle maintenant que la seule dimension écologique pèse de tout son poids. Le cadre de vie devient une sorte de variable décisive, discriminante. Et comme le dit si bien Marcel Jollivet, les ruraux redeviennent dans ce contexte des acteurs sociaux importants car la tâche de la protection de la nature se joue principalement en campagne. Bien plus, la protection de l'environnement est devenue un enjeu central, qui intéresse toute la société. Une chose si importante ne peut pas être laissée au bon vouloir des seuls ruraux, pas toujours capables de prendre les bonnes décisions en cette matière devenue d'intérêt pour l'ensemble de la société.

Ce qui est commun à cette évolution du discours sociologique sur la ruralité avec l'entrée de nos sociétés dans la modernité avancée c'est qu'il semble y avoir un consensus sur la disparition des sociétés rurales ou paysannes comme société globale. Selon Odette Lacasse⁵, certains auteurs comme Antony GIDDENS et Gérald FORTIN pensent que l'espace rural n'est pas constitutif de la modernité mais il est au contraire un enjeu primordial de la modernité avancée. Lieu idéal de la représentation de la nature et de l'environnement, l'espace rural tend désormais à s'instituer en tant qu'espace de controverses sociales et lieu privilégié de l'orientation culturelle de la modernité avancée. Afin de saisir cette mutation, elle étudie la construction de la représentation de la ruralité québécoise à travers les débats entre les différents acteurs impliqués dans cette redéfinition depuis les années 1960, jusqu'au milieu des années 1990. Cet examen met en

⁴ . Voir le livre qui porte d'ailleurs ce titre : JOLLIVET, Marcel et Nicole MATHIEU (sous la direction de), *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1989.

⁵ Odette LACASSE, « Les rapports urbains-ruraux et la construction de la modernité » dans *Recherches sociographiques*, 40 (3), 1999, pp. 467-499

lumière la diversité des discours sur le rôle de l'espace rural en montrant en quoi la transformation politique de l'environnementaliste moderne a contribué à inscrire l'espace rural au cœur de l'action collective d'un nombre important d'acteurs et permet de saisir l'importance des dimensions culturelles de l'action collective dans les sociétés modernes avancées. En outre, cet examen révèle l'importance grandissante de l'espace public dans le contexte des sociétés postindustrielles. Les rapports urbains-ruraux seraient somme toute le reflet de la dynamique des rapports sociaux caractéristiques de notre époque.

La ruralité subsiste mais on est devant un vide ou une hésitation pour la caractériser. On s'est rabattu sur la dimension spatiale ou environnementale. Cela me semble une position à la fois intéressante en ce qu'elle redonne une place à la nature, à l'environnement dans la théorie sociologique, une nécessité comme le souligne si bien les travaux de Bernard Kalaora⁶. Pour plusieurs spécialistes des études rurales contemporaines, voilà une nouvelle chance pour les campagnes. Car au moment où on doute que la ruralité possède certains caractères socio-économiques distincts, la définition de la campagne comme environnement la promet à une nouvelle sollicitude des pouvoirs publics tout en rappelant l'urgence d'une approche interdisciplinaire élargie conviant les sciences naturelles et les sciences sociales dans l'étude commune des réalités rurales et des questions relatives à son aménagement. Un nouveau défi pour les sciences sociales se trouve ainsi lancé, celui de replacer la nature dans une théorie de la société. Mais cette position est un peu faible car ce repli vers une géographie déterministe, rejetée par la géographie contemporaine, laisse entière la question d'une solide construction de la ruralité de la modernité avancée un objet sociologiquement construit.

C'est du côté de la sociologie rurale française que nous avons vu apparaître récemment une évolution de ce discours sociologique du rural comme environnement avec une nouvelle lecture de ces ruralités recourant à de nouveaux concepts. Avec les évolutions actuelles, certains pensent qu'il faudrait parler de « publicisation » des campagnes au sens où ces espaces produisent, avec les paysages, moult « biens publics » et que les décisions concernant leur aménagement ne deviennent pas tant l'affaire des propriétaires ruraux mais de tous les usagers ou bénéficiaires des ces biens publics, soit les populations urbaines⁷. D'autres chercheurs vont encore plus loin en montrant que la volonté collective de préserver de l'environnement rural va jusqu'à la « patrimonialisation » des campagnes ou de leur « esthétisation » avec la montée en puissance de la valeur paysagère des espaces ruraux.

La patrimonialisation de l'espace rural se décline selon deux dynamiques. La première, est dépendante des évolutions actuelles de l'agriculture, via la traçabilité des produits et de l'image de qualité qu'elle véhicule. La seconde est directement liée aux changements socioculturels et économiques que connaissent les campagnes. La question patrimoniale doit être considérée comme une *alternative de développement* par rapport à la période précédente correspondant à la phase de spécialisation – modernisation agricole. Autrefois

⁶ Voir son livre *Au-delà de la nature, l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1998.

⁷ Les travaux d'une recherche lancée par la DATAR allaient dans ce sens, Voir : PERRIER-CORNET, Philippe (dir.), *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube – DATAR, 2002 et *À qui appartient l'espace rural ?*. La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2002.

essentiellement productives, les campagnes françaises sont aujourd'hui chaque jour davantage résidentielles et à vocation touristique. Elles sont d'ores et déjà un espace de détente et de ressourcement⁸. Dans ces conditions, les questions de conservation et de valorisation tant de ses particularités matérielles que de ses références culturelles sont posées (Chevalier D. et al., 2000) car elles impliquent une autre façon de penser le développement, dans un contexte où la *durabilité* devient la référence. Le patrimoine n'est plus seulement un bien privé dont son détenteur peut jouir, user et abuser individuellement selon sa volonté, mais un bien commun dont l'avenir dépend des actions et des revendications exprimées par la collectivité⁹. À partir de cette conception collective, il est nécessaire de définir quels sont les biens matériels et immatériels investis de cette valeur patrimoniale, à quels usages ils sont réservés et quels doivent être les modes de gestion capables de satisfaire les attentes actuelles et à venir de la société. Toute la difficulté réside dans les rapports de pouvoir qui se manifestent aujourd'hui au sein de la société, chaque groupe social ayant sa propre définition de ce qui est ou non patrimonial.¹⁰

Selon Luc Bossuet, les changements sociaux que supposent les migrations résidentielles citadines donnent également lieu à des travaux plus spécifiquement axés sur les évolutions des milieux naturels. Dans un contexte de vieillissement généralisé de la population agricole et de cessation d'activité qui en résulte, certains espaces sont confrontés à des changements d'usages jusqu'alors inconnus comme l'abandon des terres agricoles. Cette dynamique entraîne deux conceptions de la ruralité à savoir une logique visuelle et environnementale de l'espace et une recherche de rentabilité et d'occupation de ce même espace¹¹. Au Québec, les travaux de Gérald Domon illustrent bien ce dilemme. D'autres travaux ont montré que si de nouvelles fonctions, comme l'entretien de l'espace et du paysage, étaient bien attribuées aux agriculteurs par la société, celle-ci était toutefois réticente à les rémunérer pour cette activité. Ces résultats sont toutefois en contradiction avec les attentes de la société, ce qui montre la persistance d'un écart entre un paysage imaginé, idéal dans lequel l'agriculteur est perçu à travers la permanence de son activité, et le nombre et par conséquent l'emprise du monde agricole sur le milieu, notamment en zones difficiles. Mais le point commun de ces travaux est l'esthétisation de la campagne et de la nature.

Le discours social

Le discours social dominant se transforme aussi avec le passage de la modernité à la modernité avancée. Bien qu'il soit téméraire de penser qu'il y ait un seul discours social dominant sur le monde rural, contrairement au discours sociologique où nous avons distingué deux paradigmes, ici nous n'en présentons qu'un seul sachant qu'une analyse

⁸ Françoise DUBOST, 1990, Le lotissement, implant urbain en milieu rural, *Etudes Rurales*, 118-119, 1990, pp. 177-196 et L'autre maison : la résidence secondaire, refuge des générations, Paris, Autrement, 178.

⁹ G. Humbert et J.C. Leveuvre., « À chacun son patrimoine ou patrimoine commun », dans Marcel Jollivet (dir.), *Science de la nature, sciences de la société : les passeurs de frontières*, Paris, CNRS, 1992, pp. 287-296.

¹⁰ Tiré d'une communication de Luc Bossuet, Les recherches sociologiques françaises sur le rural. Contextes, objets, résultats et réflexions devant la Société suisse de sociologie. Voir sa thèse de doctorat : Sociabilité et citoyenneté en milieu rural, analyse dans le cadre de trois villages de Midi-Pyrénées, révélatrices des dynamiques sociales des campagnes d'aujourd'hui, Paris-X, Nanterre, 2000.

¹¹ Le Floch S. et Terrasson D., 1995, « Enjeux écologiques et sociaux autour d'un paysage rural : le développement de la populiculture dans les « basses vallées » angevines », *Natures, Sciences et Sociétés*, 3, 2, 1995, pp. 129-143.

plus approfondie de ses variantes en ferait peut-être apparaître d'autres. À l'époque de la modernité naissante, en gros durant la période suivant l'Après Seconde Guerre mondiale, la ruralité apparaissait comme un monde qui n'avait pas encore atteint le stade de la modernité caractérisée par la pensée rationnelle, l'urbanisation et l'industrialisation. Le monde rural était donc un monde en retard, traditionnel et dépassé en quelque sorte... un anachronisme qui devra s'ajuster avec le temps par une nécessaire urbanisation des campagnes déjà annoncée par les intellectuels.

Cette dualité rurale - urbaine, repensée comme la dichotomie traditionnelle - moderne faisant écho au discours sociologique avait quelque chose de réconfortant. La pensée duale est certes réconfortante surtout si a la certitude qu'on est dans le bon camp. Le moderne urbain l'était d'autant plus qu'une ruralité traditionnelle tardait à disparaître, survivait çà et là au sein de sociétés devenues modernes et urbaines, et confortait donc cette identité nouvelle. La « rencontre de ces deux mondes¹² » permettait donc à chacun de s'identifier car on sait bien que le processus de construction de l'identité sociale se fait tout autant par la mesure des différences dans l'opposition à l'autre que dans l'affirmation forte d'une appartenance ou d'une référence commune.

Cette posture de la pensée sociale reproduit le même dilemme que celle de la pensée sociologique ; si le rural est dépassé, comment peut-on être rural à l'ère de la modernité et plus encore à l'ère de la modernité avancée ? Avec la modernité, la ruralité est condamnée ; faisant écho à certains classiques de la littérature sociologique, annonçant pourtant la fin d'une certaine ruralité et non de la ruralité comme telle, la pensée sociale dominante est incapable de penser le rural dans la modernité. La ruralité va soit disparaître, soit être intégrée dans le monde moderne en devenant des espaces urbanisés mais un degré plus faible sur le gradient de l'urbanisation modernisante. Pourtant, le monde rural, dans une société urbaine, ce n'est pas un espace en attente d'urbanisation ou de désertification; c'est un territoire avec vie socio-économique spécifique et difficilement réductible aux dynamiques urbaines.

Mais avec l'avènement de la post-modernité mieux nommée modernité avancée selon les termes de Giddens, il s'est produit un curieux renversement de perspective. Ce monde rural un tantinet traditionnel et passéiste a été assez rapidement l'objet d'une survalorisation par les masses urbaines y découvrant là un monde de l'authenticité. Le rural est toujours le monde du commencement, des origines, celui sur lequel il faut revenir lorsque qu'une forte perte de sens se produit, ce qui fût le cas avec le passage à la modernité avancée. Au Québec, durant la décennie soixante-dix les départements d'études des « arts et traditions populaires » (ethnologie) ont été envahis par les jeunes générations d'étudiants issus des nouveaux quartiers urbains. Les séries télévisées les plus à la mode étaient celles mettant en vedette ce rural traditionnel. En France,

¹² Nous faisons allusion ici au titre de la traduction française de l'ouvrage de Everett C. Hughes, *Cantonville*, une étude de l'urbanisation de la société québécoise par une monographie d'un anthropologue de l'École de Chicago. Cette monographie d'une ville moyenne, véritable « boum town » de l'après-guerre, décrit bien cette rencontre des ruraux et des urbains et le processus culturel de l'urbanisation de la culture rurale.

rappelons le grand mouvement de retour à la nature post soixante-huitards, qui participe d'une crise de la civilisation urbaine moderne.

De manière plutôt inattendue, c'est du côté de l'écologie et de la nouvelle pensée sociale environnementaliste que va se former une autre identité de la ruralité prenant en compte les images survalorisantes qui circulent déjà et à la ruralité une signification forte, utilitariste et pratiquement post-moderne, soit la ruralité comme un environnement à protéger, à défendre ou comme environnement capable de contribuer au ressourcement des populations urbaines qui vont s'y reposer dans le cadre des migrations pendulaires ou saisonnières, du tourisme vert et de ses nouvelles activités récréo-touristiques. La question de l'environnement qui prend une place prépondérante dans les débats sociaux actuels pèse lourdement dans les évolutions à venir des espaces ruraux. Car, dans les équations citadines habituelles que nous révèlent les sondages d'opinion, l'environnement, c'est la nature, et la nature, c'est la campagne. Cette préoccupation collective pour l'environnement fait en quelque sorte irruption dans l'espace rural et le fait apparaître sous un jour nouveau. Il faut d'abord démontrer le caractère réducteur d'une telle équation; la campagne, par les actions séculaires d'aménagement des collectivités humaines, est loin d'être aussi "naturelle" qu'il y paraît vue de loin, vue de la ville.

Le discours politique

Il ne faudrait pas s'attendre à ce que le discours politique soit très éloigné des deux précédents discours car le propre de ce type de discours est de continuellement tenter de faire une synthèse entre le discours savant, scientifique et le discours populaire, quotidien. Le discours politique est aussi, par définition, un discours réducteur. Par ailleurs, il faut aussi relier le discours politique à l'action car, comme on le constate souvent, le politique est souvent tenté de sublimer dans une inflation discursive son inaction sur le plan de l'action. Et cela est en bonne partie vrai avec la question rurale, objet de discours mais rarement objet d'une politique rurale avec des objectifs clairs et des moyens d'intervention conséquents.

Selon nous, le discours politique à l'époque de la modernité naissante est un discours qui va dans le sens des idéologies dominantes de la ruralité. Il en résulte un discours fortement modernisateur qui identifie une tâche de l'État, celle de contribuer à « l'aménagement rural ». Avec le passage à la modernité avancée, le discours politique emboîte le pas dans le sillage du discours social et il professe son intention de développer des formules appropriées de « développement durable » des campagnes. La velléité de modernisation font place à celles d'une préservation des territoires et des communautés rurales vues pratiquement comme des zones sinistrées ou des espèces en voie de disparition nécessitant la sollicitude des pouvoirs publics pour assurer la pérennité de ces milieux socio-économiques fragilisés.

Le discours aménagiste de l'État (à son apogée durant les décennies soixante et soixante-dix) applique à la ruralité la même vision que dans d'autres domaines où les gouvernements se considèrent subitement légitimés d'intervenir dans de nombreuses

dimensions de la vie sociale et économique. De plus, ce discours technocratique est un discours qui ne doute, qui repose sur les dernières vérités de la démarche scientifique et technique, un discours proposant des actions qui vont nécessairement produire les résultats escomptés en terme d'un aménagement rural assurant aux campagnes un rattrapage pour rejoindre le train de la modernité qui est déjà en pleine course. Plusieurs images ont été proposées pour décrire ce modèle d'action de l'État. On a souvent parlé de l'État entrepreneur qui va d'ailleurs se substituer en un État accompagnateur, facilitateur, partenaire, dans l'ère de la modernité avancée où le discours étatique est moins certain de lui-même, beaucoup moins triomphaliste, comme en témoignent plusieurs politiques publiques rurales en Europe (les programmes LEADER), aux États-Unis (les Rural Partnerships) et au Québec (Politiques nationale de la Ruralité). Comme l'a bien montré Paul HOUÉE, le discours de la préservation des milieux ruraux, qui devient l'affaire de tout le monde et la sienne propre, inquiète bien des ruraux pour lesquels les campagnes ont besoin de véritables politiques de « développement rural » fussent-elles pensées selon la dernière version de la philosophie du développement durable.

L'évolution des paradigmes interprétatifs de la sociologie rurale: de l'intégration des campagnes à la recomposition socioterritoriale ou la restructuration rurale

Si on pousse plus avant notre analyse des discours sociologiques pour tenter de mettre au jour les paradigmes interprétatifs proposés pour comprendre les mutations du monde rural à l'ère de la modernité, nous voyons apparaître un changement de paradigme qui touche l'ensemble de la pensée sociologique sur la ruralité. Et ce changement de paradigme n'est pas effet sur l'évolution de la pensée sociale et politique à propos de la réalité rurale.

À l'époque de la modernité naissante, peu importe les représentations sociologiques du rural, un consensus a été rapidement établi sur le modèle interprétatif des dynamiques rurales¹³. Les transformations du monde rural s'expliquent par un seul phénomène, une seule cause, un seul facteur: l'intégration des économies et des sociétés rurales dans l'économie et la société moderne. Avec cette intégration, les campagnes qui accédaient à la modernité étaient marginalisées et perdaient la maîtrise de leur destinée qui dépendait alors du pouvoir économique et politique. L'École française de sociologie et d'économie rurale a trouvé sa cohérence avec un tel modèle interprétatif des évolutions rurales qui était cohérent autant avec la pensée de l'économie politique marxiste qu'avec celle de l'économie libérale qui dominait alors la sociologie rurale américaine. À droite comme à gauche, on s'entendait alors sur une telle vision déterministe et pour anticiper une nécessaire modernisation des campagnes qui passait par leur intégration dans la société moderne.

Comme on l'a vu, ce paradigme laissait entier la question du statut de la ruralité dans la modernité avancée, si on peut dire. Il a bien fallu se rendre compte que le monde rural

¹³ Voir: Bruno JEAN, "Les espaces ruraux en mutation. Vers un typologie des dynamiques rurales" dans *Géographie sociale* (12), 1992, pp. 497-506 (Actes du colloque *Quelles campagnes pour demain*, Rennes, février 1991; cette revue est publiée par le Centre de Publications de l'Université de Caen, ISBN 2-905461-76-4)

ne disparaissait pas avec la modernité; il se transforme, il est l'objet de mutations profondes. De là, la naissance d'une nouvelle approche interprétative, celle de la recomposition de la ruralité dont, en France, Bernard KAYSER est certainement un des principaux initiateurs. Dans le programme de recherche comparative sur la ruralité entre la France de l'Ouest et le Québec dont Jean Renard a été un des animateurs, le livre synthèse de nos travaux porte clairement cette marque¹⁴.

La notion de recomposition socioterritoriale de la ruralité permet aussi de dépasser le débat un peu trivial sur la prétendue fin ou persistance du rural dans la modernité avancée. Il devient alors clair que la ruralité change, se recompose dans ses propres modes d'existence et de régulation et que le véritable défi théorique, c'est bien celui de comprendre les nouveaux attributs de ruralité et comment elle existe au sein même des sociétés à l'ère de la modernité avancée. Contrairement au paradigme déterministe de l'intégration qui fait des ruraux des acteurs passifs qui subissent l'histoire, cette approche davantage "possibiliste" redonne aux populations rurales une capacité d'action dans les processus complexes de recomposition socioterritoriale. Parmi de nombreux exemples allant dans ce sens, je retiens ici l'intitulé même d'une récente Journée Régionale de l'ARF, celle de 1997 à Toulouse: *comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui?*¹⁵

Pendant que les "ruralistes" français trouvaient avec la notion de recomposition un cadre conceptuel utile pour comprendre les dynamiques rurales contemporaines, leurs homologues canadiens mettaient de l'avant le concept de "restructuration rurale" pour interpréter les mêmes dynamiques. Cette histoire intellectuelle est intéressante car, venant de la sociologie rurale canadienne anglaise généralement ignare des travaux publiés en français, on peut donc soutenir qu'il s'agit de deux approches imaginées à la même époque, allant dans le même sens, mais qui sont des constructions autonomes, indépendantes, sans influence mutuelle. En effet, la littérature sociologique appartenant à ces deux univers de référence interprète les mutations rurales de même manière. Globalement, ces deux approches mettent l'accent sur la nécessité de comprendre comment la ruralité se recompose ou se restructure dans les sociétés contemporaines.

La multifonctionnalité des territoires ruraux comme nouvelle figure de la ruralité

La reconnaissance progressive de la multifonctionnalité des territoires ruraux est une autre manifestation des changements de perception, et donc de représentation, des espaces ruraux, changements dans les représentations qui se fondent sur l'observation de changement dans le monde ou plutôt les mondes ruraux réels. L'idée de multifonctionnalité des territoires fait tranquillement son chemin au Québec, et à cet

¹⁴ Voir JEAN, B., J. CHEVALIER, J-L. KLEIN et N. SZTOKMAN, (sous la direction de), *De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socioterritoriales*, Rimouski-Chicoutimi-Nantes, Co-édition GRIDEQ / GRIR / CNRS (URA 915), 1991, 354 p.

¹⁵ Association des ruralistes français, Journée régionale de l'ARF, *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?*, Toulouse, Maison de la recherche, Université de Toulouse Le Mirail, 1998.

égard, le colloque 2006 de l'ACFAS (Section développement régional dont nous étions le co-organisateur avec Danielle Lafontaine) en témoigne. Nous rappelons ici de larges extraits de l'argumentaire de ce colloque.

Depuis la fin des années 1980, des travaux émanant d'organisations inter ou plurinationales (ONU, FAO, OCDE, Union européenne), des négociations portant sur les règles du commerce mondial (OMC et Ronde de Doha), des dispositifs adoptés par plusieurs pays (dont en France le Contrat Territorial d'Exploitation) et des programmes de recherche menés surtout en Europe ont suscité un intérêt croissant envers ce que l'on appelle la **multifonctionnalité**. La référence au caractère multifonctionnel de l'agriculture était aussi présente au chapitre 14 (« Promotion d'un développement agricole et rural durable ») de l'Agenda 21 (Conférence de Rio, 1992), auquel un nombre de plus en plus important de pays, villes et régions du monde rattachent désormais leurs interventions en matière d'environnement et de développement.

D'abord centrés sur les unités productives (ex. la ferme), les activités, produits ou services et les politiques agricoles, puis forestières, ces échanges et ces débats ont attiré l'attention sur ces multiples « fonctions » tant économiques (ou « marchandes ») que sociales, culturelles, environnementales ou autres, accomplies simultanément ou conjointement (ex. production de nourriture ou de fibres, extraction et usages de ressources naturelles, maintien d'un environnement biophysique, maintien de l'emploi rural, conservation de paysages, etc.). Mais un caractère multifonctionnel peut aussi être attribué aux ressources (ex. forestières), aux « contextes » ou aux territoires, ruraux ou autres- auxquels ces activités sont rattachées. Suivant cette perspective, ces territoires pourraient renvoyer à de multiples fonctions économiques, environnementales ou écologiques et sociales, la multifonctionnalité constituant même une de leur caractéristique intrinsèque.

Reprise par certaines politiques publiques et donnant lieu à des efforts variés de mise en œuvre, la notion suscite également des débats. Promue et valorisée au nom de l'aide publique aux milieux ruraux ou de considérations environnementales, sociales, politiques -et, de plus en plus, relatives à la sécurité (alimentaire, énergétique, politique), elle pourra être aussi soupçonnée de dissimuler des conduites protectionnistes nuisibles au fonctionnement du marché ou susceptibles d'en fausser les règles. Intégrée à certains glossaires (dont celui de l'OMC) ou cadres analytiques (ex. OCDE, FAO), la notion reste également sujette à de multiples définitions, aucune n'étant encore largement acceptée. Celle-ci n'en occupe pas moins une place grandissante au sein des débats publics et scientifiques. Si plusieurs raisons peuvent expliquer cet intérêt, la multifonctionnalité interroge fondamentalement les légitimités des soutiens des États ou autorités publiques à divers « secteurs » et le rôle de ces « secteurs » dans la poursuite et l'atteinte de différents objectifs, sans compter leur ancrage à des régions, espaces ou territoires et aux ressources (naturelles et culturelles) qu'on y retrouve.

Les efforts de conceptualisation des notions entourant la multifonctionnalité (fonctions, biens et services marchands ou non marchands, activités productives, usages, finalités sociétales, espaces et territoires, « environnements », ressources, paysages) interpellent aussi l'ensemble des sciences sociales et naturelles. Plusieurs leur réclament des « outils » ou des modèles de nature à soutenir des interventions non plus uniquement

« sectorielles » mais intégrées et en mesure de prendre en considération les spécificités des territoires et des régions et la variété des activités ou des usages économiques, socio-politiques, culturels et environnementaux qui s’y rattachent. En mesure également de traiter les conflits et tensions entourant ces usages et l’accomplissement des multiples fonctions par des acteurs publics, privés et associatifs aux intérêts souvent divergents.

En invitant les chercheurs-e-s et certains acteurs publics à présenter leurs réflexions et leurs travaux pouvant éclairer ces notions entourant la multifonctionnalité, les organisateurs du colloque visent à évaluer son intérêt pour la compréhension des réalités et dynamiques territoriales, notamment rurales, et le renouvellement de l’intervention publique et des dispositifs de gouverne et de gouvernance visant des fonctions, des objectifs ou des secteurs multiples (« multifonctionnels », « intersectoriels », « multidimensionnels »).

Que sont au juste ces « fonctions »? Comment entrevoir leur articulation (conjointitude (jointness) (dont celle du marchand ou du non marchand ou de l’économique et du politique) et leurs rapports aux territoires et aux acteurs, particulièrement en régime décentralisé? Comment évaluer les retombées de politiques publiques qui soutiendraient la poursuite d’objectifs intersectoriels? Comment appréhender ces spécificités des territoires ou régions tant « urbains » que « ruraux », de types variés et changeants (régions « maritimes », « forestières », « minières », de « montagnes » « côtières », « nordiques », « industrielles », « métropolitaines », « centrales », « ressources » etc.)? Ces désignations mettant en évidence un ou quelques traits des territoires en cause rendent-elles suffisamment compte de leurs caractéristiques les plus importantes du point de vue des ressources (matérielles et culturelles) et activités multiples qui s’y trouvent et de leur rôle ou fonction par rapport au développement actuel ou souhaité de ces milieux? Du point de vue des activités et des usages, mais également du point de vue des acteurs (ordinaires, privés, publics) qui les habitent ou participent à leur mise en valeur.

Dans quelle mesure le concept de multifonctionnalité peut-il éclairer sous un jour nouveau la question de la spécialisation des territoires (par « créneau » ou autrement)?, voire mettre en échec un point de vue qui les cantonnerait dans un rôle unique (ex. réserve de ressources naturelles ou lieu d’activités extractives, territoire à unique fonction économique)? Dans quelle mesure le concept de multifonctionnalité rejoint-il des approches des territoires envisageant ceux-ci comme autant de « territoires de projets » pour des collectivités? Peut-on estimer les types ou degrés de multifonctionnalité des territoires à partir de la prise en considération du nombre, du type et de la combinaison de fonctions assumées par ceux-ci ? Peut-on envisager une complémentarité possible de territoires à partir de la combinaison des rôles ou des fonctions qu’ils assument ou pourraient assumer?

En France, il est de plus en plus admis¹⁶ que l’espace rural devient multifonctionnel et que les territoires ruraux sont multiples. On pense alors que les politiques publiques

¹⁶ On peut le voir dans les travaux en cours en vue de l’adoption de la prochaine politique rurale du gouvernement français. Voir : Ministère de l’Agriculture et de la Pêche (France), *Plan stratégique national de développement rural 2007-2013*, Version 4 (Document de travail), 7 novembre 2005 (extrait p. 28-30).

doivent être adaptées aux différents types de territoire. Alors que dans le passé on demandait surtout à l'espace rural de satisfaire les besoins alimentaires de la population, de nouveaux usages émergent aujourd'hui, à destination de toute la population. A côté de la fonction de production se développent des fonctions de consommation (à des fins résidentielles ou récréatives) et de nature. Dans les paragraphes qui suivent, nous reprenons l'argumentaire du *Plan stratégique national de développement rural 2007-2013* du gouvernement français qui fait une belle synthèse des constats des chercheurs ruralistes concernant l'émergence des nouvelles fonctions des territoires ruraux

La fonction résidentielle connaît un développement spectaculaire. Le développement résidentiel qui a principalement reposé sur la péri-urbanisation et l'étalement urbain continue à diffuser dans l'espace à dominante rurale. Le rural est de plus en plus attractif et le désir de campagne est très fort. Les services aux personnes se développent. Ils sont toutefois inégalement répartis.

La fonction productive se confirme et se diversifie. Même si elle connaît un recul continu en nombre d'actifs, l'agriculture maintient son emprise sur le territoire et conserve sa fonction productive alimentaire majeure. Parallèlement, le non agricole progresse avec l'installation d'entreprises, surtout dans le périurbain qui bénéficie d'un mouvement de déconcentration industrielle.

La fonction récréative et touristique. On peut distinguer trois types d'espaces ruraux touristiques :

- *les espaces de ressources banales dans lesquels se manifestent des initiatives locales de faible ampleur,*
- *les espaces de proximité urbaine qui offrent des loisirs en forte expansion,*
- *des espaces d'attraction forte et de loisirs spécifiques liés aux ressources patrimoniales.*

La fonction de nature se développe autour des différents enjeux identifiés en matière d'espaces et de milieux naturels. Notons que les actions de préservation ne sont plus confinées dans des zones particulières (réserves, lieux remarquables). Elles sont conduites sur des territoires plus larges et concernent potentiellement l'ensemble des espaces ruraux. La forêt y joue un rôle important.

Les territoires ruraux combinent ces quatre fonctions de manière différente, dans une très grande diversité de configurations. De manière simplifiée, mais sans travestir au fond la réalité de terrain, on considère qu'émergent aujourd'hui trois France rurales.

Les « campagnes des villes », nouvelle forme du rural.

Elles regroupent environ 750 cantons et comprennent le rural périurbain à proximité des villes et le rural en voie de péri-urbanisation. Elles peuvent être caractérisées par une

occupation résidentielle importante, pour partie par un dynamisme démographique. Ces espaces valorisent la proximité des centres urbains tout en préservant leurs caractéristiques rurales et des capacités endogènes de développement. Le premier de ces espaces qui se situe sur le pourtour immédiat des villes moyennes grandes est caractérisé par une forte densité de population (195 habitants/km²) et une fonction résidentielle prédominante. Le second espace constitue les secondes couronnes et se présente soit comme un continuum entre les agglomérations ou se développe autour de petites villes. Ce nouveau type de périurbain qui émerge est très étendu (500 cantons). Moins dense que le précédent (64 hab/km²), il est beaucoup plus agricole, mais connaît aussi une diffusion des activités et de la fonction résidentielle.

Les « campagnes les plus fragiles », marquées par le recul économique et démographique

Elles couvrent près de 800 cantons (1/3 du territoire national) et cumulent plusieurs handicaps : la faible densité de population, une tendance à la spécialisation économique en déclin (agricole ou industrielle), une baisse démographique et des populations aux revenus modestes. Elles sont constituées de deux ensembles :

- *des territoires vieillissants et peu denses, à dominante agricole. Il s'agit de vastes espaces du Massif Central et des piémonts pyrénéens ainsi que des cantons les plus éloignés des agglomérations. L'agriculture y occupe une place importante.*
- *des territoires ruraux ouvriers et traditionnels, au tissu industriel en déclin. Ces espaces sont principalement situés au sein du tissu « rural ouvrier » du croissant nord-est de la France. Ils sont dominés par le secteur secondaire et le déclin industriel y entraîne une diminution du nombre d'emplois et une tendance à la précarisation. Ces campagnes vieillissent et on les quitte.*

Les « nouvelles campagnes », en recherche d'équilibre.

Elles regroupent des territoires qui ont achevé leur transformation et des espaces en transition. Ils sont caractérisés par des implantations résidentielles, touristiques et entrepreneuriales qui marquent une multifonctionnalité de leur ruralité et la diversité des activités socio-économiques, avec une forte tertiarisation de l'emploi. Elles présentent un fort solde migratoire et disposent d'une dynamique de l'emploi très positive. Représentant environ 1200 cantons, elles peuvent évoluer vers du périurbain ou vers des cantons qui déclinent. On y distingue plusieurs types d'espaces :

- *les territoires inscrits dans la logique des nouvelles campagnes. Ils peuvent se rattacher à deux catégories : d'une part, le « rural à attractivité touristique et entrepreneuriale » dont l'héliotropisme et la qualité du cadre de vie sont les moteurs ; il est très fortement représenté sur le pourtour et l'arrière-pays méditerranéen et est caractérisé par une population âgée et un taux de chômage le plus élevé de l'espace rural. D'autre part, un petit groupe de cantons dont l'économie touristique valorise les espaces de nature. Situés dans les massifs*

montagneux des Alpes et la partie centrale des Pyrénées, leur agriculture participe à la création d'aménités paysagères, à la prévention des risques naturels et à l'attractivité touristique.

- les espaces ruraux à la croisée des chemins. Ils sont composés de deux types : d'une part, les « espaces ruraux en transition » sont marqués par un poids de l'emploi agricole important, une tertiarisation de l'économie en progression, une faible densité de population, mais sont peu tournés vers le tourisme. D'autre part, les « petites villes » de l'espace rural connaissent un fort mouvement de désindustrialisation, mais un faible essor de l'emploi tertiaire et un chômage important.

Notre collègue géographe de l'Université de Montréal, spécialiste des espaces ruraux périurbains, Christopher Bryant a montré que ces territoires étaient, depuis longtemps, des territoires multifonctionnels. Il rappelle que dans la langue anglaise, ces fonctions sont évoquées en parlant des quatre « p » pour représenter les quatre grandes fonctions des espaces ruraux périurbains : des fonctions impliquant la localisation, la proximité ou l'accessibilité (*place functions*); des fonctions associées au tourisme et à la récréation (*play functions*); des fonctions associées à un processus de production (*production functions*); et des fonctions impliquant la protection (*protection functions*).

Tableau 1 : Les fonctions principales des espaces ruraux périurbains

Quatre grandes catégories de fonctions collectives	Fonctions collectives spécifiques
Fonctions dépendant plus de la localisation des espaces périurbains (<i>place functions</i>)	Un lieu de résidence et de travail (développement industriel, commercial)
	Un réserve de terrain pour la gestion de la croissance urbaine et sa maîtrise
	Un lieu pour le développement de certaines activités récréo-touristiques
	Un lieu où on peut développer des projets pour l'intégration des populations urbaines (et autres) marginalisées (p. ex. sur des fermes « communautaires »)
Fonctions de loisirs et touristique (<i>play functions</i>)	Un lieu pour le développement des activités récréotouristique
	Un espace pour le développement touristique
	Des ressources du patrimoine naturel et culturel
Fonctions s'appuyant sur les ressources dans les espaces périurbains (<i>production functions</i>)	Une source de ressources pour appuyer les zones urbaines (matériaux de construction, eau)
	Une ressource pour la production agricole
Fonctions de protection (<i>protection functions</i>)	La protection des ressources pour production, p. ex. agricole, matériaux de construction

	La protection de ressources du patrimoine naturel et culturel
	La protection des zones ayant un intérêt scientifique et éducatif particulier

Christopher Bryant, *La place des espaces ruraux périurbains et de l'environnement dans le développement régional*, Communication au Symposium international "Territoires et enjeux du développement régional", Lyon, 9 - 11 mars 2005

Le débat actuel sur la multifonctionnalité des territoires ruraux tire son origine sur un transposition dans le monde rural d'un constat ou d'un diagnostic posé dans le monde agricole, La réhabilitation de la multifonctionnalité de l'agriculture est maintenant relativement avancée, du moins en Europe, alors qu'elle commence au Québec avec le colloque de l'ACFAS en 2006 évoqué plus haut et où une table ronde a mis en présence des acteurs aussi différents que l'Union des producteurs agricoles (UPA), Équiterre et l'Union québécoise pour la conservation de la nature (Nature Québec). On reconnaît généralement quatre grandes fonctions à l'agriculture, soit :

- La fonction productive : fournir des produits de qualité, des produits dont l'origine et les conditions de production sont connues.
- La fonction territoriale : occuper les territoires, gérer l'espace, préserver les paysages
- La fonction environnementale: aménager les ressources naturelles (biens publics)
- La fonction sociale : contribuer à l'emploi, à l'animation du milieu rural, produire des services collectifs.

La question qui se pose alors est de savoir si cette définition de la multifonctionnalité s'applique également aux territoires ruraux. Nous le pensons car ces territoires ont aussi des fonctions multiples dont la nomenclature n'est pas si éloignée de cette dernière. Dans la littérature scientifique récente, on a mis en évidence les fonction suivantes, toujours en co-présence dans espaces ruraux :

- Espaces de production: agriculture, foresterie, pêcheries et extractions minières (mais aussi implantation des usines et des entrepôts)
- Espaces de ressources stratégiques: sécurité alimentaire, accès à l'eau potable, etc.
- Espaces de vie (économie résidentielle)
- Espaces de récréation (villégiature)
- Espaces naturels à protéger (écosystèmes)

On constate alors que les fonctions des territoires ruraux sont multiples: productive, environnementale, territoriale et sociale. Les ruraux réalisent certaines fonctions selon un mode de production marchand mais d'autres fonctions assurent la production de biens publics. Ces biens publics concernent toute la société et les populations urbaines veulent avoir leur mot à dire sur les pratiques productives des ruraux. Cela engendre la nécessité d'une nouvelle gouvernance rurale où les ruraux doivent comprendre la légitimité de ce droit de regard des acteurs urbains en l'inscrivant dans une démarche de développement territorial solidaire.

La multifonctionnalité, c'est la nouvelle manière pour les populations rurales de répondre aux "attentes de la société" face à leurs activités productives (contrat social). Elle s'inscrit naturellement dans une perspective de développement durable qui réclame d'harmoniser la viabilité économique des communautés avec la vitalité sociale et la validité écologique des systèmes ruraux. La nécessaire reconnaissance, par les politiques publiques, du caractère multifonctionnel des territoires ruraux implique selon nous une nouvelle perspective d'intervention, celle appelée du développement territorial. Mais une question est posée va-t-on assister à une dualisation des territoires ruraux, avec un irréversible mouvement de spécialisation dans les régions centrales et de diversification (multifonctionnelle) dans les régions rurales périphériques? Et une autre est déjà posée : comment assurer la cohabitation des usages, de ces fonctions qui se croisent maintenant dans les espaces ruraux? Une question qui interpelle de plus en plus les pouvoirs publics et la nécessité de repenser nos politiques rurales et territoriales.

Les conflits d'usage des espaces ruraux et de cohabitation de l'agriculture : un révélateur de la version moderne de la multifonctionnalité

Les conflits d'usage dans les territoires ruraux ne sont pas nouveaux et ils sont certainement récurrents au fil de l'histoire. Mais la période contemporaine nous met en présence d'une nouvelle génération de conflits d'usages qui relèvent des changements profonds dans l'identité des acteurs en présence, dans la structure socio-économique des milieux ruraux, dans les représentations de la ruralité et dans les processus de construction sociale des enjeux qui légitiment l'émergence d'une situation conflictuelle. Un de ces changements fondamentaux est sans doute, du moins dans le cas québécois, la marginalisation des agriculteurs comme groupe social dans le territoire rural. D'une position démographique et politique dominante il y a un demi-siècle seulement, la classe agricole ne représente plus qu'une fraction assez réduite de la main-d'œuvre active et de la population dans les milieux ruraux même si l'activité agricole reste structurante des économies et des paysages locaux.

Cela veut dire que d'autres acteurs, également ruraux, revendiquent un droit de regard sur l'usage des espaces ruraux. Et avec la montée de la préoccupation environnementale, et avec un environnement défini comme un bien public, voire comme un patrimoine collectif, ce sont pas seulement les autres résidents ruraux mais les populations urbaines qui veulent avoir leur mot à dire sur les usages des territoires ruraux. Il en résulte ici une nouvelle question, celle de la cohabitation harmonieuse de l'agriculture (surtout dans sa version industrielle avec par exemple, l'industrie porcine)¹⁷ avec les autres usages, et notamment un usage qui est en train de devenir dominant, soit ce que certains appellent l'économie résidentielle. Ce nouvel usage, c'est la campagne comme cadre de vie

¹⁷ Comme nous l'avons annoncé dans le programme de recherche, nous avons encadré avec notre collègue Steve Plante la production d'un un Mémoire de maîtrise sur cette question de la cohabitation des porcheries dans quatre collectivités rurales du Bas-Saint-Laurent où le niveau d'acceptabilité sociale était fort différent tout comme la capacité de gérer cette cohabitation. Voir Nancy GAGNÉ, *Nouvelle gouvernance rurale, dynamique des acteurs et cohabitation de la production porcine : études de cas dans quatre communautés au Bas-Saint-Laurent*, Mémoire de Maîtrise en développement régional, UQAR, 2006.

proche de la nature où on veut profiter de cet environnement comme espace de repos, de ressourcement, de récréation, vision de la campagne qui s'oppose quasi-frontalement avec celle qui la considère comme un espace d'extraction des ressources naturelles et de production. Il est aisé de comprendre que ces deux visions peuvent difficilement cohabiter sur un même territoire.

Représentations de la ruralité et action publique territoriale

Dans la plupart des pays occidentaux, comme nous l'avons illustré (Voir ANNEXE 2), les régions rurales ont d'abord été représentées comme des milieux traditionnels, en retard, qu'il fallait faire entrer au plus vite dans le train de la modernité, et les politiques rurales (ou qui en tenaient lieu) visaient la modernisation des appareils de production et des infrastructures de transport et de communication; comme on disait souvent à cette époque de l'Après-Guerre, il s'agissait de désenclaver les zones rurales. Les campagnes étaient représentées comme des espaces productifs et pas tellement des milieux de vie, une représentation qui devient dominante de nos jours. Même si nous l'avons largement illustré pour le cas français plus haut, il faut souligner ici que ce changement est aussi constaté aux États-Unis. « *The last three decades have witnessed substantial changes in the role of rural spaces amid the restructuring of advanced capitalist economies and in the way that they are approached as a focus of inquiry. The significance of the "rural" is shifting from a production orientation (e.g., agriculture) to a consumption-oriented role (i.e., the symbolic value of a rural identity by which to market a particular place to inhabitants, investors, visitors, and funding sources). "Rurality" has become a dominant theme, characterized by its central concern with the construction and representation of appealing countryside identities.* »¹⁸

Cette action volontariste des politiques publiques reposait sur l'idée qu'il y avait à quelque part une sorte de science de l'aménagement rural ou de l'aménagement du territoire qui allait fournir les prescriptions pour guider l'action publique. Mais cette vision du rural et de l'action publique sur le rural s'est fractionnée, voire s'est renversée avec la montée de la prise de conscience environnementale qui a traversé tout le corps social mais aussi avec la fin de forte croissance économique des trois décennies de l'Après-guerre, les Trente Glorieuses. D'espaces essentiellement productifs, les campagnes sont vite devenues des lieux où se déploient des écosystèmes naturels nouvellement valorisés, voir survalorisés. Il s'agit alors de protéger ces milieux par des opérations s'inspirant de la nouvelle théorie du développement durable. Une telle approche se combinait avec une tendance lourde dans les politiques de développement régional qui, après avoir connu une époque de planification territorialisée descendante aux succès peu probants, s'en remettaient à des approches de développement local nettement plus ascendantes.

¹⁸ BASCOM, Jonathan, "Energizing" rural space: the representation of countryside culture as an economic development strategy, *Journal of Cultural Geography*, September 2001

Que ce soit en Europe avec le Programme LEADER qu'au Canada avec le Programme de développement des collectivités (et les SADC) ou USA avec les Rural Partnership, la ruralité a alors été représentée comme un ensemble de petites collectivités qui doivent se responsabiliser, chacune, pour réussir son développement. Le rôle de la politique publique est d'accompagner le dynamisme local par des actions de « community capacity building », par de l'aide à la planification stratégique, du soutien à l'entreprenariat, etc. La politique rurale québécoise n'a pas échappé à cette tendance lourde en visant les MRC, notamment les plus rurales, et en leur sein les collectivités les plus défavorisées et en misant aussi sur une animation locale de nature à renforcer les capacités de développement des acteurs locaux. Une telle approche est compatible avec une approche théorique en matière de développement rural et territoriale, à laquelle nous adhérons et que nous contribuons à développer¹⁹, et qui veut que le développement d'un territoire est moins fonction de sa dotation en ressources naturelles que la « capacité » à mettre un processus durable de développement.

Il est intéressant de noter au passage que les représentations profondes de l'aménagement urbain puisent dans un imaginaire très bucolique et campagnard remontant à des temps lointains où les villes se sont formées dans des sociétés profondément rurales. Dans un ouvrage récent, Augustin Berque et ses collaborateurs ont bien montré comment les conceptions de l'habitat urbain lui-même puissent à trois grands mythes correspondant à trois bassins sémantiques. « L'un, européen, remonte au mythe arcadien : c'est la " pastorale ", qui chante le bonheur paisible de la vie aux champs. L'autre, est-asiatique, issu du mythe de la " Grande Identité " (*Datong*) anté-urbaine, a idéalisé la chaumière dans le paysage. Le dernier, le " rêve américain ", a enraciné la démocratie dans les valeurs du monde rural. La confluence des deux premiers courants en Europe au XVIIIe siècle a engendré le jardin paysager, le troisième a produit le mode paradigmatique de l'habitat contemporain : la maison individuelle associée à l'automobile, avec les services de la ville »²⁰ Dans la sociologie rurale britannique, plusieurs auteurs se sont intéressés à ce qu'ils appellent la « rural idyll »²¹ et qui est une sur-idéalisation de la vie rurale par les urbains.

De nos jours, on assiste à la mise en place d'une nouvelle conception de la ruralité qui reconnaît sa très grande différenciation interne, au point qu'on devrait toujours parler des « ruralités » au pluriel. Cette conception reconnaît aussi les multiples fonctions économiques, sociales et environnementales assumées par les ruraux. Comme nous l'avons évoqué dans le présent rapport, cette nouvelle représentation de la ruralité n'est pas sans conséquences sur la politique publique rurale qui, à l'image de l'actuelle Politique nationale de la ruralité, devra être souple, décentralisée, capable de s'adapter à des attentes locales diversifiées et changeantes.

¹⁹ Voir le modèle théorique du développement rural que nous avons élaboré avec nos collègues comme cadre de référence pour l'évaluation du dispositif des Pactes ruraux.

²⁰ Augustin Berque, Philippe Bonnin et Cynthia Ghorra-Gobin (sous la direction de), *La ville insoutenable*, Éditions Belin, 2006, ISBN 2-7011-41-86-9.

²¹ Halfacree, K. (1995) "Talking about Rurality: Social Representations of the Rural as Expressed by Residents of Six English Parishes," *Journal of Rural Studies* 11(1) pp. 1-20.

Si la ruralité n'est plus homogène, lire ici agricole, la différenciation sociale qui caractérise les ruraux engendre aussi des représentations différentes qui circulent au cœur même du monde rural. Le groupe de discussion pour établir une cartographie conceptuelle de la ruralité avec les élus d'une douzaine de petites collectivités rurales de la région Chaudières-Appalaches, a bien illustré cette réalité nouvelle²². Ces élus trouvent difficiles d'exercer leurs responsabilités face des demandes contradictoires. Ils ont longuement parlé de leur volonté d'accueillir de nouvelles populations mais ils ont parlé encore plus de la difficile cohabitation entre les populations, entre les usages, entre les fonctions de la ruralité. Pas étonnant alors de voir des ruraux souhaiter que dans le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité, on mette cette question de la cohabitation au centre de la nouvelle version de cette politique.

La cohabitation pose une autre question cruciale, aujourd'hui largement répandue mais qui est aussi très nouvelle, soit la question de l'acceptabilité sociale des pratiques rurales. Qu'elles soient de nature publique (comme la construction d'une route ou l'aménagement des forêts en terre publique) ou privée (comme la localisation d'une usine ou d'une porcherie), toutes les interventions qui touchent au territoire ont des effets collatéraux sur le cadre de vie des citoyens qui réclament alors d'être consultés, voire d'être partie prenante de ces décisions.

On parle alors de l'émergence de la nouvelle gouvernance tant urbaine que rurale. Une telle revendication peut se légitimer solidement dans le rappel de ce qu'est le développement durable, ce nouveau paradigme du développement qui fait un consensus exceptionnel de nos jours. Il postule qu'il faut, pour prendre une décision concernant toutes les interventions humaines, harmoniser les opportunités économiques avec les contraintes environnementales bien comprises et avec les attentes sociales également bien comprises.

Jusqu'à maintenant, cette troisième dimension du développement durable n'a pas été prise en compte dans plusieurs décisions. Cela revient à dire que si un projet, comme installer un parc d'éoliennes à tel endroit, est économiquement viable et environnementalement valable, il faut également qu'il soit socialement acceptable. Mais le problème reste complexe ici, car qui doit être consulté : la population directement touchée par le projet et éventuellement bénéficiaire ou toute la population québécoise. Dans le cas des mini-centrales hydroélectriques sur certaines rivières du Québec, comme on l'a vu dans le cas de la rivière Trois-Pistoles, les opposants sont des groupes écologistes nationaux et les défenseurs du projets sont des résidents et des élus locaux.

Finalement, on assiste à la naissance d'un nouveau discours, voire d'une nouvelle représentation de la ruralité, qui met l'emphase sur l'intégration rurale-urbaine et sur la nécessité de repenser les rapports (en terme de liens d'interdépendance souvent mal compris) entre le monde rural et le monde urbain. L'Université rurale québécoise de 2005

²² Voir la rapport dédié à cet exercice, soit le dernier de la série de rapports de cette *Action concertée de recherche sur le développement des communautés rurales*.

en Outaouais a repris cette thématique de la solidarité rurale-urbaine à bâtir ou re-bâtir (voir **ANNEXE I**). Celle-ci donne d'ailleurs à penser que les prochaines générations de politiques publiques rurales pourraient devenir des politiques territoriales visant des régions ayant une certaine homogénéité. Sans nier la nécessité d'une politique de développement régional ou territorial, nous pensons qu'il est aussi nécessaire de se donner une politique rurale visant des municipalités et des MRC qui sont totalement ou partiellement rurales car ces territoires sont lourdement touchés par plusieurs dynamiques sociales et économiques qui réclament l'intervention de la puissance publique.

DEUXIÈME PARTIE

La représentation de la ruralité dans les études rurales québécoises²³

La société québécoise est rapidement devenue une société urbaine au vingtième siècle. Mais la ruralité caractérise toujours environ le quart de sa population et plus des trois quarts de son territoire habité, sans parler de la contribution décisive des ressources rurales (l'agriculture, les forêts, les mines, la pêche, la villégiature, et maintenant l'eau et les paysages) à la prospérité économique du Québec. L'histoire et la géographie (structure du peuplement, qualité des sols, localisation des activités, mobilité des populations, etc.) se sont toujours conjuguées pendant des décennies avec les transformations de l'économie (type d'insertion dans l'économie continentale et mondiale, productivité des activités primaires, etc.) pour engendrer une variété de régions rurales solidement différenciées. Avec l'indéniable interpénétration des mondes ruraux et urbains, cette variance rurale est même devenue telle que l'on peut soutenir l'hypothèse que la classique opposition entre ville et campagne est moins significative pour comprendre la ruralité québécoise que la différenciation interne à cette figure de la ruralité. Cette variance questionne la pertinence des approches typologiques pour appréhender et rendre intelligibles les déterminants d'une telle diversification des espaces ruraux québécois.

La ruralité est, comme plusieurs autres notions des sciences sociales, une réalité difficile à définir et nous n'allons pas nous engager dans cette voie. Mais nous allons plutôt illustrer au-travers de cette histoire la pensée savante sur la ruralité québécoise comment la volonté de construire une définition opératoire de cet objet, et ses variantes, est continuellement présente. Pour nous, conscients que la ruralité est le plus souvent mesurée par ce qui reste une fois l'urbanité circonscrite, comme le fait Statistique Canada, la ruralité est d'abord, et comme le concept de territoire, une réalité socialement

²³ Le présent texte, originellement pensée comme un produit de la présente *Action concertée de recherche sur le développement des communautés rurales* du FQRSC et ses partenaires, sera publié à l'automne 2006 (Vol. XLVII, 3) dans la revue *Recherches Sociographiques* (Département de sociologie de l'Université Laval), une des plus importantes revues savantes en sciences sociales au Québec et au Canada. Dans l'article publié, on propose au lecteur le résumé suivant : « Partant du postulat que la ruralité est toujours une réalité significative dans une société québécoise rapidement devenue urbaine au cours du XXe siècle, l'auteur illustre l'évolution du regard des sciences sociales sur le monde rural. Il constate que les premiers travaux, sur près d'un siècle, consistaient généralement en des monographies de communautés dont certaines restent des classiques en leur genre. Avec la modernisation de cette société, c'est la différenciation interne au monde rural, autorisant l'usage de ruralité au pluriel, qui intéresse les sciences sociales. Souvent stimulées par des commandes publiques, elles s'emploient à saisir la différenciation sociale au sein des milieux ruraux en construisant des diverses typologies pour rendre compte de cette variance. L'auteur pense même que la traditionnelle différenciation rurale – urbaine s'est estompée; elle fait maintenant place à une forte différenciation au sein même des milieux ruraux dont la caractérisation est un des défis actuels des études rurales. Ce défi est amplifié par le fait que la ruralité n'est pas une réalité facilement objectivable mais une construction sociale, ce qui ouvre un nouveau champ de recherche dont l'auteur montre le potentiel explicatif : rendre intelligible les différents processus de construction sociale de la ruralité selon les acteurs et les territoires. »

construite dans la dynamique des acteurs sociaux. Cela dit, elle présente un certain nombre d'attributs, évoqués d'entrée de jeu, qui ne devraient faire douter de son existence, bien tangible, même s'il reste difficile de dire où elle commence et où elle finit.

Si la construction des typologies rurales répond à un besoin de connaissance de la diversité de la réalité rurale en tant qu'exigence scientifique, on sait en revanche que ces entreprises ont été très souvent conduites en réponse aux demandes des pouvoirs publics voulant intervenir dans ces milieux. Par exemple, la construction d'une typologie est devenue nécessaire avec la première politique rurale québécoise, politique qui se veut modulée selon le niveau de « *défavorisation* » de ces milieux. Mais dans une perspective plus strictement académique et scientifique, plusieurs exercices de nature typologique ont été mis en circulation pour illustrer et caractériser cette variance rurale, à commencer par une esquisse de typologie rurale publiée par Gérald Fortin dans *Recherches sociographiques* en 1960.

En raison de la concentration et de la spécialisation agricole, de la restructuration de l'offre de services dans les petites villes, de l'accroissement de la mobilité individuelle pour le travail et la consommation, de l'érosion démographique de plusieurs régions ou encore de la diversification des usages en milieu rural, les changements accélérés affectant les milieux ruraux depuis l'immédiat après-guerre jusqu'à aujourd'hui ont toujours entretenu un processus ininterrompu de recomposition territoriale. Ce processus a régulièrement suscité l'élaboration de nouvelles typologies pour rendre compte de cette diversité des milieux en question. L'examen de ces exercices typologiques démontre que malgré le raffinement des indicateurs utilisés pour décrire et expliquer les changements en cours, les grandes tendances lourdes expliquant le développement territorial au Québec sont demeurées relativement stables.

Si compréhension des représentations de cette ruralité plurielle est au cœur du présent article, il est apparu nécessaire, dans une première partie, de faire précéder la revue des entreprises de caractérisation typologique d'une recension des travaux académiques illustrant combien le Québec rural homogène d'autrefois, ou du moins perçu comme tel, a donné lieu à une vigoureuse tradition monographique. En mettant l'accent sur l'observation et la caractérisation d'un type singulier de ruralité supposé représenter une réalité d'ensemble plus large et plus généralisable, ces monographies, dont l'itinéraire est donc rappelé en première partie, ont alimenté les premières tentatives de synthèse que représentent les typologies rurales, et dont elles en apparaissent rétrospectivement comme les linéaments.

Avec l'évolution sociale et économique du dernier demi-siècle, les représentations de ce monde rural unitaire ont été rapidement remises en cause et l'approche typologique s'est alors proposée de rendre compte de la diversification croissante de ces milieux; la richesse de démarche typologique avec ses classiques, si peut dire, selon illustrée dans la seconde partie. Nous explorerons, dans une troisième et dernière partie, une nouvelle avenue de caractérisation de la diversité rurale québécoise en introduisant une perspective sociologique constructiviste dans une démarche d'analyse des systèmes ruraux étudiés en

prenant en compte la théorie de la structuration sociale de Giddens. Il s'agit alors de mettre au jour les procédures par lesquelles les acteurs sociaux « *compétents* » construisent des représentations différenciées de la ruralité. Autrement dit, il s'agit de rendre intelligibles les mécanismes de construction sociale de la ruralité à un moment historique donné. Le présent article réunit donc un certain nombre de matériaux pour une sociologie de la ruralité et des représentations de la ruralité québécoise, de même que ses perspectives méthodologiques allant de la monographie aux typologies puis aux analyses des représentations de la ruralité.

Une ruralité homogène et sa représentation : les approches monographiques

Pendant longtemps, la représentation sociale dominante de la ruralité québécoise mettait en valeur son homogénéité plutôt que ses différences. Dès le milieu du 19^e siècle, on retrouve dans les témoignages des observateurs cette idée d'une société québécoise définie comme une société globalement rurale²⁴ et où les petites communautés ne se distinguent guère les unes des autres. L'image souvent utilisée était celle de la mosaïque; le Québec était alors représenté comme une mosaïque de paroisses, où dominait l'activité agricole, et qui connaissaient des trajectoires de développement comparables. Pourtant d'autres observateurs proposaient une vision dichotomique de notre paysage rural avec d'une côté la ruralité propre aux basses terres de la vallée laurentienne, le domaine des « *habitants* » et de l'autre, le domaine des « *colons* » en train de défricher les nouveaux territoires de colonisation et où vont se déployer plusieurs centaines de petites collectivités rurales dépendantes de la forêt. La différenciation rurale en deux types sociaux, l'agriculteur ou l'habitant et le colon est certes au cœur de notre histoire rurale, comme en témoigne admirablement bien Louis Hémon dans le roman *Maria Chapdeleine*. Ces vastes territoires deviendront de nos jours les régions périphériques avec leur cortège de défis de développement dont plusieurs ne sont pas encore surmontés.

La figure emblématique de l'habitant, Amédée Gauldrée-Boileau, ce consul français à New York disciple de Frédéric Le Play et de sa méthode de la monographie familiale, la retrouve à Saint-Irénée de Charlevoix durant les années 1860 avec la famille Gauthier²⁵. Une vingtaine d'années plus tard, les travaux de Léon Gérin, père fondateur de la science sociale québécoise, proposeront une typologie de nos espaces ruraux qui consacrera l'importance du clivage entre la ruralité des territoires anciennement peuplés, essentiellement celle sur les seigneuries riveraines du Saint-Laurent, et celle de nouvelles zones de colonisation des plateaux appalachiens et laurentidiens. Dans son étude sur *L'habitant de Saint-Justin*, il généralise, avec sa description de la famille Casaubon, une image idéalisée de l'agriculteur attaché à sa terre et dont l'horizon ne dépasse pas les limites de sa paroisse²⁶. Il apportera des nuances à cette représentation lorsqu'il

²⁴ De fait, dans la seconde moitié du 19^e siècle, les trois quarts de la population du Québec vivent et habitent en milieu rural. Cette prépondérance numérique va perdurer jusque dans les années 1930.

²⁵ GAULDRÉE-BOILEAU, Amédée, 1862, *Paysan de Saint-Irénée*, In., Frédéric Le Play, *Ouvriers des deux mondes*, tome V.

²⁶ GÉRIN, Léon, 1898, *L'habitant de Saint-Justin*, mémoires et comptes rendus de la Société Royale du Canada, série II, tome IV.

entreprendra quelques années plus tard une étude sur Saint-Dominique, près de Saint-Hyacinthe, et reconnaîtra lui-même la figure du colon dans une autre étude menée à Clifton dans les Cantons de l'Est dans les années 1890. Léon Gérin sera ainsi amené à écrire un classique, *Le type économique et social des Canadiens*²⁷, qui illustre ces grands types sociaux qui se donnent à voir dans les campagnes québécoises plus différenciées qu'elles apparaissaient au premier regard²⁸. Pourtant, selon Gérald Fortin :

La plus célèbre des monographies de Gérin est sans doute celle de la famille Casaubon, de Saint-Justin. L'image que présente Gérin de cet habitant casanier est devenue classique. Pratiquant une agriculture essentiellement vivrière et mixte, le cultivateur de Saint-Justin ne peut survivre que grâce à l'étroite solidarité de sa famille. Chacun de ses membres ayant un rôle précis dans l'œuvre commune, la famille vit en étroite dépendance de la nature. Elle s'appuie sur la nature plus qu'elle ne cherche à la transformer. C'est la famille qui demeure la cellule sociale de base de l'habitant de Saint-Justin ; vient ensuite le rang. Le village et la paroisse sont des centres d'intégration moins importants pour l'individu ». [La notion d'habitant casanier] « correspondait presque parfaitement au type d'habitant défini par l'idéologie ruraliste du temps et on a alors eu tendance à donner trop d'importance à cette étude et à oublier les résultats de trois autres monographies contemporaines de celle de Saint-Justin »²⁹.

La représentation dominante de la ruralité jusqu'à la fin du 20^e siècle consistait à considérer la réalité agricole et la réalité rurale comme du pareil au même. Une telle association entre deux réalités allait se retrouver dans le travail pionnier et fondateur du champ des études rurales contemporaines au Québec de Gérald Fortin. Ce trait a aussi été influencé par les travaux anthropologiques de l'École de Chicago avec *Saint-Denis. A French Canadian Parish*, publié par Horace Miner, un étudiant de Robert Redfield, en 1939³⁰. Sa monographie, non pas d'une famille mais d'une communauté, vise à fonder la pertinence du concept de « *folk society* » pour décrire certaines collectivités rurales du Québec de l'entre-deux guerres. Ce faisant, même s'il n'a pas cherché à la situer typologiquement, cette étude renforce la représentation passéiste, traditionnelle et fortement agricole de la ruralité québécoise. Ici, on ne voit plus poindre la différenciation rurale que Léon Gérin avait pourtant compris plusieurs décennies plus tôt. Ce n'était pas non plus l'intention de Miner et on ne pourrait donc lui en faire reproche.

Dans la préface du livre de Colette Moreux, Guy Rocher a bien montré que chacune de ces monographies correspond à une étape dans l'évolution de la société québécoise sur un siècle.

²⁷ GÉRIN, Léon, 1938, *Le type économique et social des Canadiens*, Montréal, Éditions de l'ACF.

²⁸ Gérald FORTIN, dans un article paru dans *Recherches sociographiques* en 1962, explique d'ailleurs très bien cela : «...ses observations sont suffisantes pour illustrer clairement que, dès le début du 20^e siècle, le milieu rural québécois était déjà très diversifié (...) il aurait fallu établir de façon précise la complexité de notre monde rural (...) malheureusement, l'idée de complexité et de diversité a cédé la place à celle d'homogénéité». Voir : Fortin, Gérald, 1962, «L'étude du milieu rural», *Recherches sociographiques*, 3(1-2) : 105-116.

²⁹ Gérald FORTIN, 1962, *Op. cit.*, p. 110.

³⁰ La version française d'un tel ouvrage ne paraîtra que cinquante ans plus tard grâce au travail de Jean-Charles FALARDEAU, un des premiers professeurs du Département de sociologie de l'Université Laval. Voir : Miner, Horace, 1985, *Saint-Denis : un village québécois*, LaSalle (Québec), Hurtubise HMH, traduction et préface de Jean-Charles FALARDEAU, 392 p.

Léon Gérin a décrit les différents types de familles rurales de la fin du XIXe siècle, au moment où sévissait ce qui fut peut-être la plus longue et la plus dure crise économique du Québec, entraînant la migration d'une partie de la population des campagnes vers les villes, les États-Unis, l'Ouest canadien et vers les nouvelles frontières du Québec (Laurentides, Abitibi, Lac-Saint-Jean) qu'on croyait plus fertiles qu'elles ne l'étaient. De son côté, Horace Miner dépeint la vie campagnarde simple, doucement bucolique et repliée sur elle-même des vieilles communautés rurales du début du siècle, stabilisées et un peu pétrifiées dans des modes traditionnels et archaïques de vie sociale et de culture. Quant à Everett Hughes, il a su montrer le choc que produisirent l'urbanisation et l'industrialisation dans le milieu rural et la difficulté qu'il y eut à absorber les innovations qu'apportaient des « étrangers » par la langue, la mentalité, la religion, le niveau et le mode de vie. Enfin, Norbert Lacoste dresse la carte écologique et morphologique du géant métropolitain qu'est maintenant devenu Montréal.³¹

La tradition monographique peut sembler encore éloignée des approches typologiques mais elle n'est pas en contradiction avec elle, son projet scientifique étant plutôt de bien décrire et comprendre un type de ruralité donnée dont on sait par ailleurs qu'il n'épuise pas tous les cas de figures. Le choix de la localité étudiée dans ce cadre s'inscrit plutôt dans une démarche d'exemplarité. Ce qui importe, c'est que le cas étudié soit exemplaire d'un type de ruralité donnée. C'est dans cet esprit que les premiers sociologues québécois, comme Gérard Fortin, Philippe Garigue et même Marcel Rioux vont poursuivre sur cette lancée à partir des années 1950 en réalisant des monographies qui deviendront célèbres.

Marcel Rioux réalise deux monographies anthropologiques classiques : une sur la communauté de l'Île-Verte installée sur une petite île en face du village de L'Isle-Verte dans le Bas-Saint-Laurent³², et l'autre sur une communauté de pêcheurs en Gaspésie publiée sous un nom de fictif *Belle-Anse*³³. Les habitants de l'Île-Verte, même si la publication ne leur était pas destinée, y eurent accès et ils n'ont guère apprécié ses propos sur le taux élevé d'inceste dans la petite communauté; il est alors devenu *persona non grata* dans cet endroit. Marcel Rioux se plaisait d'ailleurs à rappeler que ce titre témoignait probablement de la qualité de son travail anthropologique.

Quant à Gérard Fortin, en réalisant une monographie de Sainte-Julienne, une petite collectivité rurale de la Beauce³⁴, il observe les premiers pas d'un processus de modernisation en marche dans cette économie locale rurale. Il n'en conclut pas moins que le système social et les valeurs sont plus proches d'une « *folk society* » que d'une communauté locale modernisée. Les agriculteurs sont en train de se professionnaliser en abandonnant le travail saisonnier en forêt. Le changement des techniques d'exploitation forestière en fait un travail qui se pratique dorénavant l'été. Il devient alors incompatible avec le travail agricole qui se fait au même moment et ne laisse aux agriculteurs que la

³¹ Préface de Guy ROCHER dans MOREUX, Colette, 1969, *Fin d'une religion. Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 11.

³² RIOUX, Marcel, 1957, *Description de la culture de l'Île Verte*, Ottawa : Imprimeur de la reine, Musée national du Canada, Bulletin 133, *Série Anthropologique* 35, 98 p.

³³ RIOUX, Marcel, 1965, *Belle-Anse*, Ottawa : Imprimeur de la reine, Musée national du Canada, Bulletin 138, *Série Anthropologique* 37, 125 p.

³⁴ FORTIN, Gérard, 1961, « Les changements socio-culturels dans une paroisse agricole », *Recherches Sociographiques*, 2(2) : 151-160.

saison hivernale pour aller travailler dans les chantiers forestiers. Philippe Garigue retourne à Saint-Justin, étudié jadis par Gérin, pour comprendre le mode de vie des familles rurales et les mécanismes de transmission des biens familiaux. Il arrive à la conclusion que les pratiques sociales et culturelles sont bien différentes de celles observées par Léon Gérin un demi-siècle auparavant.

Une chose est certaine; à partir des années soixante, les sociologues suivront l'interprétation de Gérard Fortin selon laquelle, avec la modernisation du Québec engagée dans l'immédiat après-guerre, la différenciation rurale-urbaine s'est grandement estompée. Il en veut pour preuve la grande enquête sur les comportements économiques des familles salariées qu'il réalise avec Marc-Adélarde Tremblay au début des années soixante³⁵. Nous pensons plutôt que Fortin, influencé par le paradigme évolutionniste postulant le passage du traditionnel au moderne, observait la fin d'un certain type de mentalité rurale³⁶ et non pas la fin de la ruralité en tant que telle. La ruralité aurait toujours sa place dans les sociétés contemporaines, fortement urbanisées, même si cette présence demande à être mieux comprise et explicitée³⁷.

À partir des années soixante, pendant la fameuse Révolution tranquille québécoise, les monographies de communautés rurales ont été plus rares³⁸ mais elles constituaient toujours une approche privilégiée pour étudier le changement social dans les petites communautés isolées de la part des anthropologues intéressés par la culture matérielle comme les pratiques culturelles³⁹ et les valeurs et moins par la restructuration socio-économique en cours dans ces milieux. La première génération d'anthropologues formée dans nos universités, notamment à l'Université Laval, réalisera plusieurs monographies de communautés caractérisées le plus souvent par leur isolement, comme celles de la Basse-Côte-Nord⁴⁰. De son côté, l'histoire sera très active avec le lancement de travaux majeurs visant la compréhension des modèles de peuplement dans la vallée du Saint-

³⁵ TREMBLAY, Marc-Adélarde et Fortin, Gérard, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.

³⁶ FORTIN, Gérard, 1971, *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise HMH.

³⁷ Sur les travaux de Gérard FORTIN, voir : Bruno JEAN, «La question rurale: la ruralité et sa sociologie», *Recherches Sociologiques*, 20(3), 1989; pp. 287-309, Louvain la Neuve, Centre de sociologie rurale et urbaine, Université Catholique de Louvain, numéro thématique intitulé: *Sociologie rurale ou sociologie du rural?*.

³⁸ Par exemple, TREMBLAY, Marc-Adélarde, CHAREST, Paul et BRETON, Yvan, 1969, *Les changements socio-culturels à Saint-Augustin : contribution à l'étude des isolats de la Côte-Nord du Saint-Laurent*, Québec, Presses de l'Université Laval, Coll. «Travaux et documents du Centre d'études nordiques», 169 p.

³⁹ TREMBLAY, Marc-Adélarde et Gérard gold, 1973, *Communautés et culture : éléments pour une ethnologie du Canada Français*, Montréal, Éditions HRW, 428 p. (Version anglaise : *Communities and culture in French Canada*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1973, 364 p.).

⁴⁰ Signalons ici quelques-uns de ces travaux publiés dans *Recherches Sociographiques* : BEAUCAGE, Pierre, 1970, «Organisation économique et parenté à La Tabatière», 11(1-2) : 91-116; BRETON, Yvan, 1970, «Morphologie sociale et mariage à St. Paul River», 11(1-2) : 117-149; CHAREST, Paul et TREMBLAY, Marc-Adélarde, 1967, «Isolement et vision du monde à Saint-Augustin», 8(2) : 151-176.

Laurent comme dans les nouvelles régions ouvertes au-delà du corridor laurentien⁴¹. Ces études nous auront permis de se donner une nouvelle image du Québec rural comme des milieux sociaux avec une population innovante, ouverte au monde et surtout très mobile, donc plutôt loin de certains modèles de sociétés agraires que l'on retrouve en Europe.

Si l'approche monographique caractérise le développement historique de la sociologie québécoise, et plus largement des sciences sociales, ou leur « essor » pour reprendre le mot de Jean-Charles Falardeau, la connaissance de l'évolution de ruralité est redevable à plusieurs travaux reposant sur des perspectives méthodologiques diverses. Signalons ici ceux des historiens comme Jean Hamelin⁴², Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert⁴³, Normand Séguin⁴⁴, des géographes comme Raoul Blanchard⁴⁵, ou de la géographes historiens comme Serge Courville⁴⁶, ou d'un historien sociologue comme Gérard Bouchard. Le présent exercice de synthèse historique se veut un complément aux travaux pionniers dont nous sommes redevables à Fernand Harvey⁴⁷, Serge Courville⁴⁸, Gérard Bouchard⁴⁹, Myriam Simard⁵⁰. La revue *Recherches sociographiques* témoigne aussi d'une certaine vitalité des études rurales contemporaines, le travail d'indexation accessible par Internet et réalisé par Simon Langlois identifiant plusieurs articles appartenant à champ d'études. Et nous pouvons ajouter notre propre contribution⁵¹ à une telle entreprise.

⁴¹ Nous pensons ici aux travaux de Normand Séguin et Serge Courville, ainsi que ceux de Jean-Claude Robert, Paul-André LINTEAU et René DUROCHER et leurs étudiants. Ce groupe d'historiens a collectivement initié une nouvelle interprétation de l'histoire du Québec rural.

⁴² HAMELIN, Jean et Yves ROBY, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 436 p.

⁴³ LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain, 1867-1929*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1979, 658 p. et *Le Québec depuis 1930*, Boréal, 1986

⁴⁴ Voir : Normand SÉGUIN *Agriculture et colonisation au Québec: aspects historiques*, Montréal, Boéral Express, 1980, 220 p. et *La conquête du sol au XIXe siècle*, Sillery, Éditions du Boréal Express, 1997, 295 p.

⁴⁵ Raoul BLANCHARD, *Le Canada Français. Province de Québec*, Paris, Montréal, Librairie Arthème Fayard, 1960

⁴⁶ COURVILLE, Serge (sous la direction de), *Atlas historique du Québec* Tome 1, *Le pays laurentien*, 1995, Tome 2, *Population en territoire*, 1997 et Tome 3, *Le territoire*, 1997, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval

⁴⁷ Fernand HARVEY, "L'histoire régionale, rurale et urbaine" dans Jacques ROUILLARD, *Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, Montréal, Méridien, 2e éd., 1993, p. 229-252

⁴⁸ Serge COURVILLE, *Le Québec: genèses et mutations du territoire : synthèse de géographie historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2000, 508 p. et même auteur : « Les morphologies du passé » dans *Recherches sociographiques* 26, (1-2), 1985, pp. 203-207

⁴⁹ BOUCHARD Gérard (1990). « L'historiographie du Québec rural et la problématique nord-américaine avant la Révolution tranquille. Étude d'un refus », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 44, no. 2 (automne), pp. 199-222.

⁵⁰ Myriam SIMARD, « Espace rural et culture » dans Denise LEMIEUX (dir.) *Traité de la culture*, (Chapitre 8), Québec, Éditions de l'IQRC, 2002

⁵¹ Voir Bruno JEAN, *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université du Québec à Rimouski, 1997

Comme nous avons voulu l'illustrer ici, l'approche monographique nous a légué des travaux majeurs associés à la naissance et au développement des sciences sociales au Québec. Alors qu'elle a été majoritairement rurale jusque dans les années trente, la société québécoise est devenue une société urbaine en quelques décennies. Ce changement sociologique rapide et décisif devait sans doute entraîner un changement dans la représentation scientifique de la ruralité. Gérald Fortin, après l'avoir étudié en profondeur, se questionnait sur son existence dans son livre-testament, *La fin d'un règne*. Et le règne dont il parle, c'est bien celui de la ruralité. Car pour lui le Québec est devenu une société urbaine. L'approche monographique a été pratiquement abandonnée sous l'effet d'une critique de sa propre légitimité dans un monde scientifique préférant des données d'enquêtes quantifiables et se prêtant à des généralisations statistiquement fondées. Sa pratique nécessitait beaucoup de patience dans la collecte des données et une grande capacité de travailler dans un contexte de recherche non maîtrisée. Réaliser une bonne monographie locale apparaît pour plusieurs chercheurs comme une entreprise valable mais que l'on n'a pas les moyens (surtout en temps) de se payer. Il apparaissait alors plus approprié de construire des typologies illustrant la variance des milieux ruraux, la procédure de construction des typologies n'étant pas autant questionnée par la science sociale bien pensante.

Une ruralité diversifiée et sa représentation : les approches typologiques

L'approche typologique qui vise à illustrer et à comprendre la diversité rurale est devenue plus usuelle avec les indicateurs de Statistique Canada. Elle a succédé à l'approche monographique au cours des années soixante sous une double influence. Le regard des sciences sociales sur la réalité rurale a changé et ce changement de regard reflète une mutation objective de la réalité avec le passage rapide du Québec d'une société à dominante rurale à une société à dominante urbaine. C'est alors la mesure de la diversité, et non plus de l'homogénéité, qui va intéresser la science sociale. Le clivage entre les régions de colonisation pauvres et les collectivités rurales aisées de la vallée laurentienne est une des différenciations les plus reconnues. Plusieurs travaux historiques ont montré les limites de l'approche monographique qui avait tendance à idéaliser un type social dont on peut se demander s'il a réellement existé comme cette image de l'habitant « casanier » popularisée par Léon Gérin. Cette historiographie a montré que la mobilité des individus et des familles a été très grande partout sur le territoire québécois et elle n'était donc pas l'apanage des seules zones de colonisation récente.

Dans la recherche sociologique, il est significatif de constater que Gérald Fortin, après avoir pratiqué l'approche monographique, a introduit très rapidement une approche typologique dans ses études de la ruralité québécoise avec une recherche visant l'établissement d'une « classification socio-économique des paroisses agricoles de la province de Québec »⁵².

⁵² Gérald FORTIN, « Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec » dans *Recherches Sociographiques*, Vol. 1, No 2, 1960, : p.207.

Cette typologie en trois classes (paroisses prospères, paroisses moyennes et paroisses pauvres) et la carte qui l'accompagne sont fort impressionnantes à plus d'un titre. Une telle définition de la marginalité rurale permettait de recenser environ quatre-vingt-cinq municipalités rurales marginales dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie au début des années soixante. Cette carte est établie selon une appréciation intuitive basée sur des informations transmises par les curés de ces localités. Elle illustre une différenciation rurale en trois grands types qui garde toute son actualité près d'un demi-siècle après sa publication. Durant cette période, différentes interventions publiques ont voulu corriger les disparités régionales. L'actualité de cette typologie donne à penser que ces disparités de développement territorial sont quasiment structurelles et fort difficiles à faire disparaître.⁵³

L'autre facteur explicatif de l'intérêt pour les typologies rurales, c'est l'émergence d'une demande sociale pour ce regard sur la réalité rurale. Cette demande origine aussi de l'élargissement de la régulation étatique sur le territoire. Avec les années soixante, l'État veut intervenir davantage dans l'aménagement du territoire et le développement régional. Il a alors besoin de nouvelles connaissances sur ces réalités territoriales. Les politiciens constatent que la prospérité économique nationale ne se répercute pas sur plusieurs territoires dits périphériques. Le contexte socio-politique sera alors prêt pour lancer les grandes initiatives étatiques de soutien au développement régional comme l'expérience du BAEQ dans l'Est du Québec.

Des typologies pour décrire la variance rurale

Un exercice pionnier et exemplaire de classification des municipalités de l'Est du Québec selon leur niveau de prospérité et leur niveau d'urbanité verra le jour avec l'application du Plan de développement du BAEQ. Ce travail inaugure une longue tradition d'élaboration de typologies rurales en fonction de la logique interventionniste de l'État et dont la dernière en date est la typologie des collectivités rurales et des MRC du Québec selon un indice de « défavorisation » permettant de moduler les aides publiques dans le cadre de la récente *Politique nationale de la ruralité*. Car il est légitime pour un État de cibler son intervention pour viser seulement les individus comme les secteurs économiques ou les territoires qui en ont réellement besoin lorsqu'il veut corriger les distorsions générées par le libre jeu des forces économiques.

Le travail de Lawrence Desrosiers⁵⁴ pour le ministère des Affaires municipales est présenté comme un exercice visant à hiérarchiser les municipalités selon leur pouvoir

⁵³ Il faudrait ici parler plus longuement des travaux de la géographie québécoise, et du travail exemplaire de Clermont Dugas, pour mesurer et comprendre les facteurs associés à cette marginalité tantôt territoriale, tantôt régionale, mais souvent rurale DUGAS, Clermont, *Un pays de distance et de dispersion*, Sillery, Presses de l'Université du Québec (PUQ), 1981. Voir aussi : *Les régions périphériques. Défi au développement du Québec*, Sillery, PUQ, 1983; "Marginalité économique et mobilité géographique dans l'espace rural québécois" dans *Recherches Sociographiques* 29 (2/3), 1988, pp.431-444.

⁵⁴ DESROSIERS, Lawrence, *Hiérarchie des municipalités de l'Est du Québec*, Rimouski, Ministère des Affaires municipales, 1970.

d'attraction. Mais il s'agit bien d'une typologie de toutes les localités allant des centres urbains aux petites paroisses marginales à partir d'un indice composé de plusieurs indicateurs socioéconomiques et prenant en compte la présence des services. L'intérêt de cette procédure, c'est mettre sur un même continuum, et en mesurant la distance qui les sépare, toutes les localités allant de celles qui apparaissent les plus dynamiques à celles qui apparaissent les plus marginales. Mais il s'agit d'une marginalité relative qui ne dispense pas d'une analyse plus approfondie des facteurs et des conditions qui génèrent la marginalité et le sous-développement. On comprendra plus tard que les « petites collectivités » sont une réalité majeure du monde rural québécois⁵⁵ et qu'une petite collectivité peut offrir un cadre de vie permettant un épanouissement personnel et social.

Après des travaux pionniers de Gérald Fortin et Lawrence Desrosiers, l'approche typologique s'inscrira dans le cadre des études en développement régional, un nouveau savoir universitaire encore en construction et qui entend répondre aux demandes sociales de compréhension de l'évolution des territoires ruraux mais selon un autre paradigme scientifique. Dans ce cadre, on ne parle plus de ruralité mais on parle des mêmes milieux comme des territoires en attente de développement. Il se fait vite un consensus que le Québec est polarisé en trois grandes régions : la région métropolitaine, les régions intermédiaires et les régions périphériques. Le processus de métropolisation de l'économie aura pour conséquence d'élargir la couronne délimitant les limites de la zone d'influence métropolitaine comme l'illustrent les travaux de l'INRS-Urbanisation sous l'égide de Mario Polèse⁵⁶. Sous-jacent à cette vision typologique, il y a cette conviction que la diffusion du développement passe par les centres urbains dynamiques. Mais cela suppose une connexion entre ces deux types de territoires, ce que les travaux du GRIDEQ sous l'égide de Serge Côté ont montré⁵⁷. Selon cette analyse, l'économie de la région métropolitaine et ses secteurs dynamiques, comme la pharmacie et l'aéronautique, ne profite pas aux régions périphériques et vice-versa, l'exploitation forestière par exemple ne générant peu de retombées dans l'économie montréalaise. Une telle conclusion milite en faveur de politiques publiques ciblées visant les régions les plus en difficulté.

Il faudra attendre les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix pour voir un retour des études rurales sur la scène québécoise avec les travaux de Clermont Dugas, de Bernard Vachon et de Bruno Jean. Dans un livre publié en 1985, nous proposons une typologie des espaces ruraux de la vaste région de l'Est du Québec en parlant alors des différents « modes d'occupation du sol » où on parle de la zone de basses terres du littoral, de la

⁵⁵ Les travaux de Bernard VACHON ont accrédité cette thèse. Bernard VACHON (sous la direction de), *Le Québec rural dans tous ses états. Textes produits aux États Généraux du monde rural*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 309 p. On peut mentionner ici la création de la *Chaire Desjardins en développement des petites collectivités* de l'UQAT, une région où les petites collectivités sont particulièrement nombreuses.

⁵⁶ Mario POLÈSE, Richard SHEARMUR (avec la collaboration de Pierre-Marcel Desjardins.), *La Périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique/INRS-Urbanisation, culture et société, 2002, 237 p.

⁵⁷ Serge CÔTÉ et Robert LAVERTU, *Régions et interrelations économiques au Québec*, Québec, OPDQ (Office planification et de développement du Québec, Collection « Dossiers en développement régional, 1992, 216 p.

zone agro-forestière et de la zone agro-maritime⁵⁸. Probablement influencé par les sciences du développement régional, j'ai proposé dans un livre paru en 1997 une typologie des territoires ruraux du Québec en trois grands types qui reprend une typologie régionale relativement bien admise dans les milieux universitaires : 1) la ruralité péri-urbaine (*subissant les effets des villes*); 2) la ruralité intermédiaire (*zones à géométrie variable selon les recompositions des autres territoires ruraux*); 3) la ruralité périphérique (*subissant les effets de l'éloignement des centres urbains*). Le critère morphologique ou géographique de proximité à la ville a été retenu par le gouvernement du Québec dans l'énoncé de sa première politique rurale⁵⁹. Trois types de ruralités sont ainsi identifiés : les milieux ruraux dans l'environnement immédiat des centres urbains, ceux à une distance respectable de la ville et ceux à bonne distance d'une agglomération urbaine ou d'un centre de services.

Une telle typologie n'est pas très éloignée de la nôtre proposée en 1997 ni de celle qui est devenue la position officielle du gouvernement fédéral. Trois types principaux de ruralité sont proposés pour rendre compte de la réalité rurale à l'échelle canadienne : 1) *La ruralité métro-adjacente* 2) *La ruralité au cœur du rural* 3) *La ruralité éloignée et nordique*. Ces typologies, toutes tripolaires, ne sont pas très éloignées l'une de l'autre car elles se caractérisent par une approche que l'on pourrait qualifier de morphologique ou plus simplement géographique, comme si la distance était un facteur constitutif de la ruralité, attribut rural bien admis en géographie. On peut aussi se poser la question de savoir jusqu'à quel point les travaux des chercheurs français ont pu inspirer ceux des chercheurs québécois et canadiens.

En France, plusieurs travaux majeurs ont été consacrés à l'établissement d'une typologie pertinente des territoires ruraux; ils ont souvent fait la distinction entre la ruralité péri-urbaine et le « rural profond »⁶⁰. Les grands travaux de prospective territoriale commandés par la DATAR⁶¹ ont permis d'établir une nouvelle typologie des territoires ruraux que l'on pourrait qualifier de fonctionnelle. Une triple dynamique d'occupation de l'espace rural révèle une nouvelle dynamique des rapports urbains-ruraux en fait. On identifie maintenant la « campagne ressource » qui désigne cette partie, en diminution, de

⁵⁸ Bruno JEAN, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Sillery, PUQ (Presses de l'Université du Québec), 1985, p. 23

⁵⁹ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Politique nationale de la ruralité. Un vision d'avenir. Des communautés rurales innovantes pour une occupation dynamique du territoire québécois*, Québec, ministère des Régions, déc. 2001, 73 p. Voir aussi : <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/publications/>

⁶⁰ Michel BLANC, « La ruralité : diversité des approches » dans *Économie rurale*, No 242, décembre 1997. Nicole MATHIEU, « La notion de rural et les rapports villes/campagne en France durant les années 1990 » dans *Économie rurale*, No 247, 1999 : Nicole MATHIEU, « Relations ville-campagne : quel sens, quelle évolution ? » dans la Revue *POUR (France)*, *Grep*, juin 2004 ; Jean-Claude BONTRON *et al.*, *La recomposition du territoire : essai de typologie socio-économique des cantons français*, Paris, Société. d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées (SEGESA), 1992, 60 p. et *La France des faibles densités*, Paris : Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées (SEGESA), 1977.

⁶¹ Philippe PERRIER-CORNET, *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube – DATAR, 2002 ; voir aussi Philippe PERRIER-CORNET, « La dynamique des espaces ruraux dans la société française » dans Jean-Pierre SYLVESTRE (dir.), *Agriculteurs, ruraux et citadins : les mutations des campagnes françaises*, Dijon, CRDP de Dijon et Educagri, pp. 31-55.

l'espace rural consacrée aux usages productifs majoritairement agricoles. Mais émerge actuellement une « campagne cadre de vie » avec des usages résidentiels et récréatifs et un troisième type de ruralité, la « campagne nature » ou appelée aussi la « campagne paysage ».

Trois figures de la campagne en tensions*

Pour comprendre les perspectives des campagnes françaises, une entrée par les usages, fonctions et représentations de l'espace est privilégiée. La diversité de ceux-ci est ordonnée en trois grandes figures de la campagne :

- la **campagne ressource** recouvre les usages productifs de l'espace rural, vu comme le support d'activités économiques, celles qui utilisent le sol, les ressources naturelles et d'autres ressources spécifiques propres aux espaces ruraux.

- la **campagne cadre de vie** ou paysage recouvre le rural comme espace résidentiel et récréatif, comme espace consommé par l'habitat et le loisir. Elle inclut l'ensemble du secteur de l'économie résidentielle dans les espaces ruraux,

- la **campagne nature** est celle d'une nature "objective" qui a ses fonctionnements propres qui ne sont pas nécessairement en correspondance avec les préférences environnementales des individus (les aménités, les agréments du milieu environnant sont une composante de la campagne cadre de vie). Elle inclut des ressources -l'eau, le sol, la diversité biologique- et des fonctions des cycles, des régulations climatiques ou écosystémiques. La campagne nature concerne principalement la conservation de la diversité biologique, la préservation de la qualité des constituants des ressources naturelles vitales, la prévention des risques naturels globaux comme le changement climatique.

* Philippe Perrier-Cornet, *Trois figures de la campagne en tension*, dans *Inra Recherches en sciences sociales, Économie et sociologie rurales*, No 1-2/03, décembre 2003, ISSN 0988-3266

Les chercheurs de la Chaire Paysage en Environnement de l'Université de Montréal réunis autour de Gérald Domon pensent que la « campagne québécoise n'échappe à ce processus »⁶² qui veut que l'attrait du rural repose maintenant sur son étendue et ses espaces naturels plutôt que son potentiel agricole. Il est vrai que le Haut-Saint-François et plus globalement les Cantons de l'Est, territoire d'observation des changements ruraux de cette équipe de recherche, se rapproche de ces usages avec ce qu'ils appellent une ruralité post-agricole⁶³.

Selon le sociologue Bill Reimer de l'Université Concordia qui anime une équipe de recherche sur le changement social dans les différents milieux ruraux canadiens, connu

⁶² Louis ROY, Sylvain PAQUETTE et Gérald DOMON, « La campagnes des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique » dans *Recherches sociographiques*, XLVI (1), 2005, pp. 35-65.

⁶³ Sylvain PAQUETTE, « Changing ruralities, changing landscapes. Exploring social recomposition using a multi-scale approach » dans *Journal of Rural Studies*, XIX (4), 2003, pp. 425-444.

sous le nom de *l'Initiative de recherche sur la Nouvelle économie rurale*, la littérature scientifique permet d'identifier cinq facteurs qui seraient déterminants de la trajectoire de développement d'une communauté rurale : 1) la localisation « métró-adjacente » ou non; 2) le niveau d'exposition de l'économie locale à la globalisation; 3) la nature de base économique avec des marchés stables ou fluctuants; 4) le niveau de développement des capacités des populations rurales mesurées par la formation; 5) le niveau de prospérité économique mesuré par le pourcentage de la population disposant de revenus élevés. Le croisement de ces variables rendues dichotomiques permet de créer une grille avec trente-deux types de communautés illustrant la diversité rurale. Cette grille a permis de créer un échantillon de trente-deux communautés rurales (dont six au Québec) constituant un *Observatoire rural* postulé représentatif de la diversité socio-économique de la ruralité canadienne.

Cet exercice fait face à une difficulté classique dans la construction des typologies, soit la nécessité d'identifier des variables qui ne sont pas contaminées l'une par l'autre, qui sont donc indépendantes. Dans les cinq variables retenues ici, on peut penser que certaines varient dans le même sens que d'autres et qu'elles sont alors concomitantes; par exemple, on connaît le lien entre l'éducation ou la localisation et les revenus. Avec seulement trois des cinq variables mesurées ici, on peut dessiner une carte du rural dynamique ou en déclin pratiquement identique à celle établie à partir des cinq variables initiales. Mais un des intérêts majeurs d'une telle typologie, c'est qu'elle permet des études empiriques des facteurs qui semblent expliquer le dynamisme ou le déclin des communautés rurales.

Des typologies pour mesurer et expliquer la variance rurale

Le défi scientifique actuel en études rurales concerne la construction d'une nouvelle typologie des territoires capable de rendre compte du processus historique récent de diversification socio-spatiale de la ruralité. Il existe peu de synthèses d'envergure sur ce phénomène de recomposition de la ruralité pouvant rendre intelligibles les nouvelles réalités rurales. Les chercheurs, les acteurs du développement rural et le grand public doivent se contenter trop souvent d'un discours truffé de *lieux communs* sur la ruralité; par exemple, la persistance de la confusion entre les termes " *rural* " et " *agricole* ", la méconnaissance des communautés forestières non perçues comme rurales alors que la ruralité forestière est pourtant le lot de la plus grande partie du Québec rural. La préoccupation à l'égard de la persistance et des transformations de la ruralité réclame la construction d'une représentation renouvelée des réalités rurales qui réponde autant à une exigence théorique qu'à une demande sociale, celle exprimée par les ruraux eux-mêmes.

La variance observable dans la ruralité, devenue plurielle de nos jours, peut être appréhendée par des analyses statistiques basées sur l'occurrence, dans un territoire donné, de tel ou tel attribut relié à la ruralité. De là, l'intérêt d'une démarche rigoureuse basée la mesure de certains attributs généralement associés au monde rural. Dans une étude éditée sur le site Internet de *l'Atlas électronique du Bas Saint-Laurent*, Stève Dionne propose une typologie qui croise les activités économiques dominantes sur un territoire avec des réalités géographiques sachant que dans le Québec rural, la géographie et l'économie ne sont pas des réalités indépendantes. Il en résulte sept types de ruralités

spécifiques au Québec : la ruralité périurbaine (Exemple : MRC de Mirabel) ; la ruralité agricole centrale (MRC Les Maskoutains) ; la ruralité agricole intermédiaire et agro-forestière (MRC de Bellechasse) ; la ruralité de récréotourisme et de villégiature (MRC de Memphrémagog) ; la ruralité forestière de forêt privée (MRC Antoine-Labelle) ; la ruralité forestière de forêt publique (MRC Maria-Chapdelaine) ; la ruralité côtière périphérique ou d'isolats (Minganie).

Un des avantages notables de la démarche typologique proposée ici, c'est la possibilité de changer d'échelle et de passer d'une caractérisation de la ruralité à l'échelle des MRC à une caractérisation à l'échelle « fine »⁶⁴ des localités; on constate alors qu'une même MRC peut présenter, sur un territoire somme toute restreint, une variance étonnante des cas de figures de la ruralité québécoise. Un autre avantage d'une telle typologie est relié au fait quelle n'est pas trop teintée d'un déterminisme géographique ou spatial élémentaire même si elle prend en compte le rôle que joue l'exploitation des ressources d'un territoire donné. Ces modes d'exploitation des ressources ne sont pas sans effets déterminants sur les modèles de développement rural mis en œuvre sur ces territoires et sur les stratégies de développement portées par les acteurs territoriaux comme on le verra dans la troisième partie de cet article.

La mesure de la défavorisation rurale

Les spécialistes du ministère des Régions, devant définir le territoire d'application de la politique rurale dont on prévoyait qu'elle offrirait des aides publiques en fonction du niveau de dévitalisation des milieux ruraux, ont été invités à construire un indice de « défavorisation » permettant de classer les quelques mille municipalités rurales du Québec sur une telle échelle de leur niveau de développement. La programmation statistique et les données géo-référencées leur ont permis de construire plusieurs indices et de dessiner leurs représentations cartographiques. Ils sont arrivés à la conclusion que seulement sept variables socioéconomiques, courantes, largement utilisées et disponibles dans le recensement, étaient suffisantes pour mesurer l'état de développement des communautés rurales que ce soit à l'échelle des municipalités locales ou des municipalités régionales de comté (MRC). Ces variables sont : l'évolution de la population entre 1996 et 2001 (en %); la proportion des personnes âgées de 20 ans et plus n'ayant pas atteint une neuvième année de scolarisation; le taux d'emploi; le taux de chômage; la proportion des transferts gouvernementaux dans la composition du revenu des ménages; la proportion de personnes vivant dans des ménages à faible revenu et le revenu moyen des ménages.

La politique rurale québécoise a également consacré une nouvelle typologie de la ruralité québécoise, en trois classes, et mesurée à l'échelle des MRC : les cinquante-quatre « *MRC à caractère rural* »; les vingt-six « *MRC avec une agglomération de recensement* »; les onze « *MRC comprises partiellement ou entièrement dans les communautés métropolitaines de Montréal et de Québec* ». La Chaire de recherche du Canada en

⁶⁴ Voir: <http://atlasbsl.uqar.qc.ca/entree.htm>

développement rural a revu ce travail avec le géographe Majella Simard⁶⁵. Son analyse, visant la caractérisation spatiale du phénomène de la dévitalisation rurale, reprend et actualise les principaux paramètres des études du ministère des Régions et identifie 218 municipalités rurales en restructuration, soit environ 20% des municipalités rurales du Québec. La typologie regroupe 394 municipalités considérées « stables », 397 municipalités « dynamiques » et 89 « très dynamiques ».

Dans sa thèse de doctorat en développement régional, Augustin Épenda s'est intéressé à ces diverses approches typologiques visant à caractériser la variance observable dans l'état de développement des milieux ruraux. Ces démarches sont généralement mise en œuvre pour identifier avec le plus de précision possible les milieux défavorisés pour lesquels des politiques ou des interventions publiques sont élaborées. Un aspect original de son travail concerne une tentative d'appliquer, à l'échelle des municipalités rurales, l'indice de développement humain des Nations-Unies. On aurait pu s'attendre à qu'un tel indice nous donne une représentation différente de la dévitalisation rurale au Québec. Mais il a plutôt constaté que la liste des municipalités qui se retrouvaient dans la catégorie « défavorisée » étaient pratiquement semblables à celle générée par d'autres typologies construites par agglomération de variables relatives à la dévitalisation des milieux que ce soit l'Indice global de développement des communautés rurales du ministère des Régions et l'Indice de défavorisation des collectivités de Robert Pampalon, un chercheur du ministère de la Santé et des Services sociaux et dont le travail a servi pour les chercheurs du ministère des Régions.

La mise en perspective de ces trois démarches différentes nous permet de tirer une conclusion, fort encourageante d'une certaine manière, en qui concerne la capacité de ces démarches à rendre compte de la réalité. Les trois typologies ont été établies en prenant en compte plusieurs variables généralement associées à la défavorisation. Mais le pourcentage de communautés rurales québécoises faisant l'expérience de difficultés majeures de développement oscille toujours autour de 20%; aucune variance significative ne se manifeste selon ces différentes mesures du nombre et de la proportion de collectivités territoriales en déstructuration au Québec.

Si ces typologies ordonnent les communautés selon leur niveau de développement, les collectivités qui sont réellement en difficulté devraient se retrouver dans la catégorie appropriée. Autrement dit, si une collectivité donnée est reconnue en dévitalisation, elle devrait se retrouver dans cette catégorie selon l'outil de mesure. S'il en était autrement, cela voudrait dire que les indicateurs ne sont pas pertinents et que l'instrument ne mesure pas ce que l'on veut mesurer. Si on retrouve une telle similitude entre ces trois typologies, il faut en conclure qu'un petit nombre de variables (comme l'évolution démographique, le taux d'emploi et un indice de faible revenu) permettent de classer les

⁶⁵ Majella Simard, *Fragilité et disparités territoriales de développement dans l'espace rural québécois. Caractérisation et identification des principaux problèmes des localités en restructuration*, UQAR, Chaire de recherche du Canada en développement rural et CRDT (Centre de recherche sur le développement territorial), Rapport de recherche no 1, Programme de recherche sur les milieux ruraux québécois, *Les milieux ruraux québécois en restructuration : diagnostic et prospective*, Octobre 2002, 152 p. (rapport disponible sur le site Internet au CRDT à www.uqar.qc.ca/crdt).

municipalités selon leur niveau de développement. De plus, les simulations réalisées par le ministère des Régions ont permis de constater qu'avec cinq des huit variables retenues, la carte des zones rurales défavorisées ne changent pratiquement pas. L'approche typologique illustre donc que si la réalité de la dévitalisation rurale est bel et bien existante, la construction d'un instrument de caractérisation et de mesure de cette réalité devient une tâche relativement aisée car on peut se permettre une marge d'erreur dans le nombre et le choix des variables pour construire un indice de dévitalisation rurale permettant aussi d'identifier des types de ruralité. Après avoir illustré l'approche monographique et l'approche typologique, nous allons maintenant tourner notre regard vers une approche de caractérisation de la ruralité qui procède non à partir de données objectives mais à partir des représentations des acteurs sociaux qui construisent les diverses figures de la ruralité contemporaine.

Les représentations de la ruralité dans la modernité avancée : la pluralité des modes de construction sociale de la ruralité

L'existence de la ruralité à notre époque, celle de la post-modernité ou plus exactement de la modernité avancée⁶⁶, est questionnée. La ruralité serait, pour les uns, une survivance appelée à disparaître. Cette thèse de la fin du rural prétend qu'on assistera à l'urbanisation des campagnes; elles deviendront alors des territoires caractérisés par une urbanité rurale. Pour d'autres, la période contemporaine ne signifie pas la fin de la ruralité mais la fin d'une certaine ruralité et de nouveaux outils théoriques et méthodologiques sont nécessaires pour saisir et comprendre ce qu'est devenue la ruralité dans la modernité avancée.

Il existerait une pluralité des modes de construction sociale de la ruralité contemporaine, et de ses modes d'expression, contrairement à la ruralité d'autrefois qui se caractérisait par son homogénéité et que l'approche monographique pouvait alors décrire. D'une certaine manière, l'approche monographique correspondait à une époque où la représentation dominante de la ruralité la considérait comme un monde relativement homogène. L'intérêt pour la construction des typologies exprimant la variance rurale s'est manifesté à un autre moment historique où la ruralité a été vue dans sa différenciation. Mais la ruralité est une réalité construite par les acteurs sociaux, les scientifiques comme les autres. Dans leur cas, cette construction peut reposer sur l'usage d'attributs qui leur semblent objectifs ou sur la prise en compte des représentations des acteurs, autrement dit sur la dimension symbolique. Pour plusieurs chercheurs, la démarche idéale consiste à prendre en compte à la fois les données objectives disponibles et les représentations de l'objet étudié tout comme le mode de construction sociale de cet objet en réalité du monde social.

⁶⁶ Nous reprenons à compte ici la distinction entre post-modernité et modernité avancée proposée par Antony Giddens et qui me semble très pertinente. Voir son ouvrage : *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994

Dans une étude récente⁶⁷, nous avons fait l'hypothèse qu'il était possible de rendre intelligible la pluralité rurale observable au Québec en recourant au concept de « système rural »⁶⁸ et de « structuration sociale ». Nous employons ici la notion de système rural de manière heuristique. Un système rural est un territoire rural qui n'est pas donné d'avance mais qui est identifié par les chercheurs comme ayant à la fois une unicité, une cohérence, surtout dans la manière particulière dont l'économie est enchâssé dans le social. Un système rural est organisé selon un modèle d'action renvoyant à des acteurs sociaux qui le construisent dans leur pratique tout en étant eux-mêmes construits par ce territoire de référence et d'appartenance. Les types de ruralités (ou des systèmes ruraux) observables seraient plus différents entre eux que la différence entre la ruralité et l'urbanité prises globalement. Autrement dit, pour comprendre la ruralité contemporaine, la variation intra-rurale serait plus importante que la vieille et classique différenciation rurale-urbaine. En s'inspirant des perspectives théoriques offertes par la théorie de la structuration sociale de Giddens, on peut faire l'hypothèse que si la ruralité existe dans modernité avancée, elle doit se révéler par un long travail de décryptage des règles et des ressources (et notamment les règles implicites) dont se servent les acteurs pour structurer leur monde et lui donner une référence identitaire rurale, pour construire socialement la ruralité.

Pour réaliser cette étude anthropologique de la ruralité, nous avons isolé les discours des acteurs de développement de trois territoires ruraux québécois sous trois dimensions : leur diagnostic du territoire, leurs représentations de l'identité rurale, et les stratégies de développement⁶⁹ identifiées comme pertinentes pour assurer le développement territorial. Sous la dimension du diagnostic territorial, il s'agissait de considérer si les acteurs locaux avaient une représentation congruente avec celles qui circulent, soit celles qui émergent des statistiques officielles ou celles produites par des institutions régionales comme les MRC dans le cadre des schémas d'aménagement. La MRC des Basques, un des trois territoires à l'étude, présente une ruralité qui peut être considérée comme une ruralité agricole. Cela se confirme dans les profils statistiques, dans le discours de la MRC sur elle-même, et cela s'est aussi confirmé dans une série d'entretiens que nous avons tenus

⁶⁷ Cette recherche financée par le CRSH portait la place de la ruralité dans la modernité avancée et sur la caractérisation des différentes ruralités au Québec. Les enquêtes ont été conduites avec Mario CARRIER, co-chercheur et alors professeur directeur de la *Chaire Desjardins en développement des petites collectivités* de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

⁶⁸ Nous nous inspirons ici des travaux du Groupe de travail sur les « systèmes ruraux durables » de l'UGI animé par Christopher Bryant et Ian Bowler. Voir : K. Kim, I. BOWLER and C.R. BRYANT (eds.), *Developing Sustainable Rural Systems* (Conference Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems). Pusan, Korea: Pusan National University Press, 2001, 513 pp. Par ailleurs, un volet de notre démarche consistait aussi à développer un cartographie des différents *systèmes ruraux* présents au Québec. Stève Dionne, a fait quelques travaux en sens d'ailleurs évoqués plus haut; voir l'Atlas du Bas-Saint-Laurent : <http://www.uqar.quebec.ca/atlasbsl/index.htm>

⁶⁹ Dans le cadre de cette recherche, nous avons encadré un mémoire de maîtrise explorant cette question du lien entre l'image du territoire émanant des statistiques officielles et celle évoquée par les élus de ces mêmes territoires; voir AUCLAIR, Sabine. *La recomposition des territoires ruraux: une analyse de trois types d'identité rurale (MRC Les Basques, MRC de Charlevoix-Est et MRC Maria-Chapdelaine)*. Mémoire de maîtrise, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 2002, 117 p. Aussi, l'analyse que nous proposons ici va largement au-delà de ce mémoire qui a exploré une seule facette d'un programme de recherche plus large et dont il est fait état ici.

avec les élus et les agents de développement de ce territoire. Le second territoire, typique d'une ruralité forestière, c'est celui de la MRC de Maria Chapdelaine (au Lac-Saint-Jean) où les acteurs de développement se reconnaissent volontiers dans cette image forestière. Notre troisième territoire à l'étude, c'est celui de la MRC de Charlevoix-Est, et il a été retenu comme un cas exemplaire de la ruralité touristique ou récréo-touristique.

Le second thème de l'identité rurale du territoire n'était pas facile à commenter par les personnes interrogées, soit d'un côté des élus impliqués dans des instances représentatives, et de l'autre des professionnels du développement occupant différents postes dans des organismes de développement œuvrant sur le territoire de ces MRC. Par exemple, une élue de la MRC des Basques, déclarait que la ville de Trois-Pistoles est « une ville rurale » à l'instar de tout son milieu ambiant. Pendant ce temps, un élu de la MRC de Charlevoix-Est nous a affirmé sans hésiter que ce territoire est plutôt urbain. Près de 70% de la population de cette MRC habite dans la vallée de la rivière Malbaie, dans une zone urbanisée allant de Clermont à la ville de La Malbaie. Pourtant, pour la plupart des Québécois, les paysages de Charlevoix sont les meilleures images d'Épinal de la ruralité québécoise.

De manière inattendue, ce sont dans les propos relatifs aux stratégies de développement territorial que les éléments de structuration (règles tacites et ressources) de ces différentes réalités rurales se sont manifestés. L'analyse des entretiens permet de constater comment les stratégies de développement pensées pour ces territoires ruraux se présentent de manière assez différenciée selon les trois systèmes ruraux étudiés ici et comment, et c'est là tout l'intérêt de cette approche, ces stratégies révèlent les représentations sous-jacentes de la ruralité et leur donnent tout leur sens. Dans la MRC des Basques qui a connu de grandes difficultés avec la fermeture d'une grande usine laitière régionale, le développement local avec l'entrepreneuriat des PME soutenues par leurs communautés est clairement le modèle de développement territorial privilégié. En dix ans, par la création de ces nouvelles petites entreprises, les emplois perdus ont été récupérés. Mais on sait que ces petites entreprises ne vont jamais, elles, fermer tout d'un coup et qu'elles constituent donc un meilleur tissu économique sur ce territoire. La représentation sous-jacente de la ruralité de ce modèle de développement met l'accent sur la vitalité des communautés comme milieux d'une grande qualité de vie, sur la pertinence de l'approche du développement économique local misant sur l'entrepreneuriat et l'employabilité de main-d'œuvre rurale sans négliger une dimension environnementale avec les entreprises culturelles qui émergent actuellement à Trois-Pistoles.

À l'opposé, dans le modèle de développement territorial typique de la ruralité forestière avec la MRC Maria-Chapdelaine, si on croit aux vertus du développement local, on se demande s'il ne s'agit pas d'une solution palliative peu efficace. À Dolbeau, chef-lieu de cette MRC, et dans son aire d'influence, les travailleurs reçoivent de hauts salaires versés par une grande entreprise forestière. Il en découle une ruralité caractérisée par une mentalité ouvrière, mais la mentalité de la couche ouvrière la mieux payée. La représentation rurale sous-jacente à ce modèle de développement territorial qui mise toujours sur la grande entreprise exploitant les ressources naturelles en est une qui

considère la ruralité comme un réservoir de ressources naturelles avec un souci pour la pérennité et la gestion rationnelle des ressources. Sur ce territoire rural, dominerait une représentation utilitariste de la ruralité où elle est vue comme une ressource à exploiter.

Type de système rural et représentation de la ruralité

Ruralité agricole: un discours rural, observé dans la MRC des Basques, axé sur la dimension sociale de la ruralité, sur la qualité de la vie, sur la vitalité des communautés rurales et sur l'efficacité des stratégies de développement local misant les capacités de l'entrepreneuriat pour assurer le développement territorial. *Un discours agri-ruraliste mettant l'accent sur la dimension sociale de la ruralité*

Ruralité forestière: un discours rural, observé dans la MRC Maria-Chapdeleine, axé sur une vision de la ruralité comme un réservoir de ressources primaires à exploiter pour créer de la richesse, des emplois avec l'effet structurant des grands entreprises dans le développement économique et avec l'émergence d'une faible sensibilité écologique. *Un discours utilitariste mettant l'emphase sur la dimension économique.*

Ruralité récréo-touristique: un discours rural, observé dans la MRC de Charlevoix-Est, axé sur la dimension paysagère de la ruralité et qui incorpore des éléments d'une vision urbaine esthétique de la campagne.. Le paysage est vu comme une «aménité» rurale qui être la base d'un modèle de développement territorial rural. Mais ce modèle suppose des investissements majeurs qui ne pourront venir que de l'État. *Un discours hédoniste ou esthétique valorisant la dimension culturelle de la ruralité*

La MRC de Charlevoix-Est, typique d'une ruralité récréo-touristique, nous a surprise à plus d'un titre. C'est le seul des trois territoires où des différences se manifestent entre l'identité territoriale telle qu'elle se manifeste dans les statistiques socio-économiques et celle affichée dans la littérature mercéenne et dans les entretiens auprès des acteurs de développement. En fait, tout tient à l'interrogation que plusieurs acteurs se posent sur la stratégie de développement touristique en regard du bilan économique que l'on peut se donner de ce territoires. Au moment de nos premiers entretiens, à l'automne 1998, les points de vue sur la situation réelle étaient fort disparates. D'un côté, tout allait bien avec le tourisme, le Casino et ses investissements, quelques nouvelles PME. De l'autre, on parlait des centaines d'emplois perdus à la grosse usine papetière de la Donohue de Clermont, de la précarité et des mauvaises conditions de travail et de rémunération dans l'industrie touristique, tout cela engendrant une paupérisation grandissante, une pauvreté qu'on s'évertuait à cacher derrière la belle carte postale. Au niveau du modèle de développement territorial de référence et des stratégies, il n'y avait pas de consensus, certains acteurs étant toujours convaincus de la pertinence de la stratégie récréo-

touristique, d'autres la remettant en cause. L'image sous-jacente de la ruralité est donc peu consensuelle, d'un côté, c'est la ruralité comme espace de récréation à consommer par les clientèles urbaines, de l'autre, on s'accroche à l'idée d'une possible régénération du tissu socio-économique des milieux par une plus grande diversification de la base économique. Pour ce faire, on va en appeler aux ressorts de vitalité sociale que recèlent les petites collectivités, la base même de la ruralité.

Lors d'une seconde série d'entretiens deux ans plus tard, certains acteurs locaux de développement, se posant comme des « acteurs compétents » au sens même de la théorie de la structuration sociale de GIDDENS, nous ont fait entrevoir le mode de régulation sociale, et de gouvernance pourrions aussi nous dire, qui structure le modèle de développement de ce territoire. Il s'agit, non pas de la PME comme dans le territoire de la MRC des Basques, ou de la grande entreprise comme le cas de la MRC de Maria Chapdelaine, mais bien de l'État, c'est-à-dire d'un État qui fait des investissements majeurs dans des équipements touristiques comme le Casino ou la mise en valeur de sites naturels comme le parc des Grands Jardins ou le mont Grand Fond. Dans ce territoire, l'avenir passe donc par les interventions de l'État dans la mise en valeur des attraits naturels pour des fins touristiques.

Par ailleurs, le travail sociologique consiste à étudier comment les différents groupes sociaux définissent ou construisent les diverses réalités sociales. Une réalité sociale comme la ruralité n'existe pas en dehors des processus discursifs de construction sociale de cette objet en réalité signifiante. La ruralité est donc une construction sociale et il s'agit alors de comprendre comment cette réalité est produite socialement. C'est au cours du processus de recherche que nous avons découvert que nos trois terrains de recherche, intuitivement retenus comme exemples de système ruraux différenciés, correspondant à trois types de ruralités (agricole, forestière et récréo-touristique) qui se donnaient des références rurales pratiquement identiques à trois représentations idéal-typiques, au sens wébérien, de la ruralité contemporaine.

Dans la MRC des Basques, on retrouve un discours *agri-ruraliste* mettant l'accent sur la dimension sociale de la ruralité. Il s'agit d'un discours rural axé sur la dimension sociale de la ruralité, sur la qualité de la vie, sur la vitalité des communautés rurales et sur l'efficacité des stratégies de développement local misant sur les capacités de l'entrepreneuriat pour assurer le développement territorial. Dans le territoire rural forestier de la MRC Maria-Chapdelaine, le *discours utilitariste* mettant l'emphase sur la dimension économique est largement présent. Il s'agit d'un discours rural axé sur une vision de la ruralité comme un réservoir de ressources primaires à exploiter pour créer de la richesse, des emplois avec l'effet structurant des grandes entreprises dans le développement économique. Dans la MRC de Charlevoix-Est, le discours *hédoniste* valorisant la dimension culturelle de la ruralité est très répandu. Ce discours rural est axé sur la dimension paysagère de la ruralité et il incorpore des éléments d'une vision urbaine esthétique de la campagne. Le paysage est vu comme une « aménité » rurale qui peut être la base d'un modèle de développement territorial rural. Mais ce modèle suppose des investissements majeurs qui ne pourront venir que de l'État. Une telle typologie est aussi

proposée par un sociologue hollandais⁷⁰ pour décrire les différents discours ruraux dans ce pays et il est étonnant de les retrouver dans le contexte québécois. Il faudrait ici supposer que ces trois représentations de la ruralité renvoient à plus grandes conceptions du rapport au monde réel des sociétés occidentales qui transcende les cultures locales.

Nos enquêtes renforcent l'hypothèse d'un lien causal entre l'identité rurale d'un territoire donné, le type de rapport au territoire qui s'est forgé au cours de l'histoire longue, le mode de régulation sociale et finalement, le modèle de développement territorial et le type de gouvernance qu'on peut identifier sur ce territoire. Dans la MRC des Basques dans le Bas-Saint-Laurent, nous avons affaire à une longue tradition de petits propriétaires fonciers qui se sont forgés une identité locale forte (« le patrimoine vivant, c'est nous » disait la mairesse d'un petit village). Ces ruraux se sentent une capacité d'agir sur le monde, et sur leur monde, et cela n'est pas sans liens avec le mode de propriété qui domine dans ce territoire, soit la petite propriété foncière typique d'une économie agricole proche du modèle paysan. Et pour ces ruraux, le développement territorial passe par l'entrepreneuriat et les PME (petites et moyennes entreprises) et par la mise en œuvre de stratégies de développement local. Une expérience récente relatée plus haut, celle de la fermeture soudaine d'une grande usine laitière coopérative, a servi de catalyseur à la mise en valeur d'une nouvelle forme de gouvernance locale basée sur la promotion de l'entrepreneuriat et des stratégies de développement endogène, de développement par le bas, de développement communautaire, de développement local en somme. Et les acteurs de développement de ce territoire partagent l'impression que ce modèle de développement territorial a fait ses preuves.

Dans la MRC Maria-Chapdeleine au nord du Lac-Saint-Jean, nous sommes dans le royaume de la grande propriété foncière étatique sur de vastes espaces couverts de forêts. Ces ressources forestières sont mises en valeur par de grandes entreprises privées, souvent détenues par du capital étranger. La culture rurale est celle des communautés dépendantes de la forêt qui entraînent un sentiment de dépossession du monde, de dépendance face aux sociétés multinationales. C'est aussi une forme de culture ouvrière car ces ruraux sont des salariés mais des travailleurs plutôt bien payés pour leur labeur en forêt ou en usine. La grande usine de transformation de la matière ligneuse en papier est d'ailleurs un acteur local majeur dans la dynamique de la gouvernance locale. Selon les élites locales, le développement territorial passe par la grande entreprise et les investissements majeurs qu'elle seule peut réaliser dans ce territoire rural forestier. Dans nos entrevues, les répondants confondent souvent l'histoire de ce territoire avec l'histoire de la grande entreprise présente sur ce territoire. Mais pour les acteurs de ce territoire, typique d'un système rural forestier, le développement local est « une solution de pauvre pour les régions rurales pauvres » comme le disait un intervenant, et le développement passe nécessairement par la capacité d'action de la grande entreprise forestière qui domine d'ailleurs l'économie locale.

Finalement, dans la MRC de Charlevoix-Est, nous sommes face à une économie rurale dominée par le tourisme. Une vieille tradition de tourisme de villégiature a pris forme sur

⁷⁰ Voir FROUWS, Jaap, «The Contested Redefinition of the Countryside. An Analysis of Rural Discourses in the Netherlands », dans *Sociologia Ruralis*, 38 (1) 1998, pp. 54-68.

ce territoire au siècle dernier et a facilité le déploiement d'une culture dépendante et dominée de l'extérieur. L'idée d'un développement territorial réellement approprié par les acteurs locaux apparaît impossible. Au mieux, ces acteurs pensent une stratégie de développement territorial basé sur des attraits touristiques naturels majeurs (comme le Parc des Grands Jardins ou le Mont Grand Fond) mais ils en appellent à l'État pour mettre en oeuvre ce modèle de développement rural. Encore une fois, le rapport à la propriété semble expliquer la gouvernance locale actuelle ; historiquement, avec une très petite propriété foncière sur des terres de piètre qualité agronomique mais d'une grande beauté paysagère, les habitants ont développé une culture de pauvreté et de dépendance, vis-à-vis tant la grande entreprise présente dans l'exploitation forestière que vis-à-vis des riches familles de la haute bourgeoisie canadienne anglophone fréquentant ce territoire pour ses paysages. Avec le l'élargissement de cette villégiature, les charlevoisiens sont devenus des serviteurs dans les belles résidences où les membres de ces familles aisées venaient humer l'air pur et rafraîchissante de la région durant de la saison estivale.

Si la ruralité est une construction sociale, il faut se questionner sur la place des ruraux dans le processus de construction sociale de la ruralité. Les populations rurales, qui ne se sont d'ailleurs pas homogènes, n'exercent que peu de contrôle sur l'opinion publique. Elles ne s'expriment guère ; elles n'exercent pas beaucoup leur droit de parole. Participant faiblement au processus de construction sociale de la ruralité en une notion ayant un sens pour la communauté plus vaste, elles se trouvent à vivre quotidiennement une réalité qui est globalement définie par d'autres. Ce qui entraîne souvent de la dissonance ; par exemple, au moment où on valorise la dimension paysagère du ruralité, comment les ruraux peuvent-ils apprécier une telle dimension d'un environnement qui n'arrive plus, pour plusieurs d'entre eux, à les faire vivre. Ou encore, au moment où on découvre la valeur environnementale de la ruralité, pour les ruraux, voilà un trait de la civilisation rurale qui est intrinsèque à leur culture car c'est le respect de cet environnement qui a assuré leur survie depuis des siècles.

Mais cette faible appropriation des ruraux d'une capacité de dire leur monde, de le nommer, de le décrire, d'en signifier les enjeux de développement ne semble pas s'améliorer dans le conjoncture actuelle où la ruralité intéresse tout à coup les populations urbaines. Ces dernières demandent maintenant aux ruraux des comptes sur leur manière de protéger l'environnement tout en produisant une alimentation saine. Tout se passe comme si la ruralité devient soudainement une affaire trop sérieuse pour la laisser aux seuls mains des ruraux. Par ailleurs, que la ruralité devienne un matière de discussion et de choix collectifs pourrait être un chance à saisir pour les ruraux. Ils peuvent alors faire valoir leur droit à participer pleinement aux débats, une participation citoyenne qui ne devrait pas leur être déniée. Pendant ce temps, de nouvelles formes d'occupation des territoires ruraux se mettent en place mais nous sommes mal outillés pour rendre compte de cette mutation silencieuse dans nos campagnes.

Conclusion

Notre ambition était de construire une sociologie historique des études rurales québécoises, une entreprise qui dépasse largement le cadre du présent article. Aussi, nous avons plutôt rassemblé quelques matériaux pour entreprendre ce nécessaire travail qui nous amène au cœur des débats sociologiques contemporains. En effet, il s'agit de comprendre, dans un même mouvement de pensée, ce qui fait la spécificité d'un fait social donné, la ruralité, et sa diversité ou sa variance. Nous avons aussi été amené à montrer comment le choix d'une méthode sociologique n'est pas totalement indépendante des représentations sociales dominantes. Au moment où la société québécoise se représentait les milieux ruraux comme une réalité relativement homogène, alors qu'il y avait pourtant une différenciation assez forte entre la ruralité de la vallée laurentienne et celles de nouveaux territoires de colonisation qui deviendront les régions périphériques d'aujourd'hui, c'est la production des monographies de familles ou de villages ruraux qui a occupé une science sociale québécoise naissante. Mais dès que l'idée d'une diversité rurale est devenue évidente, et que des interventions publiques visant les milieux le plus défavorisés ont été planifiées, la construction de typologies capables de rendre compte de cette variance rurale est devenue une préoccupation des milieux scientifiques. Les processus de construction sociale de la ruralité contemporaine sont actuellement questionnés par des travaux qui tentent de prendre justement en compte une perspective constructiviste qui, avec Giddens, montre les dynamiques de structuration sociale de plusieurs objets qui se présentent souvent comme réalités objectives.

La sociologie québécoise qui est d'ailleurs née sur le signe d'une sociologie rurale a adopté, dès ses premiers travaux, la démarche monographique jusqu'au moment où on l'a décrié parce qu'incapable de proposer des analyses explicatives et généralisantes. Pourtant, rétrospectivement, on constate que ces grandes monographies nous ont offert des analyses fines de la réalité sociale vécue et une bonne compréhension du fonctionnement de cette société rurale même si les auteurs ont toujours tendance à idéaliser les situations et à confondre leurs visions personnelles avec l'étude objective de la réalité. Si les approches typologiques apparaissent plus rigoureuses, elles ne sont pas pour autant insensibles à certains choix méthodologiques arbitraires.

Avec le raffinement des outils méthodologiques servant à mesurer la variance rurale, on constate que peu importe la liste des variables retenues, dès lors qu'elles ont un lien vraisemblable avec le processus de dévitalisation rurale, on retrouve effectivement une proportion d'environ 20% des collectivités rurales s'inscrivant dans une dynamique de « défavorisation ». Mais les communautés rurales québécoises vivant une dynamique de dévitalisation et elles ne sont pas également réparties sur le territoire québécois. Elles sont très nettement sur-représentées dans les régions dites périphériques comme la Gaspésie, le Bas Saint-Laurent et l'Abitibi-Témiscamingue.

Nos études de cas sur trois territoires mercéens exemplaires de trois modèles de développement rural et de représentation de la ruralité, et même de gouvernance, permettent d'aller au-delà des intentions initiales de recherche, soit la caractérisation de la variance de la ruralité québécoise. Car nous avons découvert que nous sommes en face de

trois modèles de développement territorial qui impliquent des modes de régulation sociale spécifique et autant de modes de gouvernance locale, entendue ici comme mode de prise de décision politique. Ces trois modèles caractérisent bien l'histoire rurale du Québec. De nombreux territoires ruraux, surtout dans les régions périphériques, doivent leur ouverture au peuplement et leur développement subséquent à la grande entreprise, notamment dans le secteur forestier. Dans la vallée laurentienne, c'est la petite entreprise avec des agriculteurs propriétaires de leurs terres qui a été le modèle d'occupation du sol privilégié et qui a généré une culture rurale valorisant l'entrepreneuriat tant individuel que collectif. Finalement, sur certains territoires, c'est l'implication directe et décisive de l'État qui a assuré l'installation ou la pérennisation des établissements humains. La connaissance des réalités rurales et territoriales tout comme une meilleure compréhension des dynamiques de développement territorial nous semblent alors bien servies par la mise en perspective que permet la démarche typologique. Mais il faut espérer un retour de la grande tradition monographique, seule capable de rendre compte la complexité dans une démarche analytique où les données de l'environnement biophysique et humain se croiseront avec le discours compétent des acteurs sociaux maintenant réputés capables d'exprimer et de comprendre leurs mondes, les monde ruraux.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette exploration des représentations de la ruralité dans la littérature en sciences sociales permet de faire une première observation : cette réalité sociale est changeante, en mutation, en restructuration, en recomposition et ces savoirs ont une difficulté évidente pour la décrire, la caractériser. Quand la ruralité est fortement teintée par l'activité agricole qui en modèle ses paysages, les choses sont relativement simples. Mais quand les territoires ruraux sont l'objet de multiples usages et ce, dans une dynamique de forte interdépendance avec la ville, dont les résidents ont aussi des représentations et des projets pour les campagnes, les choses deviennent très complexes.

Plusieurs visions de la ruralité se croisent et s'entrecroisent et elles contribuent à ce que nous appelons le processus de construction sociale de la ruralité. Une de ces représentations qui consiste à considérer le monde rural comme un immense réservoir de biens publics (avec les aménités environnementales) devant servir au bénéfice de toute la société, voire de l'humanité (comme l'eau potable) est en train de se forger et de s'imposer comme le pensent nos collègues européens, et ce serait celle de la « publication » des campagnes⁷¹. On entend par là cette représentation qui veut que la ruralité soit devenue un milieu naturel de grande valeur, une sorte de bien public, que ce soit sur les terres publiques ou sur les terres privées car si le producteur agricole fait des viandes ou des céréales, il aménage un espace qui peut générer une valeur esthétique en soi et qui est recherché. Tellement recherché qu'une agriculture plus traditionnelle dans les vallons des Cantons-de-l'Est est devenue une zone d'habitat, toujours rural par sa faible densité d'ailleurs recherchée, par des nouveaux arrivants des villes, et donc une sorte de campagne post-agricole⁷².

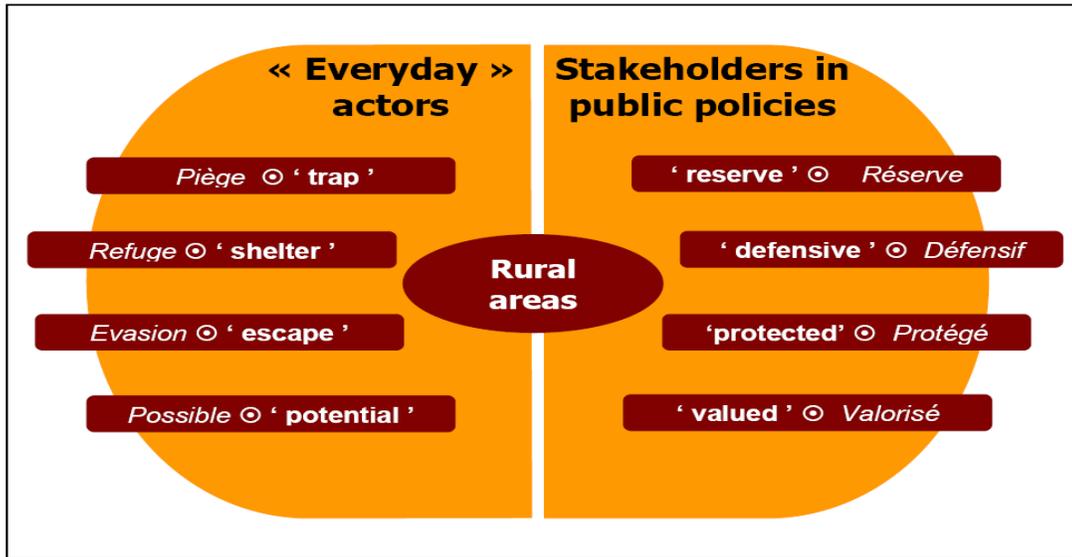
Dans le schéma présenté plus bas et réalisé à la suite d'une enquête auprès de jeunes ruraux dans le sud-ouest de la France par des étudiantes et étudiants de l'Équipe « Dynamiques rurales » de l'Université de Toulouse, les représentations du rural exprimées par les jeunes sont particulièrement intéressantes⁷³. Elles se structureraient en quatre grandes visions : 1) le rural comme un piège (dont il faut s'évader); 2) le rural comme un refuge (qu'il ne faut donc pas quitter car il protège); 3) le rural comme lieu d'évasion (qui fait rêver); et 4) le rural comme potentiel, soit comme un espace où il est encore possible de faire des choses. Les équivalents anglais proposés par les auteurs de ces quatre figures de la ruralité pour ces jeunes ruraux sont tout aussi évocateurs : *trap*, *shelter*, *escape* et *potential*. Face à ces représentations, les auteurs ont aussi questionné les gestionnaires des politiques publiques rurales pour

⁷¹ On doit le terme à Philippe PERRIER-CORNET, voir : *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube – DATAR, 2002.

⁷² Nous avons rappelé à cet égard les travaux de Gérald DOMON. Voir *Paysage en perspective*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2005.

⁷³ Mélanie GAMBINO, Sandrine BACCONNIER, Sébastien RAYSSAC, *Emerging representations of rurality*, Communication présentée au colloque de la Regional Studies, *Europe at the Margins: EU Regional Policy, Peripherality and Rurality*, Angers (France), 15-16 Avril 2004.

découvrir que leurs représentations de la ruralité se construisaient autour de quatre grandes conceptions : le rural comme une « réserve » (d'espace, d'air pur, de paysages, etc.) ; 2) le rural comme un territoire à défendre (dans ses qualités actuelles intrinsèques); 3) le rural comme un territoire à protéger par des dispositifs pour qu'il garde ses propriétés; 4) le rural comme territoire à valoriser.



Dans les exercices de cartographie conceptuelle que nous avons faits dans le cadre de la présente étude, nous verrons si ces représentations circulent également dans le contexte québécois. Mais le constat qui se dégage ici, c'est que les représentations des jeunes ruraux ne sont pas vraiment les mêmes que celles des gestionnaires de politiques publiques. Ce constat est inquiétant, car si les représentations de la ruralité de l'État et ses appareils sont en porte-à-faux avec les représentations des ruraux, et notamment des jeunes ruraux qui feront la ruralité de demain, les chances sont moindres de voir des politiques publiques rurales qui tiennent compte des représentations de la ruralité des ruraux eux-mêmes. Car on peut raisonnablement penser que l'efficacité de ces politiques tient à leur capacité de justement prendre en considération les représentations de la ruralité par les ruraux eux-mêmes mais aussi celles des autres acteurs sociaux.

Une certaine crise des modèles de développement urbains - le nombre de personnes vivant en ville et souhaitant vivre à la campagne dans les sondages n'a jamais été aussi haut - semble alimenter des nouvelles représentations de la ruralité. Comme le dit un film populaire français, *Le Bonheur est dans le pré*. Les Britanniques parlent de la « Rural Idyll »⁷⁴ pour décrire cette idéalisation actuelle de la ruralité. Dans un tel contexte, il devient peu surprenant de voir une augmentation des conflits autour des usages des ressources et des espaces en lien avec la réalité multifonctionnelle de la

⁷⁴ Jo LITTLE and Patricia AUSTIN, "Women and the Rural Idyll" dans *Journal of Rural sociology* 12 (2) avril 1996, pp. 101-116. The existence of a 'rural idyll' has been widely accepted by social scientists working within the rural field.

ruralité et avec des représentations potentiellement conflictuelles de ces territoires. Ces conflits ne sont pas sans liens avec une méconnaissance trop grande des rapports d'interdépendance qui unissent les économies urbaines et rurales dans notre monde à l'ère de la globalisation et de la mondialisation. Cette nouvelle et nécessaire solidarité rurale-urbaine est mal comprise et il a là un travail nécessaire, entrepris par l'Université rurale québécoise (voir ANNEXE I) et qui doit se poursuivre.

L'exploration de cette littérature scientifique nous amène aussi à la conclusion que la que le « développement des milieux ruraux devient un enjeu important dans la construction du Québec de demain »⁷⁵ et que la politique rurale doit reconnaître le caractère multifonctionnel des territoires ruraux et proposer des dispositifs souples, décentralisés, co-gérés avec les ruraux, pour être capable de se moduler aux diverses réalités régionales et locales. Une telle perspective d'intervention, c'est aussi celle qu'on appelle de nos jours le développement territorial.

⁷⁵ Comme nous le disons dans la préface du présent rapport tiré d'un article intitulé « Les 101 mots pour comprendre le Québec », dans *L'Actualité*, Édition spéciale, Décembre 2005, p. 34

BIBLIOGRAPHIE

- ABRIC Jean-C. (2003), *Pratiques sociales et représentations*, PUF, 4ème édition, Paris, 252 p.
- ALPANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves. (2000), *Ruralités. Les campagnes entre terroirs et mondialisations*, Problèmes politiques et sociaux, n°842, 28 juillet 2000, La documentation française, Paris, 80 p.
- ASSOCIATION DES RURALISTES FRANÇAIS, Journée régionale de l'ARF, *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?*, Toulouse, Maison de la recherche, Université de Toulouse Le Mirail, 1998
- AUCLAIR, Sabine. *La recomposition des territoires ruraux: une analyse de trois types d'identité rurale (MRC Les Basques, MRC de Charlevoix-Est et MRC Maria-Chapdelaine)*. Mémoire de maîtrise, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 2002, 117 p.
- BASCOM, Jonathan, "Energizing" rural space: the representation of countryside culture as an economic development strategy, *Journal of Cultural Geography*, September 2001
- BEAUCAGE, Pierre, 1970, «Organisation économique et parenté à La Tabatière», *Recherches Sociographiques*, 11(1-2) : 91-116
- BERQUE, Augustin, Philippe BONNIN et Cynthia GHORRA-GOBIN (sous la direction de), *La ville insoutenable*, Éditions Belin, 2006, ISBN 2-7011-41-86-9
- BLANC, Michel, «La ruralité : diversité des approches» dans *Économie rurale*, no 242, décembre 1997, p 5-12
- BLANCHARD, Raoul, *Le Canada Français. Province de Québec*, Paris, Montréal, Librairie Arthème Fayard, 1960
- BODIGUEL Maryvinne, (1986), *Le rural en question*, L'Harmattan, Paris, 183 p.
- BOWLER, Ian and Christopher R. BRYANT (eds.), *Developing Sustainable Rural Systems* (Conference Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems). Pusan, Korea: Pusan National University Press, 2001, 513 p.
- BRETON, Yvan, 1970, «Morphologie sociale et mariage à St. Paul River», *Recherches Sociographiques*, 11(1-2) : 117-149;
- BONTRON, Jean-Claude *et al.*, *La recomposition du territoire : essai de typologie socio-économique des cantons français*, Paris, Société. d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées (SEGESA), 1992, 60 p.
- BONTRON, Jean-Claude, *La France des faibles densités*, Paris : Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées (SEGESA), 1977.

- BOUCHARD Gérard (1990). « L'historiographie du Québec rural et la problématique nord-américaine avant la Révolution tranquille. Étude d'un refus », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 44, no 2 (automne), pp. 199-222.
- BRYANT, Christopher, (eds.), *Developing Sustainable Rural Systems* (Conference Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems). Pusan, Korea: Pusan National University Press, 2001, 513 p.
- CÔTÉ, Serge et Robert LAVERTU, *Régions et interrelations économiques au Québec*, Québec, OPDQ (Office de planification et de développement du Québec, Collection « Dossiers en développement régional, 1992, 216 p.
- CHAREST, Paul et TREMBLAY, Marc-Adélar, 1967, « Isolement et vision du monde à Saint-Augustin », *Recherches Sociographiques*, 8(2) : 151-176.
- COURVILLE, Serge (sous la direction de), *Atlas historique du Québec* Tome 1, *Le pays laurentien*, 1995, Tome 2, *Population et territoire*, 1997 et Tome 3, *Le territoire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1997
- COURVILLE, Serge *Le Québec: genèses et mutations du territoire : synthèse de géographie historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2000, 508 p. et même auteur : « Les morphologies du passé » dans *Recherches sociographiques* 26, (1-2), 1985, pp. 203-207
- DI MEO Guy (1998), *Géographie sociale et territoires*, collection fac géographie, Nathan, Paris, 320 p.
- DI MEO Guy. (dir.) (1996), *Territoire du quotidien*, collection Géographie Sociale, L'Harmattan Inc., Paris, / Montréal, 208 p.
- DIONNE, Stève, Typologie de la ruralité bas-laurentienne dans l'Atlas du Bas-Saint-Laurent : <http://www.uqar.quebec.ca/atlasbsl/index.htm> (consulté le 2 octobre 2005)
- DUGAS, Clermont, *Un pays de distance et de dispersion*, Sillery, Presses de l'Université du Québec (PUQ), 1981.
- DUGAS, Clermont, *Les régions périphériques. Défi au développement du Québec*, Sillery, PUQ, 1983;
- DUGAS, Clermont, "Marginalité économique et mobilité géographique dans l'espace rural québécois" dans *Recherches Sociographiques* 29 (2/3), 1988, pp. 431-444.
- DESROSIERS, Lawrence, *Hiérarchie des municipalités de l'Est du Québec*, Rimouski, ministère des Affaires municipales, 1970.
- FALARDEAU, Jean Charles et Philippe Garigue, *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968, 179 p.
- GARIGUE, Philippe, *La vie familiale des Canadiens français*, Sillery, Québec : Presses de l'Université du Québec, 1962, 142 p.

- GAULDRÉE-BOILLEAU, Charles-Henri-Philippe, *Paysan de Saint-Irénée*, In., Frédéric Le Play, *Ouvriers des deux mondes*, tome V, no 39, 1875.
- GÉRIN, Léon, 1938, *Le type économique et social des Canadiens*, Montréal, Éditions de l'ACF.
- GÉRIN, Léon, *L'habitant de Saint-Justin*, mémoires et comptes rendus de la Société Royale du Canada, série II, tome IV, 1898.
- GÉRIN, Léon, *Le type économique et social des canadiens : milieux agricoles de tradition française*, 2e éd, Montréal, Fides , Coll. « Bibliothèque économique et sociale » 7, 1948, 221 pages.
- GIDDENS, Antony, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1984, 474 p.
- GIDDENS, Antony, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, 192 p.
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC, *Politique nationale de la ruralité. Un vision d'avenir. Des communautés rurales innovantes pour une occupation dynamique du territoire québécois*, Québec, ministère des Régions, déc. 2001, 73 p.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY, *Histoire économique et sociale du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, 436 p.
- HARVEY, Fernand, "L'histoire régionale, rurale et urbaine" dans Jacques ROUILLARD, *Guide d'histoire du Québec du Régime français à nos jours. Bibliographie commentée*, Montréal, Méridien, 2e éd., 1993.
- HUGHES, Everett Cherrington, *Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal : Boréal Express, 1972, 390 p. (Première édition : Montréal, Éditions Lucien Parizeau, 1945).
- FORTIN, Gérald, 1961, «Les changements socioculturels dans une paroisse agricole», *Recherches Sociographiques*, 2 (2) : 151-160.
- FORTIN, Gérald, *La fin d'un règne*, Montréal : Hurtubise HMH, 1971, Coll. "Sciences de l'homme et humanisme" no 3, 397 p.
- FORTIN, Gérald Une classification socio-économique des municipalités agricoles du Québec » dans *Recherches sociographiques* (1), 2, 1980, pp.207-216
- FORTIN, Gérald et Louis-Marie TREMBLAY, « Les changements d'occupations dans une paroisse agricole » dans *Recherches sociographiques* (1960, 1, 4 : 467-495)
- FROUWS, Jaap, «The Contested Redefinition of the Countryside. An Analysis of Rural Discourses in the Netherlands », dans *Sociologia Ruralis*, 38 (1) 1998, pp. 54-68.
- FORTIN, Gérald, «L'étude du milieu rural», *Recherches sociographiques*, 3(1-2) : 105-116.
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC, *Politique nationale de la ruralité. Un vision d'avenir. Des communautés rurales innovantes pour une occupation dynamique du territoire*

- québécois, Québec, ministère des Régions, déc. 2001, 73 p. Voir aussi : <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/publications/> GUMUCHIAN, Hervé, *Représentations et aménagement du territoire*. Coll. Géographie. Paris, Éditions Économica, 1991, 143 p.
- HALFACREE K. H. (1993), « Locality and social representation: space, discourse and alternative, definition of the rural », *Journal of rural Studies*, vol. 9-1, pp. 23-41.
- HALFACREE K. H. (1999), « Talking about rurality: social representations of the rural as expressed by the residents », *Journal of Rural Studies*, vol. 11 (1), pp. 1-20.
- JEAN, Bruno, *Territoire d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997.
- JEAN, Bruno (dir.) *La ruralité en question: réalité sociale et théorie sociologique*, Rimouski, GRIDEQ, Actes et instruments de la recherche en développement régional (1), 1985, 82 p..
- JEAN, Bruno, « La construction sociale de la ruralité » dans Philippe Poullaouec-Gonidec, Sylvain Paquette et Gérald Domon (sous la direction de), *Le temps du paysage*, Montréal, Les Presses de L'Université de Montréal, 2003, pp. 105-124 .
- JEAN, Bruno, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Sillery, PUQ (Presses de l'Université du Québec), 1985, 431 p.
- JEAN, Bruno, Les espaces ruraux en mutation. Vers un typologie des dynamiques rurales” dans *Géographie sociale* (12), 1992, pp. 497-506 (Actes du colloque *Quelles campagnes pour demain*, Rennes, février 1991; cette revue est publiée par le Centre de Publications de l'Université de Caen, ISBN 2-905461-76-4)
- JEAN, Bruno, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Sillery, PUQ (Presses de l'Université du Québec), 1985
- JEAN, Bruno, "La question rurale: la ruralité et sa sociologie", dans *Recherches Sociologiques* 20 (3), 1989, pp. 287-309, Louvain la Neuve, Centre de sociologie rurale et urbaine, Université Catholique de Louvain, numéro thématique intitulé: *Sociologie rurale ou sociologie du rural?*
- JEAN, Bruno, *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université du Québec à Rimouski, 1997
- JEAN, Bruno et Augustin ÉPENDA MUTEBA WA, « Le capital social et le développement des « capacités de développement » des communautés rurales : les enseignements d'une étude canadienne », dans la *Revue d'Économie régionale et urbaine*, no 3, 2004, (Poitiers, France), p. 673-694.
- _____, « La construction sociale de la ruralité » dans Philippe Poullaouec-Gonidec, Sylvain Paquette et Gérald Domon (sous la direction de), *Le temps du paysage*, Montréal, Les Presses de L'Université de Montréal, 2003, pp. 105-124
- _____, « La question rurale. La place de la modernité avancée et la recomposition des systèmes ruraux au Québec » dans *Les Carnets de l'Observatoire des rapports entre*

rural et urbain, (UMR Dynamiques sociales et recomposition des espaces du CNRS, LADYSS), No 2, Janvier 2004, pp. 5-31

JEAN, B., J. CHEVALIER, J-L. KLEIN et N. SZTOKMAN, (sous la direction de), *De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socioterritoriales*, Rimouski-Chicoutimi-Nantes, Co-édition GRIDEQ / GRIR / CNRS (URA 915), 1991, 354 p.

JOLLIVET, Marcel et Nicole MATHIEU (sous la direction de), *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui* Paris, L'Harmattan, 1989

KALAOLA, Bernard, *Au-delà de la nature, l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 1998

KAYSER, Bernard (1990), *La Renaissance rurale, sociologie des campagnes du monde occidental*, Armand Colin, 316 p.

KAYSER, Bernard ,(1992), « L'avenir des espaces ruraux : choix de société et volonté politique », *Futuribles*, Paris, pp. 3-27.

KAYSER, Bernard ,(1996), *Ils ont choisi la campagne*, collection l'Aube Poche, éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 205 p.

LACASSE, Odette « Les rapports urbains-ruraux et la construction de la modernité » dans *Recherches sociographiques*, 40 (3), 1999, pp. 467-499

LASSERRE, Frédéric et LECHAUME, Aline (dir). *Le territoire pensé. Géographie des représentations territoriales*. Coll. Géographie contemporaine. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003.

Le FLOCH S. et TERRASSON D., 1995, « Enjeux écologiques et sociaux autour d'un paysage rural : le développement de la populiculture dans les « basses vallées » angevines », *Natures, Sciences et Sociétés*, 3, 2, 1995, pp. 129-143.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain, 1867-1929*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1979, 658 p. et *Le Québec depuis 1930*, Boréal, 1986

MARSDEN, Terry *et al.*, *Constructing the Countryside*, Londres, UCL Press, 1993, 220 p.

MATHIEU, Nicole,, « La notion de rural et les rapports villes/campagne en France durant les années 1990 » dans *Économie rurale*, No 247, 1999 :

MATHIEU, Nicole, « Relations ville-campagne : quel sens, quelle évolution ? » dans la Revue *POUR (France)*, Grep, juin 2004 ;

MENDRAS, Henri et Marcel JOLLIVET (éd.). *Les collectivités rurales françaises*, Paris, A. Colin, 1971, tome 1 et *Sociétés paysannes ou luttes de classes au village*, Paris, A. Colin, 1974, tome II.

MINER, Horace, *Saint-Denis : a french-canadian parish*, Chicago, University of Chicago Press, c1930, Coll. "Phoenix Books no 108, 299 p. HMH, 1985, Coll. « Sciences de l'Homme et humanisme » No 11, 392 p. Traduit en français par Jean-Charles

- FALARDEAU, voir : *Saint-Denis : un village québécois*, LaSalle (Québec), Hurtubise HMH, 392 p.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE (FRANCE), *Plan stratégique national de développement rural 2007-2013*, Version 4 (Document de travail) 7 novembre 2005 (extrait p. 28-30)
- MOREUX, Colette, 1969, *Fin d'une religion. Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal,
- MORMONT, Marc, « Who is rural? Or How to be Rural. Toward a sociology of rural » dans Terry MARSDEN, Philip LOWE et Sarah WHATMORE (EDS), *Rural Restructuring*, Londres, David Fulton, 1990.
- MORMONT Marc (1990), « Who is rural ? Or how to be rural : towards a sociology of the rural », in MARSDEN T., *Rural Restructuring : global processes and their responses*, Fulton, London, 197 p.
- MORMONT MARC (1996), « Le rural comme catégorie de lecture du social » in JOLLIVET M., EIZNER N. (dir.), *l'Europe et ses Campagnes*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, pp.161-176.
- ORKA, Jukka et Pertti RANNIKKO, « The Changing Meanings of Rurality Challenge Rural Policies » dans *Finnish Journal of Rural Research and Policy*, English Supplement 1996.
- PAQUETTE, Sylvain, « Changing ruralities, changing landscapes. Exploring social recomposition using a multi-scale approach » dans *Journal of Rural Studies*, XIX (4), 2003, pp. 425-444.
- PERRIER-CORNET, Philippe, , (2002). *A qui appartient l'espace rural ?*. La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aude, 137 p.
- PERRIER-CORNET, Philippe, « La dynamique des espaces ruraux dans la société française » dans Jean-Pierre SYLVESTRE (dir.), *Agriculteurs, ruraux et citadins : les mutations des campagnes françaises*, Dijon, CRDP de Dijon et Éducagri, pp. 31-55.
- PERRIER-CORNET, Philippe. «Les Français et l'espace rural. Perceptions communes et pratiques différenciées», dans *Économie et humanisme*, no 362 (octobre 2002), pp. 26-30.
- PERRIER-CORNET, Philippe (dir.), *Repenser les campagnes*, Paris, Éd. de l'Aube-DATAR, 2002, 280 p.
- POULLAOUËC-GONIDEC, Philippe; PAQUETTE, Sylvain et DOMON, Gérald. *Les temps du paysage*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003, 282 p.
- POLÈSE, Mario et Richard SHEARMUR (avec la collaboration de Pierre-Marcel Desjardins,), *La Périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique/INRS-Urbanisation, culture et société, 2002, 237 p.

- REDFIELD, Robert, *The little community and Peasant society and culture*, Chicago, University of Chicago Press , 1973, c1956
- RIOUX, Marcel, 1957, *Description de la culture de l'Île Verte* , Ottawa : Imprimeur de la reine, Musée national du Canada, Bulletin 133, *Série Anthropologique* 35, 98 p.
- RIOUX, Marcel, 1965, *Belle-Anse*, Ottawa : Imprimeur de la reine, Musée national du Canada, Bulletin 138, *Série Anthropologique* 37, 125 p.
- ROY, Louis, Sylvain PAQUETTE et Gérald DOMON, « La campagnes des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique » dans *Recherches sociographiques*, XLVI (1), 2005, pp. 35-65.
- SÉGUIN ,Normand, *Agriculture et colonisation au Québec: aspects historiques*, Montréal, Boérial Express, 1980, 220 p. et
- SÉGUIN ,Normand, *La conquête du sol au XIXe siècle*, Sillery, Éditions du Boréal Express, 1997, 295 p.
- SIMARD, Majella, *Fragilité et disparités territoriales de développement dans l'espace rural québécois. Caractérisation et identification des principaux problèmes des localités en restructuration*, UQAR, Chaire de recherche du Canada en développement rural et CRDT (Centre de recherche sur le développement territorial), Rapport de recherche no 1, Programme de recherche sur les milieux ruraux québécois, *Les milieux ruraux québécois en restructuration :diagnostic et prospective*, octobre 2002, 152 p. (rapport disponible sur le site Internet au CRDT à www.uqar.qc.ca/crdt).
- SIMARD , Myriam, « Espace rural et culture » dans Denise LEMIEUX (dir.) *Traité de la culture*, (Chapitre 8), Québec, Éditions de l'IQRC, 2002
- TREMBLAY, Marc-Adélar, CHAREST, Paul et BRETON, Yvan, 1969, *Les changements socioculturels à Saint-Augustin : contribution à l'étude des isolats de la Côte-Nord du Saint-Laurent*, Québec, Presses de l'Université Laval, Coll. «Travaux et documents du Centre d'études nordiques», 169 p.
- TREMBLAY, Marc-Adélar et Gérald GOLD, 1973, *Communautés et culture : éléments pour une ethnologie du Canada Français*, Montréal, Éditions HRW, 428 p. (Version anglaise : *Communities and culture in French Canada*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1973, 364 p.).
- VACHON , Bernard (sous la direction de), *Le Québec rural dans tous ses états. Textes produits aux États Généraux du monde rural*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 309 p. On peut mentionner ici la création de la *Chaire Desjardins en développement des petites collectivités* de l'UQAT, une région où les petites collectivités sont particulièrement nombreuses.

ANNEXE I

Exposé d'ouverture, Université rurale québécoise en Outaouais, Maniwaki, le 12 septembre 2005

Rebâtir une nouvelle solidarité rurale-urbaine : les conditions gagnantes

Bruno JEAN

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement rural de l'Université du Québec à Rimouski et Directeur scientifique du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT). Fondateur avec d'autres professeurs du Réseau de l'Université du Québec de l'Université rurale québécoise

L'Université rurale québécoise, une initiative de formation des acteurs du développement rural, tient ces jours-ci ses cinquièmes assises en Outaouais sur le thème « Bâtir une solidarité rurale-urbaine ». L'identification des conditions gagnantes pour des rapports urbains-ruraux mutuellement profitables émerge d'une longue réflexion où, réunis en université rurale, les ruraux ont pris conscience de la nécessité de re-penser les liens d'interdépendance qui les relient au reste de la société et dont dépend la viabilité des économies rurales.

Les précédentes universités rurales ont posé un diagnostic inquiétant sur la situation du monde rural québécois qu'on peut résumer en trois grands constants :

- 1) les ruraux observent une « *accélération du phénomène de dévitalisation ou de désertification des régions rurales isolées ou éloignées des zones métropolitaines* »; ils expriment un constat du maintien des disparités rurales-urbaines;
- 2) les ruraux dénoncent « *le traitement discriminatoire de la campagne par rapport à la ville* » surtout au niveau des politiques publiques trop sensibles à la dimension électorale dans nos démocraties représentatives;
- 3) ils constatent « *la défaillance des mécanismes de soutien au processus de développement mis en place par le gouvernement* » ; cette opinion remonte avant la mise en place de la Politique rurale québécoise qui semble plutôt bien reçue dans ces milieux.

Avec l'Université rurale québécoise, nous avons appris que nous pouvons apprendre des ruraux. Il s'agit ici d'une véritable révolution copernicienne dans la manière de poser la question rurale-urbaine. Car on pense généralement que c'est la civilisation urbaine qui apporte au monde rural les biens et les connaissances dont il a besoin pour sa gouverne et son développement.

La nouvelle solidarité rurale-urbaine à bâtir devra donc reposer sur la reconnaissance par les urbains et la plus vaste société du fait que les ruraux ont des choses à nous apprendre tout simplement parce qu'ils ont beaucoup appris dans ces trois domaines conduisant au

développement durable : 1) la mise en valeur de leur environnement naturel; 2) la gestion de leur développement économique; 3) l'aménagement de leur organisation sociale.

Cette créativité des ruraux s'est traduite par un ensemble d'innovations sociales et institutionnelles, nombreuses et mal connues, qu'ils ont été capables de mettre en place. Ces innovations offrent des modes de vie alternatifs, différents, d'autres valeurs, des modèles organisationnels et institutionnels inédits qui se répandent souvent dans le reste de la société. Par exemple, les « caisses populaires » se sont déployées d'abord en milieu rural et des concepts comme l'autogestion y ont été expérimentés d'une manière originale qui a enrichi cette notion elle-même.

Les constats de la recherche récente sur les milieux ruraux

La recherche rurale est sous-développée, à l'image de la réalité rurale elle-même mais elle propose quelques constats dont les acteurs du développement rural devraient prendre la mesure.

Premier constat : on ne sait pas trop où commence et où finit le rural tout comme l'urbain d'ailleurs. Ce sont des catégories qui sont socialement construites, des conventions qui ne réfèrent pas à des réalités objectives indépendantes du regard qu'on porte sur elles.

Deuxième constat : les catégories de rural et urbain se brouillent; certains chercheurs remettent alors en cause leur pertinence car elles seraient peu significatives dans un monde caractérisé par une commutation constante entre le rural et l'urbain, créant de nouveaux espaces régionaux intégrés, de nouvelles dynamiques de développement local, ou de développement territorial.

Troisième constat : la ruralité est toujours vivante dans nos sociétés post-modernes. Les recompositions socio-spatiales en cours révèlent l'apparition de nouveaux usages, de nouvelles catégories d'acteurs (les agriculteurs devenant un acteur rural fortement minoritaire), de nouveaux conflits et de nouvelles représentations de la ruralité donnant sens à des revendications et à de nouvelles visions du développement rural.

Quatrième constat : selon un courant de pensée en développement régional, la classique opposition villes – campagnes fait maintenant place à une nouvelle opposition entre les zones métropolitaines où se concentrent la population et la richesse et les territoires non-métropolitains où l'avenir est incertain.

Cinquième constat : avec la montée de la prise de conscience écologique, les populations urbaines s'intéressent de nouveau aux campagnes pour questionner les pratiques productives des ruraux, notamment des agriculteurs. Se trouve alors posé un problème d'acceptabilité sociale de l'agriculture et des autres activités rurales comme la foresterie ou les pêches.

Nous pouvons conclure de ces constats que la recherche rurale devra s'attabler à un travail urgent : rendre intelligible l'interdépendance rurale-urbaine

Le nécessaire dialogue entre des partenaires et non des adversaires

Malgré les difficultés de construire un dialogue efficient entre urbains et ruraux, c'est sans doute dans cette direction que va se construire une nouvelle et solide solidarité rurale-urbaine pour dépasser les actuelles incompréhensions des liens unissant ces deux mondes. Les rapports urbains-ruraux se sont construits dans une histoire qui ne manque pas de singularité car la ruralité a servi un projet géopolitique d'occupation du territoire, lequel reste encore un défi actuel.

Nous vivons une métropolisation également singulière avec une armature urbaine déséquilibrée; d'un côté, des « capitales régionales » et des petites villes et de l'autre, une métropole qui, avec ses banlieues, concentre près de la moitié de la population du Québec.

Ce qui est inquiétant avec cette métropolisation, c'est la désarticulation entre l'économie de la métropole montréalaise (et ses créneaux comme l'aéronautique, la pharmacie, l'ingénierie, etc.) et l'économie des régions du Québec qui au lieu de se conforter mutuellement sont dans une relative indépendance. Le dynamisme économique de Montréal ne se diffuse donc pas dans les régions; et ces économies régionales ne contribuent guère à soutenir celle de la métropole.

Une telle situation n'est pas de nature à aider les citoyens urbains à prendre conscience de l'interdépendance urbaine-rurale. Par exemple, ce sont des équipements hydro-électriques installés dans les régions rurales qui fournissent une énergie relativement bon marché aux populations urbaines contribuant ainsi à leur prospérité mais un tel lien n'est guère expliqué et ni compris par les populations urbaines. Pour les sciences sociales, il y a ici un champ de connaissance à construire : rendre intelligible l'interdépendance rurale-urbaine.

LES CONDITIONS GAGNANTES D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE RURALE-URBAINE

Pour passer du monologue rural-urbain actuel à un véritable dialogue, il faut que les populations urbaines reconnaissent:

- 1) l'apport indéniable des activités et des ressources rurales à la prospérité urbaine ;
- 2) la capacité des ruraux à gérer leurs affaires (sociales, politiques et économiques);
- 3) la nécessité d'une instance politique, capable d'assurer une nouvelle gouvernance rurale-urbaine et où les ruraux auront une voie réelle.

De leur côté, les ruraux doivent :

- 1) accepter leur nouveau rôle de protecteurs des écosystèmes naturels dans le cadre d'une approche multifonctionnelle des territoires ruraux et d'un contrat social renouvelé avec le reste de la société;

- 2) comprendre la légitimité des demandes urbaines de protection de l'environnement, des ressources naturelles et qu'ils sont prêts à les aider pour réaliser cette nouvelle finalité du développement rural;
- 3) reconnaître le droit de regard revendiqué par les urbains sur la manière dont ils gèrent les ressources rurales qui sont pour une part des biens publics.

Mais il reste une question fondamentale : quel sera le lieu où pourra se construire la nouvelle gouvernance des rapports urbains – ruraux au Québec. Il faudra bien plus qu'une politique rurale et sa « clause territoriale ». Deux tiers des MRC du Québec sont dites « rurales » au sens où ce sont des territoires sans villes-centre de plus 10,000 habitants; il faut penser des modèles de développement appropriés à de tels territoires décidément non métropolitains et qui veulent, avec des préfets élus ou autrement, aménager leur avenir.

Nous devons exercer notre responsabilité et notre solidarité en faveur des milieux ruraux qui rendent d'éminents services (par la production de biens collectifs) à toute la société. Les résidents de grandes métropoles comme Tokyo et New York l'ont bien compris dans le cas de l'approvisionnement en eau potable. L'État doit alors redistribuer aux populations rurales des ressources publiques pour qu'elles puissent continuer à réaliser une mission élargie et qui intéresse toute la société. C'est une des manière par les quelles qu'on peut passer des bonnes intentions à une solidarité rurale-urbaine active et qui reconnaît mieux la profonde interdépendance entre les mondes urbains et les mondes ruraux.

ANNEXE 2

RÉALITÉ SOCIALE ET THÉORIE SOCIOLOGIQUE : NOTES SUR LA QUESTION RURALE EN SOCIOLOGIE⁷⁶

Bruno JEAN

Université du Québec à Rimouski

Le présent séminaire se veut l'occasion de lancer une nécessaire réflexion sur les problématiques mises en oeuvre dans un champ du savoir, les études rurales. La "question rurale" veut désigner l'équivoque du "rural" comme réalité empirique et comme objet construit d'une théorie dans les disciplines qui en rendent compte et qui nous en parlent avec des notions ou concepts comme "société rurale", "société paysanne", "paysannerie", "monde rural", "milieu rural". Il s'agit de lire une revue comme *Rural Society* pour voir comment, périodiquement, on se questionne sur la définition de cette réalité et de cet objet que la "sociologie rurale" aurait pour mission de rendre intelligible. Il s'agit donc d'introduire un débat épistémologique, c'est-à-dire mettre à jour les procédures de construction des paradigmes à l'origine de la production des connaissances dans ce champ du savoir.

Ce projet est par trop ambitieux: un immense champ de réflexion s'ouvre ici et il faut le baliser quelque peu. Ce travail m'apparaît toutefois nécessaire car la conjoncture actuelle - tant sur le terrain des pratiques sociales que sur celui de la production de la connaissance - le réclame. Pour des raisons différentes, urbains et ruraux revendiquent le "rural"; malgré l'avènement de la "société urbaine" comme cadre social dominant des sociétés industrielles avancées, la ruralité n'est pas un résidu et nécessite, pour

⁷⁶ Ce texte a été publié il y a plus de vingt ans par le GRIDEQ. Voir : JEAN, Bruno (dir.) *La ruralité en question: réalité sociale et théorie sociologique*, Rimouski, GRIDEQ, *Actes et instruments de la recherche en développement régional* (1), 1985, 82 p.. A la suite de la reproduction intégrale de cet article ici, nous proposons quelques extraits de l'article de l'anthropologue Lise Pilon-Lé qui proposait, dans cet ouvrage, une typologie intéressante du discours des intellectuels québécois sur l'agriculture et le monde rural. Rétrospectivement, on constate qu'elle s'arrête avec le moment où elle écrit et où une certaine lecture marxiste était populaire; il faut bien constater que depuis quelque trente ans, le monde rural qui se donne à voir a passablement changé et pas vraiment dans le direction de la lecture proposé par cette grille marxiste plus tourné vers la compréhension du passé que de l'anticipation de ce qui allait advenir des milieux ruraux.

l'avancement même de la connaissance, une réflexion nouvelle sur la conceptualisation qu'on peut en faire. Je ne présenterai ici que des observations sommaires, sans un ordre logique, et qui visent plutôt à démontrer la nécessité d'un pareil travail et à identifier quelques questions qu'il faut se poser à cette étape initiale de la démarche souhaitée.

En entrée de jeu, il faut bien constater que le milieu rural a toujours été une préoccupation secondaire pour la sociologie qui s'est plutôt instituée avec le développement des milieux urbains et industriels, phénomène historique majeur que cette discipline s'est donné comme mandat de comprendre. On dit souvent que la sociologie est la fille de la Révolution française ou de la Révolution industrielle; ce sont les problèmes sociaux liés à ces mutations sociales qui ont inspiré les précurseurs, comme les classiques de la sociologie de Auguste COMTE à Max WEBER en passant par Karl MARX et Emile DURKEIM. Ce faisant l'étude du milieu rural était laissée à la géographie qui en rend compte dans son analyse de phénomènes spatiaux avec des concepts comme celui de "région naturelle" et à l'économie qui, se préoccupant de développement économique, a étudié l'agriculture comme activité productive.

Un peu paradoxalement, au Québec, la sociologie est née sous le signe de l'étude du milieu rural. On identifie souvent la monographie *Paysan de St-Irenée* de Charlevoix (1862) de Gauldrée-Boileau⁷⁷, ce consul français de New-York s'inspirant de la méthodologie de Frederic DE PLAY et, plus encore, *L'Habitant de St-Justin* de Léon GERIN comme nos premiers travaux de sociologie québécoise. Cette discipline se développera ici avec la venue des anthropologues de l'École de Chicago (R. REDFIELD, H. MINER et E.C. HUGHES) qui produiront des monographies de collectivités rurales qu'ils considèrent comme un bon exemple empirique de la "folk society". À peu près à la même époque, la sociologie québécoise initie une tradition de recherche s'inspirant du paradigme "société traditionnelle, société moderne". Le milieu rural est alors associé à la société traditionnelle et il ne peut alors y avoir un grand avenir, car toutes les sociétés vont dans le sens d'une marche, d'un passage vers la société moderne. En effet, ce

⁷⁷ Reproduit dans *Paysans et ouvriers québécois d'autrefois*. Québec, P.U.L., Cahiers de l'Institut d'histoire, no 11, 1968, pp. 14-68. Le texte fut publié à l'époque à Paris en 1875 dans une collection "Ouvriers des deux mondes" éditée par la Société d'économie sociale fondée par Le Play.

paradigme laisse croire que le milieu rural est ce qui doit devenir autre et nous laisse démunis pour étudier la réalité du milieu rural dans une société moderne.

Pendant ce temps, l'anthropologie québécoise se constituait en champ disciplinaire autonome de la sociologie et poursuivait des travaux de recherche sur les petites communautés isolés, ou sur les survivants des civilisations autochtones (les amérindiens, les inuits). Avec le mouvement de décolonisation africaine, au début des années 1960, l'anthropologie française perdait ses terrains d'observation et, transgressant un principe de méthode qu'elle avait érigé en théorie de la connaissance, soit la distance historico-culturelle entre l'observateur et l'observé, elle se repliait sur l'hexagone français où elle découvrait les paysans, derniers survivants de la civilisation traditionnelle. Au Québec, il est aussi assez frappant de constater que le renouveau des études rurales, de la paysannerie, est le fait de l'anthropologie il y a une décennie. En 1971, le sociologue Gérard FORTIN mettait un terme à ses travaux de sociologie rurale⁷⁸ et il n'y avait guère de relève. Cette relance des études rurales venant de l'anthropologie, elle s'inspirait aussi d'une découverte du marxisme qui posait tout le problème du devenir des couches sociales rurales et paysannes dans l'institution de la société capitaliste. Ces travaux, voulant se situer dans une approche matérialiste donnent dans plusieurs directions selon la conception qu'ils se font du devenir de la paysannerie au sein du capitalisme.

A l'Université du Québec à Rimouski, plusieurs professeur-e-s, regroupé-e-s au sein du GRIDEQ, mènent des recherches sur la question du développement régional dans les régions périphériques comme celle de l'Est du Québec. Cela n'est pas sans questionner des concepts comme ceux de "développement" et surtout de "région"; nous avons d'ailleurs entrepris à ce sujet une réflexion avec d'autres chercheurs de d'autres régions du Québec qui se poursuit actuellement par une enquête de Danielle LAFONTAINE; elle nous apportera quelques éclairages sur les problématiques du développement régional sous-tendant le champ de recherche dans ce domaine qui s'est institué au Québec depuis une vingtaine d'années. Mais ces travaux du GRIDEQ posent aussi toute la question du "rural" tant au niveau empirique que théorique. En 1975, le GRIDEQ organisait un colloque intitulé "La problématique du développement en milieu rural"; les participant-e-

⁷⁸ Ses travaux se retrouvent dans le livre *La fin d'un règne*. Montréal, HMH, 1971.

s ont noté, à ce moment, que les théories et les pratiques du développement étaient plutôt une transposition du cadre conceptuel du développement urbain. Il fallait donc concevoir une théorie du développement rural qui ne soit pas à la remorque des théories du développement urbain. Malheureusement, on n'est pas allé très loin, à ce moment-là, dans la conceptualisation d'une pareille théorie du développement rural. Reprenant cette question dans ma thèse de doctorat, j'essayé d'esquisser certains "éléments" d'une sociologie du développement rural dans nos sociétés industrielles avancées". Par ailleurs, en 1981, Hugues DIONNE et Juan Luis KLEIN, dans un texte sur le JAL⁷⁹ et dans le Cahier du GRIDEQ no 11: *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural*, ont montré comment ces luttes se situent dans le cadre d'une revendication populaire en faveur d'une "ruralité non marginale"; autrement dit, il existerait un sentiment et une volonté vécue par certaines couches sociales régionales de faire reconnaître par l'État comme par les intellectuels le fait qu'ils vivent dans un espace rural et qu'ils veulent garder intact cet espace rural. Évidemment, tout cela arrive dans une conjoncture historique où le "rural" - la campagne est hautement valorisée par les milieux urbains qui font des milieux ruraux un espace mythique - pourrait se déployer dans un cadre de vie plus sain. Mais cela nous pose une question assez lourde: contrairement à Gérard FORTIN, un des rares sociologues ruraux au Québec qui termine ses travaux en déclarant qu'il n'y a pas de "ruraux" au Québec, mais une population urbanisée à divers degrés⁸⁰, les revendications populaires montrent que les ruraux, dans certaines périphéries, rejettent cette représentation et plaident en faveur d'une ruralité moderne et non-marginale.

Du point de vue de la statistique, il a bien fallu imaginer une distinction entre le rural et l'urbain; on sait qu'au Québec la population vit à 80% dans les villes. Mais cette statistique est trompeuse. En dehors de Montréal, de la région métropolitaine de Montréal où vit près de la moitié de la population québécoise, on est évidemment dans un espace rural. Dans l'Est du Québec, d'après les mêmes statistiques, la population rurale compte pour plus de 50% de la population totale. Malgré toutes les stratégies d'urbanisation du territoire proposées par le Plan de Développement de l'Est du Québec durant les années

⁷⁹ "L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale", *Interventions économiques*, (8), 1982, pp. 85-90.

⁸⁰ Voir le chapitre "Le Québec: une ville à inventer" dans *La fin d'un règne, op. cit.*, p. 385 et suivantes.

1960 (l'urbanisation était alors synonyme de modernisation, ce qu'on voulait faire), cette région est restée majoritairement rurale et, de plus, les luttes des habitants de l'arrière-pays, du haut-pays, pour se maintenir dans leur espace rural ont même pris une place importante sur l'avant-scène des luttes sociales, généralement occupée par les revendications ouvrières et syndicales.

Peut-on alors parler de "société rurale" pour décrire la société régionale bas-laurentienne et gaspésienne en 1983 ou à certains moments de son histoire. Voilà une première question fondamentale, soit la pertinence d'un concept comme celui de "société rurale" pour décrire certaines réalités québécoises. Il faudrait faire l'historique de ce concept ici et en Europe, par exemple: on sait tous qu'ici on a souvent parlé de société rurale pour décrire la société québécoise en tant que société globale avant le boum industriel et urbain de la fin du siècle dernier; on a ainsi montré que l'idéologie ruraliste véhiculée par nos élites s'est maintenue très longtemps, quelques décennies même après ce changement radical de nos structures sociales. S'abreuvant à cette idéologie dominante dépassée par la réalité, certains travaux de sociologie urbaine ont tenté de faire la preuve que nos urbains n'étaient pas encore de véritables urbains, mais des ruraux qui transportaient en ville leurs us et coutumes, leur manière de vivre et leurs institutions. Par ailleurs, Pierre BARRAL a écrit un beau livre intitulé *Les sociétés rurales au XXe siècle*; et il ne manquait pas de matière. En effet, à l'échelle de la planète, il existe un grand nombre de sociétés globales rurales.

Parler de société rurale peut-il être d'une quelconque utilité pour nous à l'échelle régionale où nous travaillons? Dans l'analyse que j'ai faite du développement de l'Est du Québec⁸¹, j'ai utilisé ce concept qui me permettait d'éclairer l'articulation entre le développement de cette région périphérique et la formation sociale dans laquelle cette région s'insérait. Il m'est apparu frappant comment au début du siècle on assiste, de manière concomitante, à une urbanisation rapide du Québec pendant "qu'il se met en place une société rurale" dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie; et cela n'est pas contradictoire, au contraire, la société urbaine qui se développait allait chercher, par

⁸¹ Bruno JEAN. *L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec*. Thèse de doctorat en sociologie, Paris, E.H.E.S.S., 1982.

l'exode rural, les excédents produits par le système rural de l'époque, l'élargissement de frontières agricoles n'assurant pas la reproduction du système; alors, ce sont ces excédents qui ont contribué à la formation de notre classe ouvrière; évidemment cela nous renvoie au taux de fécondité très élevé des ménages ruraux québécois de l'époque.

Dans le Projet d'histoire du Bas Saint-Laurent, importante entreprise de synthèse historique à laquelle je participe, on parle aussi de société rurale. Cela nous renvoie à une question épistémologique : peut-on identifier des "sociétés rurales" au sein d'une même société globale ? Je pense qu'en France, et Maryvonne BODIGUEL pourra nous éclairer là-dessus, le concept de société rurale est largement utilisé pour désigner des régions rurales ayant une certaine homogénéité de même qu'on l'utilise pour désigner des entités sociologiques plus réduites, à l'échelle du canton ou de la commune. Il y a aussi une autre question; si on accepte le concept pour désigner certaines situations historiques du passé, qu'en est-il aujourd'hui? La modernisation, le nivellement culturel, l'homogénéisation des "ways of life" avec les mass-média ont-ils détruit ces "sociétés rurales"; j'ai signalé plus haut que les luttes contemporaines des ruraux québécois font état d'une demande sociale, d'une ruralité moderne, non-marginale, d'une volonté de reconnaître la ruralité comme un cadre de vie spécifique à partir duquel il faut imaginer des politiques de développement rural qui ne soient pas une adaptation des modèles du développement urbain. Ce concept, si on l'utilise pour décrire certaines réalités régionales laisse entendre qu'on aurait ici des sociétés régionales à dominante rurale soit, mais tout de même des "sociétés"; or, à l'heure où on se questionne même sur la pertinence théorique d'un concept comme celui de "société québécoise"⁸², l'Est du Québec ou le Bas Saint-Laurent réunit-il les principaux attributs de ce qui constitue une société? À poser la question de cette manière, on risque de s'enliser davantage car, quels sont ses attributs; aussi, on est renvoyé à une conclusion de Fernand DUMONT: "une société, c'est la théorie que ses membres s'en font". La construction d'une réalité sociale en objet de la théorie sociologique doit dépasser le discours des acteurs sur le même objet. Je pense que ce débat a occupé les sociologues ruraux à l'époque d'une vaste recherche sur les

⁸² G. BOISMENU, G. BOURQUE, R. DENIS, J. DUCHASTEL, L. JALBERT et D. SALEE. *Espace régional et nation*. Pour un nouveau débat sur le Québec, Montréal, Boréal Express, 1983, 170 pages.

collectivités rurales françaises⁸³. Si j'ai bien compris, on en serait arrivé à la conclusion qu'il était toujours possible d'étudier des petites unités sociales, un village par exemple, du point de vue d'une "société locale" (un autre concept à questionner au passage, Renaud DULONG n'a-t-il pas écrit un livre intitulé *L'État et la société locale*) en montrant la perte graduelle d'autonomie de ces entités, le développement des rapports sociaux nouveaux à l'échelle nationale et internationale qui doivent être pris en compte pour comprendre la dynamique sociale locale; on a alors parlé des "luttres de classe au village" ou encore, de l'étude des rapports sociaux spatialisés. De ce point de vue, je suis assez impressionné de la qualité de certaines études françaises qui essaient d'analyser des entités locales, en dépassant le cadre d'une monographie assez empirique, pour montrer comment on peut aussi y mener une analyse en termes de rapports sociaux. Là-dessus, je pense que Lise PILON-LÊ aurait des remarques à nous livrer car je crois, en me rappelant un séminaire de l'ACFAS, il y a quelques années, qu'elle a été associée à des travaux de recherche sur des petites localités qui voulaient dépasser ce cadre monographique empiriste. Actuellement, mener des études sociologiques au niveau local, ce n'est pas tellement à la mode ici: on a peur de retomber dans les travers de l'approche monographique qu'on a bien connu avec l'avènement même de la sociologie rurale qui s'est implantée ici avec les études des anthropologues américains comme Robert REDFIELD ou *Saint-Denis. A French-Canadian Parish*⁸⁴ de Horace MINER, ou encore de Everett C. HUGHES ; on voulait vérifier la pertinence du concept de "folk society". Si l'Est du Québec est une zone rurale, il ne faut pas oublier que la majorité de la population rurale, au sens statistique, vit dans des « villages » ; le "rang" qui fut une véritable institution sociale dans l'histoire du Québec, avec la déprise agricole et l'agrandissement des fermes, n'est plus un milieu social aussi significatif.

Comme le signalait Benoît LEVESQUE⁸⁵, il y a autant de définitions du milieu rural qu'il y a d'auteurs qui nous en proposent une; il suggère de regrouper ces définitions à l'entour de trois conceptions du monde rural: 1) dans certains cas, la société rurale fait référence

⁸³ Henri MENDRAS et Marcel JOLLIVET (éd.). *Les collectivités rurales françaises*, Paris, A. Colin, 1971, tome I et *Sociétés paysannes ou luttres de classes au village*, Paris, A. Colin, 1974, tome II.

⁸⁴ Horace MINER. *Saint-Denis. A French Canadian Parish*. Chicago. University of Chicago Press, 1939.

⁸⁵ Benoît LÉVESQUE. "La sociologie et le milieu rural" dans *La problématique du développement rural*. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1975, p. 40-56.

au passé et s'associe à la société traditionnelle; 2) pour d'autres, à la faveur du néo-ruralisme, la société rurale actuelle est perçue comme un lieu vide où on projette ses rêves, ses utopies; 3) pour d'autres, la société rurale est en voie de disparition ou disparue. Et il concluait que ces conceptualisations restent dans l'univers de l'idéologie et renvoient à des fractions de classe ; une définition sociologique du milieu rural exige que l'on sorte de la logique, du discours des acteurs.

Si le "milieu rural" est une notion ambiguë, la sociologie rurale devient un domaine de connaissance problématique. Les débats en cours⁸⁶ le montrent bien.

"La sociologie rurale est définie de préférence comme la sociologie des localités géographiques où la dimension et la densité de la population sont relativement restreintes. Premièrement, il ne saurait y avoir de théorie de la société rurale sans une théorie de la société tout court. Deuxièmement, la sociologie rurale exige aussi une théorie de la distribution spatiale qui ait une pertinence sociologique et par conséquent où le social ait une primauté théorique sur le spatial. Cette exigence n'a que rarement été perçue par les spécialistes de sociologie rurale qui ont tendu plutôt à insister sur le spatial aux dépens du social (par des notions telles le continuum rural-urbain)"⁸⁷

Si le paradigme que constitue le continuum rural-urbain n'est plus pertinent (intégration socio-économique de ces espaces dans la même dynamique des rapports sociaux, uniformisation des modes de consommation et de la culture), on n'aurait pas de solution de recherche. Il est alors possible de faire l'hypothèse que la division de la société en "rural" et "urbain" est l'expression spatiale de la division du travail.

Ces quelques notes incomplètes posent le problème sur lequel nous voulons réfléchir. Dans ce cadre, Maryvonne BODIGUEL et Lise PILON-LÊ feront chacune une analyse de l'évolution de l'appareil conceptuel en "études rurales" dans le cas français et québécois. Un tel travail est primordial car il contribuera à mieux identifier les problématiques théoriques en cause et à engager une discussion sur les questions pertinentes à se poser dans la poursuite de nos travaux.

⁸⁶ Voir: Howard NEWBY. "Rural Sociology", *Current Sociology* 28 (1), 1980; et H. NEWBY et F.H. BUTTEZ. *The Rural Sociology of Advanced Societies*. Montclair (N.J.), Allanheld, Osmum, 1980.

⁸⁷ Howard NEWBY. *Current Sociology*. 28 (1), p. 111

Pour terminer, nous proposons au lecteur quelques extraits de l'article, dans la même publication⁸⁸ de Lise PILON-LÊ qui est un intéressant et ambitieux essai pour caractériser l'évolution du discours des intellectuels québécois, sur la longue durée, sur l'agriculture et le monde rural au Québec.

« ...Au Québec, comme probablement ailleurs dans d'autres pays industrialisés, ce sont les non-agriculteurs, le clergé et les professionnels d'abord, les intellectuels ensuite, qui ont monopolisé pendant longtemps tout discours sur l'agriculture et le milieu rural. Leur conception de l'agriculture et du milieu rural se fonde sur le type de relations qu'ils ont entretenu avec les agriculteurs. Ces relations recourent dans notre société la division sociale du travail entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels. Ceux qui vivent de l'agriculture n'ont pas le temps d'en parler, et quand ils en parlent, ils ne sont pas toujours écoutés. Ceux qui prennent la parole, écrivent, discutent et théorisent sur l'agriculture sont le plus souvent des urbains qui en ont une connaissance "du dehors".

Nous nous proposons de retracer l'évolution des différents discours des intellectuels québécois sur l'agriculture et le milieu rural depuis le début du siècle afin de révéler sur quels fondements sociaux, politiques et économiques ils reposent. Jusqu'à ce que les agriculteurs se donnent une organisation syndicale forte et structurée élaborant son propre discours, ce sont les petits-bourgeois - ceux qui occupent des positions de classe de la petite-bourgeoisie - qui, au Québec, ont parlé et écrit sur l'agriculture et au nom des agriculteurs. Les modifications du contenu de leur discours témoignent de changements dans les rapports sociaux entre deux classes distinctes, la petite bourgeoisie et les agriculteurs. Il serait trop long de faire la démonstration complète de cette relation entre le discours et les positions de classe. Nous nous limiterons ici à dévoiler les fondements socio-économiques et politiques de quatre discours que nous avons identifiés. Chaque discours a dominé pendant plus ou moins longtemps, il était alors partagé par la majorité des intellectuels et diffusé dans leurs principaux instruments idéologiques. (...)

La revue de la littérature québécoise sur l'agriculture et le milieu rural permet de distinguer historiquement quatre discours dominants depuis le début du siècle. Le regroupement de ces différentes tendances intellectuelles est chronologique et multidisciplinaire. Il s'articule autour d'un axe principal, la nature des rapports entre la petite-bourgeoisie et les agriculteurs. Pour les fins de cette présentation, nous opérons le découpage suivant: 1) le discours agriculturiste (1900-1940) qui hypertrophie l'importance de l'agriculture et l'identifie à la société globale; 2) le discours libéral (1945-1960) qui marginalise l'agriculture pour en faire un secteur retardataire d'une société urbaine; 3) le discours aménagiste (1960-1972) qui rationalise l'agriculture de telle sorte

⁸⁸ Voir PILON-LÊ, Lise, « De l'agriculturisme au matérialisme historique : les métamorphoses du discours des intellectuels sur l'agriculture et le milieu rural au Québec » dans JEAN, Bruno (dir.) *La ruralité en question: réalité sociale et théorie sociologique*, Rimouski, GRIDEQ, *Actes et instruments de la recherche en développement régional* (1), 1985, 82 p..

que le milieu rural disparaît comme entité distincte; 4) le discours du matérialisme historique (1972-1978) qui analyse la place de l'agriculture comme secteur spécifique d'activité économique objet d'application de ses concepts. (...)

On retrouve un invariant dans le discours des intellectuels québécois sur l'agriculture et le milieu rural qui est son extériorité par rapport aux besoins et aux aspirations des cultivateurs. Cette extériorité consiste à non seulement poser un regard extérieur sur la condition de ceux qui cultivent la terre mais aussi à considérer supérieur en tentant de les mettre en tutelle. Cette mise en tutelle sera d'autant plus importante que la prise de conscience sera faible dans le milieu agricole. (...)

Cette extériorité conduit à un savoir mystificateur sur l'agriculture. Celle-ci n'est pas étudiée en elle-même mais pour servir à la démonstration d'une idéologie. Cela ne veut pas dire qu'il est impossible aux intellectuels de connaître objectivement l'agriculture, mais cela signifie qu'ils doivent être vigilants et se rendre conscients des préjugés et préconceptions qui les animent quand ils entreprennent l'étude de l'agriculture et du milieu rural. Ces préjugés ont orienté le discours des intellectuels dans les quatre périodes que nous avons identifiées et ils ont quelquefois gravement déformé leur connaissance en leur faisant confondre leurs désirs et la réalité. (...)

ANNEXE 3

Les milieux ruraux et leurs rapports avec les milieux urbains

Michelle Landry,
Candidate au Doctorat en développement régional
Université du Québec à Rimouski, Mai 2006

Introduction

Si l'on demande à un groupe de personnes de définir le rural, tous et chacun se font une image mentale très claire de ce qu'est le rural, toutefois très peu seront capables de donner une définition claire et précise du concept de la ruralité. À vrai dire, tant dans le discours populaire, que dans le discours scientifique, la ruralité est souvent définie comme ce qui est résiduel à l'urbain. Mais, il existe un champ d'études qu'on appelle « études rurales » (*rural studies*) surtout dans le milieu anglo-saxon, les Français appellent leurs experts du milieu rural des « ruralistes » (par opposition aux urbanistes), les géographes et les économistes étudient le milieu rural depuis des lustres en raison de l'importance historique de l'agriculture et en sociologie, une sous discipline, soit la sociologie rurale, a vu le jour pendant la première moitié du 20^{ième} siècle et est encore fleurissante. Or, le milieu scientifique a davantage cherché à rendre compte et à comprendre les transformations advenant dans le monde rural qu'à réellement définir le concept. En fait, la plupart des auteurs s'entendent pour dire qu'il existe une multitude de définitions du rural et qu'il est pratiquement impossible d'en arriver à une seule. Ainsi, selon la compréhension du milieu rural, selon l'interprétation des phénomènes qui lui sont propres, les chercheurs ont proposé des théories, des thèses et des modèles d'analyse qui s'affrontent ou se complètent. Certains diront que le rural est voué à disparaître, d'autres le défendront en soutenant qu'il fait plutôt face à une transformation. Mais, encore une fois, il semble que ces transformations sont, la plupart du temps, étudiées dans une perspective de relations ou de rapports avec l'urbain.

Dans ce travail, nous tenterons donc de rendre compte des différents courants de pensée ayant trait aux milieux ruraux. Puisqu'il est normalement utile de définir les concepts avant d'en traiter, nous présenterons d'abord un survol des différentes tentatives de définition du concept du rural effectuées par quelques auteurs qui s'y sont risqués. Nous présenterons ensuite différentes thèses proposées au cours des dernières décennies pour expliquer les transformations au sein des milieux ruraux. Celles-ci correspondront essentiellement à deux idées centrales, soit qu'une restructuration du milieu rural est en cours ou que le milieu rural est voué à disparaître, qu'il ne sera désormais plus possible de démontrer des différences fondamentales entre les milieux ruraux et les milieux urbains. Nous avons toutefois remarqué que ces thèses étaient construites soit en comparant les milieux ruraux aux milieux urbains ou en étudiant les rapports

villes/campagnes. Ainsi, nous présenterons les principales thèses ayant trait à ce sujet, soit la *dichotomie* et le *continuum* ville/campagne, et nous présenterons les différents concepts qui y sont associés, tels que l'*urbanisation des campagnes*, la *périurbanisation* et la *rurbanisation*. Enfin, en dernier lieu, nous présenterons les principales préoccupations relevées dans la littérature au sujet des milieux ruraux et de leur développement.

1. Définir la ruralité

Selon si l'on est sociologue, géographe, administrateur ou autre, la définition du rural que l'on donnera ou que l'on emploiera sera différente. Selon Halfacree (1993), on peut classer les types de définitions de la ruralité en trois classes : descriptive, socioculturelle et les représentations sociales que nous qualifierons de définitions constructivistes⁸⁹. Nous suivrons cette typologie afin de présenter les différentes définitions que nous avons retenues⁹⁰.

1.1. Définitions descriptives

Selon Halfacree, les définitions descriptives de la ruralité reposent sur des caractéristiques sociospatiales en se concentrant sur ce qui est observable et mesurable (1993, p. 23).

Par conséquent, au Canada, lorsque vient le temps d'effectuer des analyses dans l'objectif d'établir des politiques publiques ou d'organiser le territoire, les analystes et les chercheurs ont souvent recours aux définitions de Statistique Canada. Statistique Canada n'offre pas seulement une définition, mais plusieurs définitions pour aborder les questions relatives au milieu rural.

Par exemple, dans le recensement, « région rurale » correspond à la « population habitant à l'extérieur des régions comptant 1000 habitants ou plus » et où la « population habitant à l'extérieur des régions dont la densité de peuplement au kilomètre carré est 400 habitants ou plus » (Du Plessis & *al.*, p.8) .

La définition qui correspond à la catégorie « régions rurales et petites villes » (RRPV) correspond, pour sa part, à « la population demeurant en dehors des zones de navettage des grands centres urbains, c'est-à-dire en dehors des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensements (AR) » (Du Plessis & *al.*, p.

⁸⁹ Halfacree soutient que les définitions descriptives et socioculturelles reposent sur une fausse conceptualisation de l'espace (1993, p.23), nous ne partageons pas entièrement ce point, mais nous reconnaissons l'utilité de sa typologie pour mieux rendre compte de la diversité des définitions du concept de ruralité.

⁹⁰ Michel Blanc (1997) utilise une classification semblable lorsqu'il propose trois approches pour analyser les milieux ruraux, soit l'approche spatiale, l'approche territoriale et l'approche constructiviste.

8), donc en dehors des zones de navettage des agglomérations de plus de 10 000 habitants.

Une autre définition de plus en plus utilisée fait référence aux « Zones d'influences des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement » (ZIM). Il s'agit plutôt d'une typologie de l'espace qui correspond aux « régions rurales et petites villes » selon l'importance du navettage vers les zones métropolitaines (10 000 habitants et plus) sur celles-ci (Du Plessis et *al.*, p. 10). Cette classification compte quatre catégories : zones d'influence métropolitaine forte, zones d'influence métropolitaine modérée, zones d'influence métropolitaine, zones d'influence métropolitaine faible et zones sans influence métropolitaine. Le taux de navettage est calculé à partir des données du recensement.

Deux autres définitions de la ruralité utilisées sont celles de « communautés rurales » et de « régions essentiellement rurales » définies par l'OCDE. Selon l'OCDE, une « communauté rurale » est « une communauté où la densité de la population est de moins de 150 habitants au kilomètre carré » (Du Plessis et *al.*, p. 12). Une « région essentiellement rurale » correspond à la « population des régions dont plus de la moitié des habitants demeurent dans une "communauté rurale" selon l'OCDE » (Du Plessis et *al.*, p. 13), la région faisant référence à la division de recensement (DR) au Canada.

S'appliquant également aux divisions de recensements (DR), la définition des « régions non métropolitaines » met l'accent sur le type de peuplement local (villes moyennes ou petites ou localités rurales) et sur si la région est adjacente ou non à une région métropolitaine (Du Plessis et *al.*, p. 13-14). Il s'agit d'une série de codes faisant référence à une classification américaine (codes Beale), mais modifiée par Ehrensaft (1990) pour mieux refléter la réalité canadienne.

Enfin, une autre définition quelques fois utilisée dans les analyses de milieux ruraux est le « code postal rural » de Poste Canada. Cette définition correspond aux régions qui ne sont pas desservies par des facteurs et elles sont désignées par le chiffre « 0 » en deuxième position du code postal. Notons toutefois que Poste Canada a effectué plusieurs changements depuis 1996 et que ces codes postaux ne sont plus en vigueur au Nouveau-Brunswick et dans une grande partie du Québec (Du Plessis et *al.*, p. 16).

Par ailleurs, il est important de souligner que plusieurs de ces définitions peuvent être jumelées ou entrecroisées à fin d'analyse. De plus, comme Du Plessis, Beshiri et Bollman (2002) le mentionnent, il vaut mieux « choisir la définition en fonction de la question à étudier » (p.1). Ainsi, une « région rurale de recensement » est « utile pour étudier des questions très circonscrites géographiquement puisque les secteurs de dénombrement (SD) sont l'unité de base » (p.17) ; les définitions RRPV et ZIM sont « utile[s] pour étudier des questions communautaires parce que les villes et les municipalités (SDR) sont l'unité de base » (p.17) ; la définition « communautés rurales » de l'OCDE est « utile lorsqu'on a besoin d'une définition plus large de la communauté » (p.18) ; la définition « régions essentiellement rurales » de l'OCDE est « utile à qui veut comprendre les questions qui se posent à l'échelon régional (développement économique, marché du

travail, etc.) (p.18) et la définition « code postaux ruraux » est « utile à l'analyse de bases de données par codes postaux, où il doit y avoir comparaison avec d'autres données totalisées selon les codes postaux » (p.18).

Selon Halfacree (1993), les méthodes descriptives ne font que décrire le rural et ne le définissent pas réellement (p. 24). Et, pour plusieurs, dont Clermont Dugas, bien qu'il ne faille pas nier les caractéristiques sociologiques, la « densité et [la] taille démographique apparaissent comme les outils disponibles les plus simples et les plus facilement utilisables pour établir une typologie des espaces habités » (Dugas, 1996, p.11).

1.2. Définitions socioculturelles

Clermont Dugas (1996) fait remarquer que « quelle que soit la définition qui lui est attribuée, la ruralité comporte toujours une importante dimension culturelle et sociale. Si l'économique y est également inclus, il est toutefois presque toujours subordonné aux genres de vie et aux coutumes [...] » (p.9).

L'approche de définition de la ruralité basée sur des éléments socioculturels considère, selon Halfacree (1993), que les « caractéristiques socioculturelles des gens varient selon le type d'environnement dans lequel ils vivent. En somme, les définitions socioculturelles du rural présument que la densité de la population affecte les comportements et les attitudes [des gens] »⁹¹ (p.24).

Dans cette même optique, Bernard Kayser, géographe français, affirmait que « l'espace rural se définit comme un mode particulier d'utilisation de l'espace et de vie sociale. Il est ainsi caractérisé par :

- a) une densité relativement faible des habitants et des constructions, faisant apparaître une prépondérance des paysages à couverture végétale ;
- b) un usage économique à dominance agro-sylvo-pastoral;
- c) un mode de vie de ses habitants caractérisé par leur appartenance à des collectivités de taille limitée et par leur rapport particulier à l'espace;
- d) une identité et une représentation spécifiques, fortement connotées par la culture paysanne » (1990, p.13).

Pour Bruno Jean, la ruralité compte trois attributs, mise à part l'environnement biophysique :

Premièrement, la ruralité, c'est la différence en tant que patrimoine humain et écologique de grande valeur. Deuxièmement, la ruralité se caractérise par un rapport à la localité qui paraît bien être le premier élément d'identification des ruraux, et donc l'un des noyaux de la définition de la ruralité. Le troisième attribut de la ruralité, plus facilement admis dans la littérature scientifique, serait l'esprit communautaire des ruraux. La ruralité est donc une réalité spécifique qu'on pourrait aussi caractériser par les dimensions suivantes et d'ailleurs récurrentes dans la littérature sociologique : des relations interpersonnelles étroites, une

⁹¹ Traduction libre

tradition de solidarité, d'accueil et d'entraide, une grande sensibilité au patrimoine, une relation étroite avec l'espace et l'environnement naturel, un fort sentiment identitaire qui anime des cultures rurales diversifiées. (Jean, 1997, p.43)

Cette approche socioculturelle pour définir la ruralité a fait naître plusieurs typologies de l'espace et surtout les théories de la *dichotomie* et du *continuum* rural/urbain sur lesquelles nous reviendrons dans la section portant sur les rapports villes/campagnes.

1.3. Définitions constructivistes

Selon Halfacree (1993), les définitions descriptives et socioculturelles sont déterministes et reposent sur une conception erronée de l'espace et du temps. C'est pourquoi il propose de construire une définition de la ruralité en se basant sur la théorie des représentations sociales. Selon lui, la construction d'une telle définition demande une méthodologie herméneutique et interprétative (p.32). Les différentes représentations devront être mises en contexte, comparées et confrontées. Ceci permettrait d'arriver non pas à une conceptualisation du rural, mais plutôt des différentes ruralités.

C'est ainsi que Michel Blanc (1997) présente quatre types de campagne selon l'approche d'analyse constructiviste : campagne préservée, campagne contestée, campagne paternaliste et campagne clientéliste. Selon l'analyse de Blanc, la campagne préservée correspond à la représentation du rural centrée sur la préservation de l'environnement et de la valeur esthétique; la campagne contestée correspond à la représentation du rural vu comme un ensemble de ressources économiques à exploiter; la campagne paternaliste correspond à la représentation du rural comme une « zone où domine la très grande propriété foncière qui, attachée aux valeurs paternalistes, considère que son rôle dirigeant lui impose des devoirs vis-à-vis de l'environnement et de la société locale » (p.10) et enfin, la campagne clientéliste correspond au rural « comme un espace à soutenir au nom d'une solidarité qui doit s'exercer au profit des plus désavantagés » (p.10).

Blanc (1997) souligne toutefois que les représentations du rural présentent des spécificités importantes au sein de différentes sociétés.

Les discours sur le rural s'appuient sur des références au passé, leur construction revêt une dimension politique. Pour cette double raison, les représentations du rural portent la marque de l'histoire et des institutions des lieux où elles s'élaborent. C'est pourquoi, elles présentent des spécificités nationales fortes (p.10).

Une autre difficulté de l'approche constructiviste est l'écart qu'il peut y avoir entre les différents discours, surtout les discours scientifiques et le discours social. C'est sur cette inquiétude que Halfacree (1993) soutient la pertinence des définitions basées sur les représentations sociales au lieu des définitions descriptives et socioculturelles.

Quelques autres auteurs se sont penchés sur cette question. C'est entre autres le cas de Nicole Mathieu (1998) qui a proposé une hypothèse portant sur les « relations entre le

niveau des représentations (l'"idéal") et le niveau des faits (le "réel") » (p.11). Jean et Dionne (2004) abondent dans ce sens lorsqu'il soutiennent que « l'approche *constructiviste* nous invite à appréhender les réalités sociales, comme la ruralité, en tant que des constructions sociales d'abord, soit des représentations qu'il faut étudier comme telles » (p.1). Selon eux, les représentations sont construites à partir de trois types de discours : le discours social, le discours scientifique et le discours politique.

1.4. Un concept indéfinissable?

De manière générale et malgré toutes les tentatives de définitions, beaucoup d'auteurs s'entendent pour dire qu'il est illusoire de définir le concept de ruralité (Blanc, 1997). Perrier-Cornet et Hervieu (2002) semblent bien résumer ce sentiment partagé en écrivant :

Tenter de construire un concept de rural est illusoire (Blanc, 1997). L'interprétation villes-campagnes, l'urbanité de l'ensemble de la société ont rendu caduque les approches de la ruralité qui reposent sur l'affirmation de la spécificité d'un système de valeurs. Décrire ou étudier la société rurale en tant que telle n'a plus grand sens. En revanche, la notion de ruralité demeure pertinente pour caractériser un type d'espace qui, lui, conserve ses spécificités : le rural désigne les espaces des faibles densités de population, les espaces dans lesquels le sol et les ressources naturelles sont en abondance relative et utilisés en général d'une façon extensive (p.11-12).

Or, comme Cloke (1985) le mentionne, si on tente de réaliser l'exercice de définir la ruralité, cette définition devra être dynamique puisque les territoires ruraux sont en constant changement en raison des développements sociaux, économiques et technologiques, ainsi qu'en raison des différentes fonctions qui leur sont attribuées (p.5).

2. La fin du rural *versus* la recomposition du territoire

La difficulté de définir le rural est ainsi peut-être liée à son dynamisme puisque ce sont des milieux qui ont beaucoup changé au cours du dernier siècle. Il faut rappeler que pendant longtemps, le milieu rural et le milieu agricole étaient synonymes. Ainsi lorsque l'agriculture a commencé à perdre de l'importance, c'est-à-dire lorsqu'on s'est rendu compte que l'agriculture n'est plus la principale activité dans certains milieux ruraux, plusieurs scientifiques, et surtout des sociologues, se sont lancés à l'étude de ces mutations. Dans la littérature, deux thèses s'affrontent : la première soutenant que le concept de rural est en cours de disparition et l'autre affirmant que le milieu rural est en renouvellement ou en recomposition.

2.1. La thèse de la fin du rural

En 1967, Henri Mendras publiait à partir de son rapport d'État un livre qui s'intitulait *La fin des paysans*. C'était en quelque sorte la théorisation de la disparition du milieu rural

(Mathieu, 1990). Au Québec, c'est Gérard Fortin qui était le principal tenant de cette théorie en publiant en 1971 *La fin d'un règne*.

Ces deux sociologues ont en commun d'avoir subi l'influence de l'école de Chicago et de l'anthropologue Robert Redfield (Jollivet, 2003; Jean, 1997) pour qui « les paysans ne sont ni des "sauvages", ni des "modernes", mais une "espèce sociale" autre » (Jollivet, 2003). Ainsi pour Mendras, les agriculteurs ne sont qu'une catégorie sociale et professionnelle (Jollivet, 2003).

Selon Jean, dans la thèse de la fin du rural, « le rural est ce qui doit nécessairement devenir autre, un espace urbanisé ou un espace vide qui, après avoir connu des établissements humains, retourne à l'état naturel » (Jean, 1997, p.9). Il est vrai que l'époque de Mendras et de Fortin est marquée par d'importantes migrations vers les villes et une modernisation qui homogénéisent l'espace (Mathieu, 1990), mais cette proclamation de la « fin » du monde rural a soulevé et soulève encore énormément de critiques.

2.2 La thèse de la « recomposition » du rural

Dans la littérature française, on attribue au géographe Bernard Kayser le rejet de la thèse de la fin du rural et la notion de renouvellement des milieux ruraux (Perrier-Cornet, 2002, p. 9; Jean, 1997, p. 12). Depuis le début des années 1990, il semble que la thèse de la recomposition du rural a fait son chemin et est partagée par la plupart des scientifiques s'intéressant à ce sujet.

Mais bien avant 1990, certaines critiques émergeaient devant la thèse de Mendras. Marcel Jollivet, qui a travaillé avec Henri Mendras en sein du Groupe de sociologie rurale du Centre d'études sociologiques (C.E.S.) plus tard agrégé au Centre national de recherche scientifique (CNRS), lui reprochait surtout de ne pas mettre ses analyses en contexte économique et historique. Il écrit dans un article portant sur leurs différends :

J'avais du mal à réunir, sous un même concept, comme le fait Henri Mendras, les paysans du Moyen-Âge, un groupe social déjà en soi très diversifié, et ceux du XXe siècle finissant, tout aussi divers dans leurs conditions sociales. À parcourir cette histoire, il me semblait que leur intégration dans la société globale était une constante à travers les siècles. Simplement, cette intégration prenait sans cesse des formes différentes, correspondant aux caractéristiques de la " société englobante " aux différentes époques » (Jollivet, 2003, p. 49).

En d'autres termes, on pourrait juger que l'approche de Mendras (comme celle de Fortin d'ailleurs) ne redéfinissait pas la notion de « paysan ». C'est-à-dire qu'un paysan aujourd'hui n'est pas le paysan d'hier. Le contexte socio-économique et historique fait que la ruralité est autre que ce qu'elle était autrefois. Selon les défenseurs de la thèse de la recomposition du rural, ce n'est pas parce que le tissu agricole est moins important que les milieux ruraux n'existent plus, ils sont seulement structurés autrement. La mobilité

accrue par de meilleurs moyens de transport et une amélioration des infrastructures routières semble avoir accentué les échanges entre les milieux urbains et les milieux ruraux. Il existe encore beaucoup de milieux ruraux en déclin démographique, mais il est également un défi de comprendre la « problématique du rural cadre de vie, espace d'accueil de populations urbaines » (Perrier-Cornet & Hervieu, 2002). En effet, l'étude des rapports villes/campagne semble actuellement dominer le débat scientifique.

3. Les rapports villes/campagnes

Les thèses qui ont émergé de l'observation des transformations du monde rural que nous venons de présenter ont un lien étroit avec ce que l'on appelle aujourd'hui les « rapports villes/campagnes ». La thèse de la fin du rural était étroitement liée au phénomène de modernisation qui entraînait d'importantes migrations de la campagne vers les villes et qui rendait également difficile la différenciation des modes de vie entre ruraux et urbains. La thèse du renouvellement ou de la recomposition du rural était elle aussi liée aux rapports villes/campagnes parce qu'elle s'est construite autour de l'observation de migration croissante de la ville vers la campagne.

3.1. Les rapports villes/campagnes selon Marx et Tönnies

Or, il est important de souligner que dès la révolution industrielle, des recherches et une théorisation des différences entre les milieux urbains et ruraux ont été entraînées par les changements rapides qui se produisent. Par exemple, Marx et Engels, qui s'intéressaient à cette question, en étaient venus à la conclusion que le milieu rural ne présentait pas un autre mode de production que le capitalisme, mais plutôt qu'il s'agissait plutôt d'un stade primaire de son développement (Bonner, 1998). En fait, pour Marx, la plus grande division du travail était la séparation de la ville et de la campagne.

Ferdinand Tönnies, sociologue allemand influencé par Marx, mais également par Nietzsche, réaffirme la différence entre le rural et l'urbain, mais cette fois en opposition fondamentale (Bonner, 1998). Il publie en 1888 son fameux texte *Gemeinschaft und Gesellschaft (communauté et société)* dans lequel il explique que la ville dont la fonction première est le commerce engendre des relations « sociales », tandis qu'en campagne ou dans les villages, les relations sont plutôt d'ordre « communautaire » par l'importance accordée à la famille et à l'histoire (Bonner, 1998). La différenciation *Gemeinschaft/Gesellschaft* effectuée par Tönnies aura un impact sans précédent en sociologie et on y fait encore référence aujourd'hui, notamment dans la thèse de la dichotomie rural/urbain.

3.2. *Dichotomie* ou *continuum*, un éternel débat

On trouve actuellement, dans la littérature portant sur les rapports villes/campagnes, deux grandes thèses, soit celle d'une « dichotomie » entre ville et campagne et celle de « continuum ».

Dans les années 1950, donc quelques décennies après l'apparition de la discipline de la sociologie rurale (Perreault, 1989), et à l'époque où Mendras prend les rennes du Groupe de sociologie rurale en France, « les références à la représentation hégélienne et marxiste de la ville et de la campagne sont très présentes » (Mathieu, 1990, p.36). La campagne repose sur la notion de « milieu naturel », mais dans le sens de « nature cultivée », de production agricole et d'exploitation de ressources naturelles et la ville est un « milieu technique », le lieu d'activités industrielles et tertiaires (Mathieu, 1990, p.36). Milieux ruraux et milieux urbains sont alors en complète opposition, ils sont perçus comme deux sociétés distinctes.

D'ailleurs en 1951, Georges Freidman organise un colloque qui s'intitule *Villes et campagnes, civilisation urbaine et civilisation rurale en France*. On voit donc qu'au début de la sociologie, on tentait de comprendre deux types de sociétés : la société urbaine et la société rurale (Bonner, p. 168). Selon Bernard Kayser (1990), ce colloque témoigne que « les meilleurs esprits de l'époque dans le domaine des sciences sociales se refusent à abandonner le terrain solide et confortable de l'observation dichotomique » (p.14). Mais, selon lui, il y avait tout de même quelques participants plus nuancés, « plus moderne » comme Fernand Braudel qui a affirmé en se dissociant de ses collègues qu'il y a « des régions rurales qui sont l'objet d'un renouvellement presque aussi rapide au point de vue du peuplement que certaines régions urbaines » (Braudel cité par Kayser, 1990, p.14).

Selon Nicole Mathieu (1990), « à cette époque les faits ne s'opposent pas à l'idéologie dominante, car l'après-guerre est bien caractérisé par une accélération de l'exode agricole qui est presque partout la principale cause du dépeuplement des communes rurales » (p.37).

Or, dans les années 1960, avec les mouvements de population, « un nouveau modèle d'analyse devient dominant : l'urbanisation des campagnes » (Mathieu, 1990, p.37). « Après les années de gloire de la dichotomie monde rural/monde urbain consolidée par le poids des civilisations traditionnelles agraires des années 1950, le nouveau modèle de l'urbanisation des campagnes élimine progressivement le "fait rural" et devient le courant prédominant des années 1960 » (Thomsin, 2001, p.3).

Ce modèle d'analyse repose sur les observations de migration des populations rurales vers les villes, mais comme nous l'avons déjà mentionné, c'est surtout la modernisation homogénéisant l'espace qui cadre cette analyse. Certains soutiendront assister à la fin d'un « mode de vie » et on théoriserait la disparition des milieux ruraux (Mendras et Fortin notamment) comme nous l'avons expliqué plus haut (Mathieu, 1990), mais d'autres mettront plutôt de l'avant la diversité des milieux ruraux selon, entre autres, la distance à la ville, les fonctions économiques du milieu et la densité de la population (Mathieu, 1990). Ce courant fera donc naître la thèse *Continuum* selon laquelle les lieux évoluent dans l'espace en gradation entre des milieux très urbains et des milieux très ruraux.

Selon Mathieu (1990), les années 1970 ont donné lieu à un important renversement idéologique. Les milieux ruraux sont revalorisés, on ne les perçoit plus comme uniquement agricoles, mais « doté[s] de propriétés distinctes de l'espace urbain (densité, moindre part du travail salarié, entreprises de petite taille, habitat individuel et importance du paysage 'naturel' ou agricole...) » (Mathieu, 1990, p.38). On voit alors apparaître les notions de « pays » (surtout en France) et de « néoruraux » et on évoque une « crise urbaine » (Mathieu, 1990). Ce retour des campagnes et de la paysannerie amène un souffle nouveau aux études rurales. Beaucoup de recherches sont d'ailleurs menées sur les différents types d'espaces ruraux et une panoplie de typologies seront mises de l'avant. « C'est donc à nouveau en termes contradictoires (dichotomie) que les relations ville-campagne sont pensées » (Mathieu, 1990, p.38).

À cette époque, les théories en vogue soutiennent des rapports villes/campagnes de domination ou d'annexion (Mathieu, 1990). Cependant, plusieurs scientifiques des études rurales s'inspirant encore du modèle de l'urbanisation des campagnes de l'époque précédente soutiennent le modèle de *continuum*, mais ils sont plutôt minoritaires (Mathieu, 1990). Les tenants de ce modèle d'analyse s'appuient grandement sur la conceptualisation d'un nouveau type d'espace rural : le périurbain (Thomsin, 2001). Ce concept se définit comme suit :

La péri-urbanisation est une forme d'urbanisation et plus précisément encore un espace en transition dans un processus d'urbanisation fonctionnelle et morphologique. Son terme vise dès lors tantôt à désigner les nouvelles formes de production et d'implantation du bâti, tantôt à décrire les tendances récentes à l'étalement urbain et/ou à l'exode urbain, voire encore à la redistribution de la population venue de zones rurales plus éloignées ou aux échanges à l'intérieur des franges urbaines (p.7).

3.3. La montée du « local » et de l'environnement

Ainsi, comme N. Mathieu (1990) le souligne, les années 1980 seront ainsi marquées par des tensions entre les tenants de la dichotomie et les tenants du continuum :

Les années 1980 me paraissent marquées par une tension entre deux tendances contradictoires : l'une qui va, à nouveau, dans le sens de l'effacement ou de l'atténuation des différences entre le rural et l'urbain, d'une moindre spécificité accordée à la notion d'espace rural qui disparaît (ou se banalise) au profit du concept ubiquiste de local (Mathieu, 1985; Bodiguel, 1986) ; l'autre qui, au contraire, rétablit avec force la distinction en y réintroduisant la notion de nature cette fois, objectivée par les problèmes d'environnement (Mathieu / Jollivet, 1989) (Mathieu, 1990, p.39).

La montée de l'idéologie du local a contribué à redéfinir le rural. Selon le paradigme de développement local, tout espace voué à un développement est considéré comme espace

local, l'espace dit rural constitue donc les zones dites fragiles (Thomsin, 2001) où le développement « local » se présente comme un énorme défi.

Peu à peu le discours sur le local (Autrement, 1983) s'est étendu à tous les types d'espaces, les quartiers urbains mais surtout les bassins d'emploi. Tant et si bien que les nouvelles différenciations mises en avant n'ont plus opposé les espaces ruraux aux espaces urbains mais les espaces selon leur degré de 'fragilité', selon les risques de rupture et de crise (Mathieu, 1990, p.39).

Mais les années 1980 sont marquées par le début de la « crise écologique » et on entend de plus en plus parler des problèmes environnementaux comme la gestion des déchets (recyclage), les pluies acides et le « trou » dans la couche d'ozone (Protocole de Montréal en 1987), et on s'inquiète également de plus en plus de l'utilisation des pesticides en agriculture, une inquiétude grandissante depuis les années 1960 avec la parution de *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962.

Selon N. Mathieu (1990), les problèmes environnementaux « ont conduit à réintroduire la notion de nature dans l'espace rural. [...] d'où la réapparition de la notion de campagne » (Mathieu, 1990, p.39-40).

Pour résumer, selon l'analyse de Perrier-Cornet & Hervieu (2002), les années 1960 étaient caractérisées par une hégémonie de l'espace rural, soit la domination de l'agriculture, ce qu'il nomme « espace productif ». Dans les années 1970, on assiste à une cohabitation entre « l'espace productif » et ce qu'il appelle « espace cadre de vie ». Selon eux, depuis les années 1980, on assiste à une « mise en place d'un ménage à trois avec la montée en puissance de la campagne nature [...] » (Perrier-Cornet & Hervieu, 2002, p.17). « En somme, la 'ruralité nouvelle' (Bontron, 1994) redevient un genre de vie et un mode d'habiter où la maison, la présence de la nature, une convivialité teintée de localisme constituent à la fois des spécificités et des valeurs (Mathieu, 1996) » (Mathieu, 1998, p. 14).

Cette notion de campagne nature se traduit par une représentation du rural comme un endroit où l'on retrouve une bonne qualité de vie, contrairement à la ville qui semble plutôt perçue comme un endroit pollué où le rythme de vie est effréné. La mobilité accrue par l'amélioration des moyens de transport et des infrastructures routières, on voit apparaître un phénomène de résidences multiples où de plus en plus de gens ont un logement en ville, ainsi qu'une résidence secondaire en campagne (Mathieu, 1998). La mobilité accentue également les possibilités de navettage et on observe également des phénomènes de migrations accrues de la ville vers la campagne, d'où l'identification d'un nouveau phénomène appelé *rurbanisation* (Thomsin, 2001).

Ce nouveau phénomène apporte de nouvelles réflexions sur le monde rural dans le milieu scientifique. On cherchait à « en finir avec le mythe de la désertification des campagnes et mettre l'accent sur le renouvellement des espaces ruraux, la naissance de nouvelles campagnes [...] Ce credo était porté en premier lieu par Bernard Kayser [...] » (Perrier-Cornet & Hervieu, 2002, p.9).

Les rapports villes/campagnes sont alors beaucoup plus complexes qu'au début des études rurales, il semble que l'écart entre les représentations du rural et les réalités spatiales est moins grand (Mathieu, 1998). C'est certainement lié à la mobilité croissante qui facilite la connaissance des deux milieux et amoindrit l'idéalisme. Il faut toutefois noter qu'à partir des années 1990, la mondialisation a créé de nouvelles dynamiques où, par exemple, le sort des milieux ruraux ne passe plus nécessairement par les grandes villes des pays ou des régions infranationales. En d'autres termes, on voit apparaître l'« idée de domination du rural par le biais d'un niveau extérieur d'ordre mondial » (Thomsin, 2001, p.4). Beaucoup de milieux ruraux, surtout ceux éloignés des villes qui ne peuvent pas accueillir la population travaillant dans les centres urbains, se trouvent donc aujourd'hui encore en situation de déclin démographique et en grande difficulté économique.

4. Le développement rural

Devant cette persistance de dévitalisation de beaucoup de milieux ruraux, tout un courant des études rurales s'est façonné autour des problématiques de développement. On essayait de comprendre le rural pour mieux agir sur lui et on a construit des modèles et des théories de développement rural.

En fait, il a été démontré par, entre autres, les tenants du développement local et du développement endogène que les communautés rurales sont les mieux placées pour prendre en main leur développement. C'est-à-dire qu'« on commence à reconnaître que ce sont des initiatives locales soutenues par le dynamisme du milieu qui ont produit les effets positifs les plus significatifs en ce qui a trait à la consolidation des communautés en difficulté » (Jean, 1997, p.234). Or, comme G. Halseth (2004) le souligne, les communautés ont besoin d'outils et au Canada, les outils se traduisent souvent par des politiques publiques et, nous ajouterions même par un accès à du financement.

Mais évidemment, personne n'a trouvé de solution miracle ni par des modèles de développement ni par le type de politiques qu'il faut adopter. Or, ce qui est important de retenir, c'est que le discours scientifique a un important impact sur la dévitalisation des milieux ruraux, tout comme il peut prétendre avoir un impact sur sa revitalisation. Les différents discours des dernières décennies que nous venons de voir ont donc influencé les actions et les stratégies de développement rural.

Par exemple, la théorie de la fin du rural a « abouti à la fermeture des services publics en milieu rural peu dense » (Mathieu, p.38), ainsi qu'à la planification de fermeture de plusieurs villages notamment au Québec. La croyance que l'urbanisation était sans frein a également eu ses répercussions, par exemple en France,

parmi les conséquences de cette théorie pro-urbaine [c'est-à-dire la vision irréversible d'un mouvement d'urbanisation], relevons : 1) un dispositif statistique dominé par l'idée que seule la ville est un espace en expansion. Ceci a conduit les instituts de statistique à modifier régulièrement la délimitation des pourtours statistiques tels que les ZPIU, les aires urbaines, etc. ; 2) une politique de

normalisation qui a abouti, dans les années 1960, à la fermeture des services publics en milieu rural peu dense ; 3) une approche de l'évolution de l'espace rural, ou d'une partie de celui-ci, qui s'est faite sur base du développement de la géographie urbaine et non rurale (Thomsin, 2001, p.5).

Aujourd'hui, il semble que le discours sur le développement rural soit toujours dominé par les perspectives de développement local, mais également de développement durable (nous pensons entre autres aux Agendas 21), mais on retrouve toutefois une certaine humilité dans la littérature. C'est-à-dire que le développement rural est plus souvent abordé de manière large que spécifique, sans prétention de détenir la clé du succès. Voici par exemple le constat qu'en fait B. Jean (1997) :

- Les manières de réaliser le développement sont multiples.
- Le développement comporte une dimension territoriale.
- Le développement local suppose une force endogène préexistante.
- Le développement local nécessite l'existence d'une volonté de concertation, la mise en place d'un partenariat entre les différents agents sociaux et économiques et l'établissement de réseaux d'échanges et de réciprocité.
- Le développement local contribue à augmenter la participation et responsabilité des citoyens (Jean, 1997, p. 238-239).

D'autre part, il semble par ailleurs se développer de nouveaux courants de pensée, par exemple celui du rôle de l'identité qui soutient que le renforcement de l'identité est un moyen pour mettre en place le développement des milieux ruraux défavorisés (McDonagh, 2000). Les théories qui soutiennent que le développement rural est plus favorable à proximité d'un centre urbain sont également toujours fortes aujourd'hui. Selon Dugas (1990) « l'espace rural a tendance à obéir aux règles de la spécialisation ou de la diversification. La distance par rapport à la ville et la nature des potentiels sont généralement déterminantes en ce sens » (Dugas, 1990, p.24).

Somme toute, c'est ainsi souvent la marginalité qui est le plus grand défi auquel doivent faire face les milieux ruraux. « Parmi les nombreuses évocations que suggère le mot « rural », la marginalité sous toutes ses formes occupe une place importante. Marginalité géographique, économique, culturelle, et sociale [...] » (Dugas, 1990, p.3).

Conclusion

Même si la ruralité est parfois un concept flou, du moins difficile à définir, nous avons vu qu'elle constitue une sphère importante de la société et de l'espace. Les transformations rapides des dernières décennies ont créé de nombreux débats quant à leur interprétation. Ce qui est important de retenir, c'est que les milieux ruraux sont importants comme cadre de vie, mais également comme réserves de ressources naturelles.

Il est également important de chercher à comprendre les milieux ruraux tels qu'ils sont. Bien que la compréhension des rapports villes/campagnes doive être approfondie, il ne

faut pas confondre en analysant la ruralité selon des référents urbains. En procédant ainsi, il serait alors difficile de démontrer qu'il y a urbanisation des campagnes (Thomsin, 2001). Une telle analyse mènerait certainement à la conclusion qu'il s'est produit un phénomène de modernisation de toute la société englobante en conjoncture avec des phénomènes de migrations de population et d'étalement urbain, mais non une urbanisation des campagnes, car ce concept repose sur une analyse profondément ethnocentrique (urbaine). Les recherches portant sur les phénomènes de périurbanisation et de rurbanisation seront cependant, selon nous, prochainement très importantes, car ceux-ci sont observables et quantifiables dans l'étude des migrations des populations.

Enfin, comme tout autre milieu, il est important de retenir que les milieux ruraux et leurs habitants sont dynamiques et spécifiques. C'est donc tout un défi de rendre compte des phénomènes, surtout sociologiques, car les milieux ruraux sont le produit de leur société englobante, c'est-à-dire situés dans un contexte et un endroit qui comportent d'autres référents et d'autres particularités que ceux d'une époque antérieure ou d'un autre continent.

Bibliographie

- Blanc, Michel (1997). La ruralité : diversité des approches. *Économie rurale*, 242, p. 5-12.
- Bonner, Kieran (1998). Reflexivity, Sociology and the Rural-Urban Distinction in Marx, Tonnies and Weber. *Journal of Rural Studies*, 35(2), p. 165-189.
- Cloke, Paul J. (1985). Whither Rural Studies? *Journal of Rural Studies*, 1(1), p. 1-9.
- Dugas, Clermont (1996). *L'espace rural canadien*. Québec : Les presses de l'Université du Québec.
- Du Plessis, Valérie; Beshiri, Roland; Bollman, Ray D. et Clemenson, Heather (2002). *Définitions de « rural »*. Série de document de travail sur l'agriculture et le milieu rural. Document de travail no.16. Ottawa : Statistique Canada, Division de l'agriculture.
- Halfacree, K.H. (1993). Locality and Social Representation: Space, Discourse and Alternative Definitions of the Rural. *Journal of Rural Studies*, 9(1), p. 23-37.
- Halseth, Greg (2004). Introduction *In Building for Success : Exploration of Rural Community and Rural Development*. Brandon (Man) & Sackville (NB): Rural development Institute & Canadian Rural Revitalization Foundation.
- Jean, Bruno et Dionne, Stève (2004). La ruralité entre les appréciations statistiques et les représentations sociales : comprendre la reconfiguration sociospatiale des territoires ruraux québécois. Communication présenté au *Colloque international*

« *Faire campagne* » - *pratiques et projets des espaces ruraux aujourd'hui*.
Maison de la recherche en sciences sociales, Université de Rennes 2, les 17 et 18
mars 2004.

- Jean, Bruno (1997). *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité* (Coll.:
Science régionale, no 3). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 318 p.
- Kayser, Bernard (1990). Chapitre 1. La ruralité. *In La renaissance rurale. Sociologie des
campagnes du monde occidental* (p.11-45). Paris : Armand Colin.
- Mathieu, Nicole (1998). La notion de rural et les rapports ville/campagne en France : les
années quatre-vingt-dix. *Économie rurale*, 247, p. 11-20.
- Mathieu, Nicole (1990). La notion de rural et les rapports ville/campagne en France : des
années cinquante aux années quatre-vingts. *Économie rurale*, 197, p. 35-41.
- McDonagh, John (2002). [Book Review *Claiming Rural Identities*]. *Journal of Rural
Studies*, 18, 109-111.
- Perrier-Cornet, Philippe & Hervieu, Bertrand (2002). Chapitre 1. Les transformations des
campagnes françaises : une vue d'ensemble. *In Perrier-Cornet, Philippe (dir.),
Repenser les campagnes* (p.9-29). Paris : L'aube/DATAR.
- Thomsin, Laurence (2001). Un concept pour le décrire : l'espace rural rurbanisé. *Ruralia*
[En ligne]. Disponible : www.ruralia.revues.org/document250.html.